

Note de Conjoncture n° 4-2002

La situation économique au Luxembourg au début de 2003

Le texte intégral de la Note de Conjoncture ainsi que les mises à jour mensuelles de l'annexe statistique sont disponibles sur internet à l'adresse
http://www.statec.lu/html_fr/statistiques/note_de_conjoncture/index.html

statec

SERVICE CENTRAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Responsable de la publication: Robert WEIDES

Coordination: Ferdy ADAM
Rédaction: Zulmiro DA COSTA

Prix de l'abonnement annuel: 11.00 EUR

Prix de ce numéro: 2.90 EUR

La reproduction totale ou partielle de la présente note est autorisée
à condition d'en citer la source.

ISSN 1019-6463

STATEC

Service central de la statistique et des études économiques

6, bd Royal - boîte postale 304 - L-2013 Luxembourg

Tél.: 478-4219

Fax: 46 42 89

E-mail: info@statec.etat.lu

Internet: www.statec.lu

Sommaire

Préface	4
A. Conjoncture internationale	6
B. Conjoncture luxembourgeoise.....	11
1. Résumé et faits principaux.....	11
1.1 Résultats macro-économiques - comptes nationaux.....	11
1.2 Evolution conjoncturelle récente.....	11
2. Activité sectorielle.....	15
2.1 Industrie.....	15
2.2 Construction	18
2.3 Commerce et réparations	19
2.4 Hôtels, restaurants et cafés	20
2.5 Transports et communications.....	21
2.6 Secteur financier.....	23
2.7 Immobilier, location et services aux entreprises.....	25
2.8 Services collectifs et domestiques	26
3. Inflation et salaires	27
3.1 Prix à la consommation.....	27
3.2 Salaires.....	32
4. Relations économiques extérieures	34
4.1 Compte des transactions courantes (balance des paiements courants).....	34
4.2 Compte des opérations financières.....	38
5. Emploi et chômage.....	39
5.1 Emploi.....	39
5.2 Chômage.....	41
C. Etude: Salaire social minimum: incidences économiques.....	46
1. Objet de l'étude et principaux résultats	46
2. Introduction	46
3. Description et analyse sommaire des données	47
4. Incidence de la hausse du salaire minimum sur les autres salaires et sur la compétitivité.....	49
4.1 Incidence mécanique	49
4.2 Tests de causalité au sens de Granger	49
4.3 Estimations économétriques d'équations de salaires	49
5. Incidences sur la compétitivité	51
6. Comparaison européenne.....	51
7. Distribution des fruits de la croissance.....	52
8. Annexe.....	53
D. Annexe statistique	58
E. Index des tableaux et graphiques.....	89

Préface

Au début de 2003 l'économie luxembourgeoise demeure en perte de vitesse

Les indicateurs conjoncturels devenus disponibles depuis la publication de la dernière Note de Conjoncture en octobre 2002 n'ont cessé de se dégrader pour la plupart. On ne peut exclure que l'économie luxembourgeoise connaisse actuellement une phase récessive. Toutefois, la base statistique pour l'affirmer avec certitude demeure insuffisante. Les perspectives de l'économie luxembourgeoise pour 2003 et au-delà restent néanmoins, pour l'instant du moins, en ligne avec les grandes tendances publiées fin novembre.

Après l'industrie, les services financiers et divers services aux entreprises, la construction est affectée à son tour par le ralentissement de l'activité. Seuls divers services aux particuliers et les services non marchands résistent.

Du côté du marché de l'emploi, la hausse du chômage, entamée au deuxième trimestre de 2001, n'a cessé de s'accroître. L'écart par rapport au même mois de l'année précédente se creuse: il frôle en décembre 2002 les +30%! En y ajoutant le nombre croissant de personnes dans les mises au travail ou les mesures de formation, on dénombrait quelque 9 500 chômeurs "au sens large" en décembre 2002 et les 10 500 personnes sont sans doute dépassées en janvier 2003.

Toutefois, en comparaison avec la zone euro, la création d'emplois reste forte au Luxembourg. A côté des retards habituels que l'emploi a sur l'activité, cela s'explique essentiellement par deux caractéristiques du marché du travail luxembourgeois. La première tient au "modèle luxembourgeois", caractérisé par la recherche de consensus entre les partenaires sociaux (plans sociaux, tripartites, etc...) et une législation plus respectueuse des droits des travailleurs. La deuxième tient à l'étroitesse du marché et une main-d'œuvre qualifiée relativement rare: les entreprises hésitent ainsi à licencier par crainte de ne plus pouvoir retrouver par la suite du personnel bien formé.

A quand la reprise?

Deux vecteurs conditionnent une reprise solide de l'économie luxembourgeoise.

Le premier concerne une réorientation durable à la hausse des marchés boursiers au niveau des cours, mais aussi des volumes de transactions. Le secteur financier en bénéficierait doublement: grâce aux plus-values sur titres et à l'augmentation des commissions perçues.

Le deuxième vecteur serait une reprise économique générale aux Etats-Unis et en Europe. Pour l'heure, aucun signal réellement concluant n'est perceptible, mais les "fondamentaux" semblent assurés.

D'un côté, la baisse des marchés boursiers pendant trois années consécutives a permis de corriger les excès de valorisation enregistrés entre 1995 et 1999. De l'autre,

l'économie américaine a enregistré, l'an dernier, une certaine reprise, après la récession de 2001 et ce malgré les nombreuses incertitudes politiques et les scandales financiers déstabilisants.

En Europe l'évolution économique, en Allemagne surtout, continue d'hypothéquer la reprise. En effet, les récentes décisions politiques y ont fait augmenter les risques d'une nouvelle récession. Pour l'Europe dans son ensemble, les organisations internationales persistent à annoncer que la croissance devrait gagner en dynamisme au cours de la deuxième moitié de 2003. Elle risque toutefois d'être étouffée dans ses premiers pas par l'éventualité d'un conflit armé en Irak.

Oscillation de l'inflation autour de 2% en 2002

L'inflation tarde à descendre en-dessous de la barre des 2%. L'inflation sous-jacente, qui mesure les tendances fondamentales en éliminant les prix pétroliers et d'autres éléments volatiles, est orientée plutôt à la baisse. Les prix pétroliers par contre, avant même l'intensification des tensions au Moyen-Orient, ont poussé l'inflation de nouveau à la hausse. L'appréciation récente de l'euro face à l'USD a allégé quelque peu ces pressions.

Salaires: des nouvelles plus "positives"

Les données observées sur le coût salarial montrent que l'évolution au Luxembourg, après une période de forte hausse, se situe à nouveau en-dessous de celle des pays voisins et de la zone Euro. Le ralentissement économique dans les secteurs porteurs et la hausse du chômage vont sans doute contribuer à modérer les pressions salariales tout au long de 2003.

Ralentissement de la consommation privée

La consommation des ménages a subi, dans une certaine mesure, les effets de la conjoncture maussade, avec un impact négatif sur le chiffre d'affaires du commerce de détail. L'indicateur de confiance des consommateurs a continué de se détériorer au début de 2003. Malgré la réduction sensible des impôts sur le revenu des personnes physiques en 2002, une augmentation des rentes et pensions et un accroissement de la masse salariale, plusieurs éléments semblent pouvoir motiver le ralentissement actuel de la consommation finale des ménages: moins de créations d'emplois, un tassement dans la progression des salaires et une baisse des revenus du patrimoine (en particulier du patrimoine financier suite à l'évolution boursière défavorable de ces dernières années).

Le surplus de la balance des paiements courants s'améliore sous l'effet d'une baisse prononcée des importations

Les importations de biens et de services diminuent davantage que les exportations de sorte que le surplus de la balance des paiements courants s'améliore. Le constat est général: alors que les exportations de biens

augmentent légèrement et que les exportations de services diminuent modérément, la baisse au niveau des importations est nettement plus accentuée. Il en résulte une appréciation à la fois du solde de la balance partielle des biens et de celle des services qui entraîne également une hausse du solde global de la balance des paiements courants.

Mais les exportations de biens augmentent seulement en valeur nominale. En volume (ou à prix constants) il y a bien une baisse au cours des trois premiers trimestres de

l'année 2002, la forte hausse des prix ayant étoffé la performance à prix courants. Au niveau des exportations de services, une forte contribution négative provient des services financiers et accessoirement des services d'assurances.

Le solde de la balance des revenus s'est quant à lui détérioré sous l'impulsion de la poursuite de la hausse de la masse salariale exportée (frontaliers) et de la baisse des revenus d'investissements.

Études et analyses particulières incluses dans cette Note

Cette Note comporte, outre une étude sur le salaire social minimum, deux encarts, l'un portant sur le phénomène des travailleurs frontaliers dans l'appréhension du taux de chômage, l'autre traitant de la définition du terme de "récession" et son applicabilité à la situation actuelle de l'économie du Luxembourg.

▪ *Le salaire social minimum*

L'étude évoque les conséquences d'un relèvement du salaire social minimum (SSM), en se focalisant sur la possibilité d'une hausse induite des autres salaires. L'approche est strictement macro-économique et ne préjudicie pas d'éventuelles analyses sectorielles. L'étude comporte les étapes suivantes:

- constitution d'une série statistique homogène du SSM;
- étude de l'incidence mécanique d'une hausse du SSM;
- des tests de causalité au sens de Granger;
- l'estimation des équations de salaires afin d'identifier les déterminants du coût salarial.

▪ *Taux de chômage avec ou sans frontaliers?*

Le STATEC tente de clarifier le concept de "chômage" et approfondit la problématique des frontaliers qui perdent leur emploi au Luxembourg. Dans la mesure où on en connaît le nombre de par le transfert d'une indemnité de chômage vers leur pays de résidence, on peut en suivre l'évolution. Le ratio entre frontaliers demandant le formulaire E301 et le total de frontaliers occupés au Luxembourg suit une trajectoire qui ressemble à celle du taux de chômage et qui est opposée à celle de l'emploi:

ce ratio présente un profil contra-cyclique et a augmenté en 2002.

Pour cerner le phénomène du chômage dans la Grande Région, on préfère analyser les résultats aux résultats régionaux des Enquêtes sur les forces de travail (EFT) qui mettent en relation le nombre de chômeurs et la population active sur un territoire donné^{1/}. En analysant ces chiffres depuis 1983, on constate une certaine convergence. Le Luxembourg observe toujours le chômage le plus faible au milieu de ces régions éprouvées par les grandes crises structurelles du charbon et de l'acier, l'écart par rapport au suivant (la région de Trèves) ayant été très variable depuis 1983.

▪ *Le Luxembourg en récession?*

Peut-on exclure en ce début de 2003 que le Luxembourg est en récession? La base statistique pour le constater avec certitude reste insuffisante. Le STATEC a essayé cependant d'appliquer l'analyse du *National Bureau of Economic Research* (NBER) pour la détermination des récessions. D'habitude, une récession est définie par une baisse du PIB réel sur deux trimestres de suite. La méthode du NBER, basée sur un ensemble plus vaste d'indicateurs (production industrielle, emploi, revenu réel et volume d'affaires du commerce) permet d'appréhender avec plus de nuances le concept de "récession" et son application pour qualifier la situation actuelle de notre économie. Il semble ainsi que la probabilité que l'économie luxembourgeoise ait été en récession en 2002 se soit accrue en cette fin 2002.

^{1/}Les données EFT sont les seules vraiment comparables au niveau régional transfrontalier.

A. Conjoncture internationale

Tableau 1: Conjoncture internationale, observations récentes

	Etats-Unis	Japon	EU-15	Zone euro	Allemagne	France
	Variations annuelles en %, sauf taux de chômage (en % de la population active) et indicateurs précurseurs (par rapport aux trois mois précédents)					
Croissance du PIB en volume	T3 02	T3 02	T3 02	T3 02	T3 02	T3 02
dernier trimestre publié	3.2	1.3	1.1	0.8	0.4	0.8
cumul sur 12 mois	1.7	-1.3	0.8	0.6	0.0	0.7
Indicateurs précurseurs	nov-02	nov-02	nov-02	nov-02	nov-02	nov-02
derniers trois mois	-1.3	-0.3	-0.2	0.0	0.2	-0.6
Taux de chômage standardisé	déc-02	nov-02	nov-02	nov-02	déc-02	nov-02
dernier mois publié	6.0	5.3	7.7	8.4	8.5	8.8
un an auparavant	5.7	5.4	7.4	8.0	7.9	8.5
Taux d'inflation (prix à la consommation)	déc-02	nov-02	déc-02	déc-02	déc-02	déc-02
dernier mois publié	2.4	-0.4	2.3	2.4	1.1	2.2
un an auparavant	1.6	-1.0	2.0	2.0	1.5	1.4
Taux d'intérêt à court terme	nov-02	nov-02	nov-02	nov-02		
dernier mois publié	1.5	0.1	3.3	3.1		
un an auparavant	2.1	0.1	3.5	3.4		
Taux d'intérêt à long terme (Maastricht)	nov-02	nov-02	nov-02	nov-02		
dernier mois publié	4.0	1.0	4.6	4.6		
un an auparavant	4.6	1.3	4.6	4.7		
Cours de change (par EUR) ¹	janv-03	janv-03				
dernier mois publié	1.07	126.8				
un an auparavant	0.88	118.4				

Sources: Eurostat, OCDE (Indicateurs précurseurs USA et Japon), FMI (inflation USA et Japon)

¹ 22 janvier 2003

Evolution récente de l'activité économique en Europe: trois trimestres à croissance modérée après trois trimestres de stagnation

Finalement, l'Europe dans son ensemble n'aura pas connu de récession et il y a eu même une reprise de l'activité par rapport à 2001. Au cours des trois premiers trimestres de 2002, l'activité a évolué à un rythme annualisé moyen de +1.5%, et ceci de manière régulière. L'accélération de l'activité fut moins forte qu'annoncée par les indicateurs précurseurs au printemps 2002. Le dernier trimestre 2002 et le premier trimestre 2003 sont vraisemblablement plus mauvais en terme de croissance – nous allons y revenir plus loin.

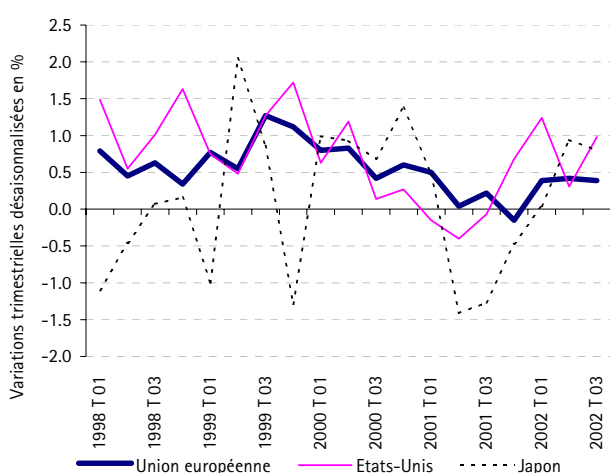
Les USA au contraire ont vu l'activité telle que mesurée par le PIB trimestriel diminuer trois trimestres de suite, au total de 0.62% entre le 1^{er} quart 2001 et le troisième. Aujourd'hui, l'activité croît à nouveau plus vite aux USA (+3.4% en moyenne en rythme annualisé au cours des trois premiers trimestres de 2002) qu'en Europe. Nous allons par la suite analyser les composantes de la croissance en Europe et essayer de relever les similitudes

et les différences pertinentes avec les autres grands blocs économiques.

La consommation privée des ménages en Europe stable mais atone

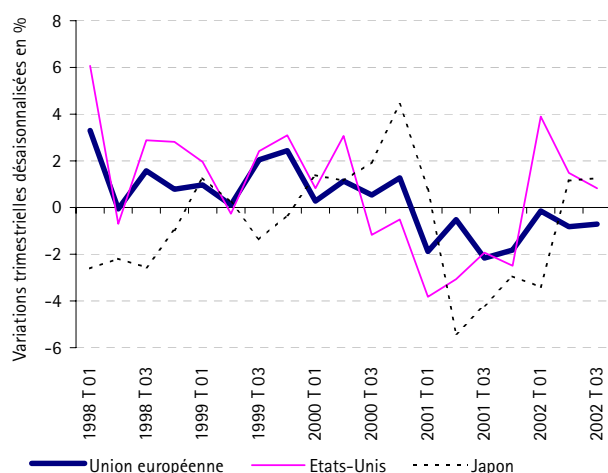
La consommation des ménages a connu une évolution globalement stable au cours des deux dernières années (tableau 2) en Europe à un taux annualisé moyen de +1.4%. Celui-ci est toutefois inférieur à la moyenne de long terme (quelque 2%) mais surtout nettement plus faible que les hausses enregistrées au plus fort du boom économique de 1999/2000. Lors de cette phase, la consommation des ménages, stimulée autant par la masse salariale que par l'envolée des titres boursiers, avait enregistré des hausses annualisées moyennes de 3%. La consommation des ménages a donc fait fléchir le rythme de croissance en Europe, mais il convient de garder à l'esprit qu'au cours des trimestres récents elle a été plutôt un facteur stabilisateur. Elle a par contre probablement commencé à fléchir davantage au cours des derniers mois de 2002...

Graphique 1: PIB



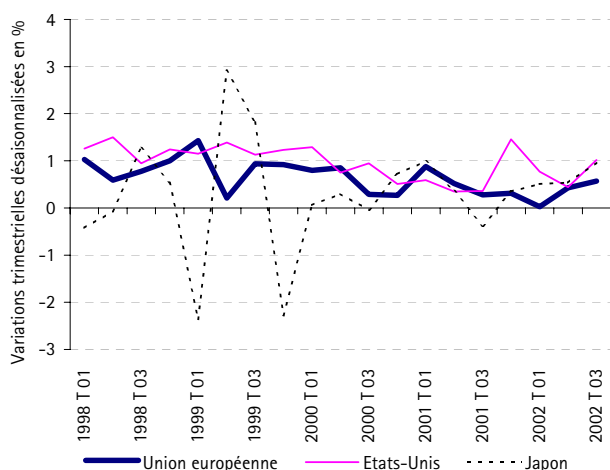
Source: EUROSTAT

Graphique 2: Formation brute de capital



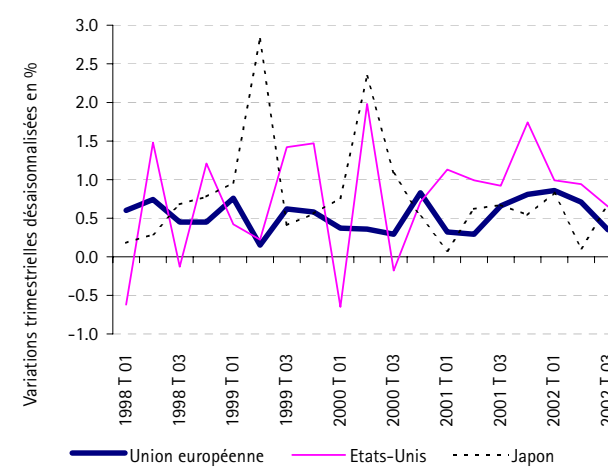
Source: EUROSTAT

Graphique 3: Consommation finale des ménages



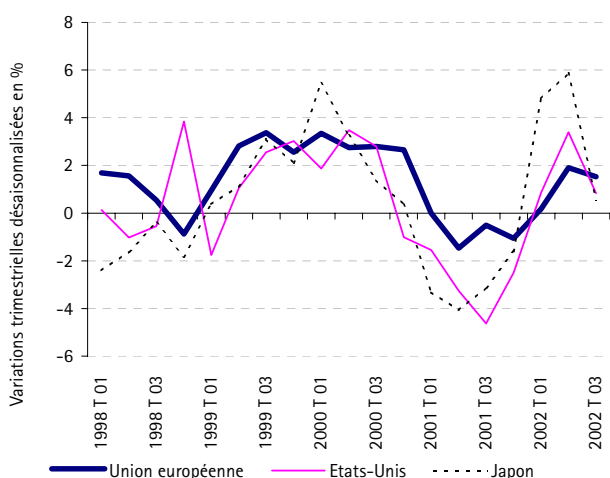
Source: EUROSTAT

Graphique 4: Consommation publique



Source: EUROSTAT

Graphique 5: Exportations de biens et services



Source: EUROSTAT

Tableau 2: Taux de croissance des principaux agrégats du PIB

	Période couverte (bornes trimestrielles comprises)			Moyenne de long terme
	T1 2002 - T3 2002	T2 2001 - T4 2001	T1 1999 - T1 2001	1990-2002
	Taux de croissance en rythme annualisé			
PIB				
Union européenne	1.5	0.1	3.1	1.9
USA	3.4	0.3	2.8	2.8
Japon	2.7	-4.4	1.8	1.3
Consommation des ménages				
Union européenne	1.4	1.4	3.0	2.0
USA	3.0	2.9	4.1	3.2
Japon	2.5	-0.8	1.0	1.6
Consommation publique				
Union européenne	2.5	2.0	2.0	1.8
USA	3.5	5.0	2.9	1.6
Japon	2.7	2.0	4.5	3.1
Formation brute de capital				
Union européenne	-1.9	-4.8	2.9	1.0
USA	8.5	-9.6	2.4	4.4
Japon	-0.7	-14.3	2.1	-0.6
Exportations de biens et services				
Union européenne	4.6	-4.5	9.8	5.8
USA	6.9	-13.2	4.6	5.5
Japon	15.7	-12.2	6.5	3.9
Importations de biens et services				
Union européenne	3.2	-4.6	9.1	5.3
USA	10.7	-8.0	9.1	7.5
Japon	7.0	-11.3	9.0	3.1

Source: Eurostat

La consommation publique: un support non récurrent

Toute au long de la décennie '90, la consommation publique a progressé en moyenne à un rythme inférieur à 2%. Cette cadence a pu être maintenue au plus fort de la crise en 2001. En 2002, les pouvoirs publics ont pratiqué une politique budgétaire légèrement expansionniste en Europe: la consommation publique s'est accrue de 2.5% au cours des trois derniers trimestres, ce qui a généré partout en Europe des déficits publics en hausse. Notons qu'aux USA, les dépenses publiques ont augmenté nettement plus encore... (tableau 2 et graphique 4).

La formation de capital tarde à démarrer en Europe

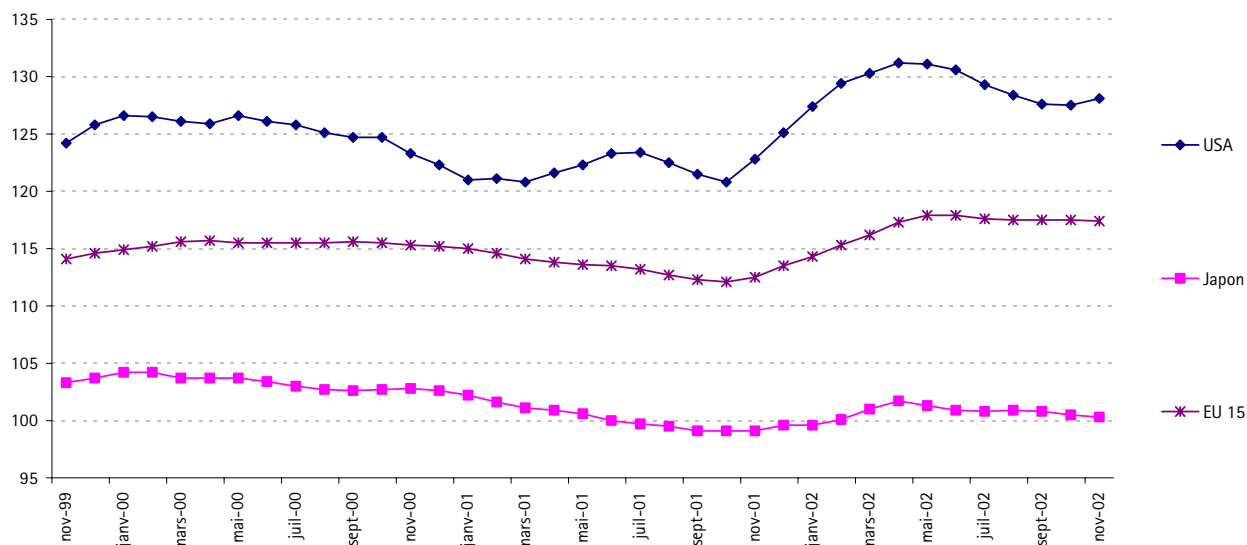
La formation brute de capital fixe fut le premier maillon de la chaîne à sauter dès le troisième trimestre 2000, où elle a entamé une longue phase baissière simultanément en Europe et aux USA. A la différence de ces derniers, la constitution de capital productif ne s'est pas encore remise à augmenter en Europe, même si la baisse semble s'essouffler progressivement (graphique 2). La phase récessive s'était déclenchée par la baisse des investissements et il est fort probable que ceux-ci soient le premier élément de la demande interne à démarrer. Le

déstockage progressif, la reprise timide de la demande internationale, les taux d'intérêt bas et la fin du cycle de vie du capital non renouvelé depuis plus de deux ans inciteront les entrepreneurs à dépenser en formation de capital. Mais plus que d'autres dépenses, les dépenses en capital nécessitent un état de confiance très solide et celui-ci ne se rétablira pas avant la résolution des grands conflits politiques mondiaux.

Les exportations ont constitué un soutien à la croissance

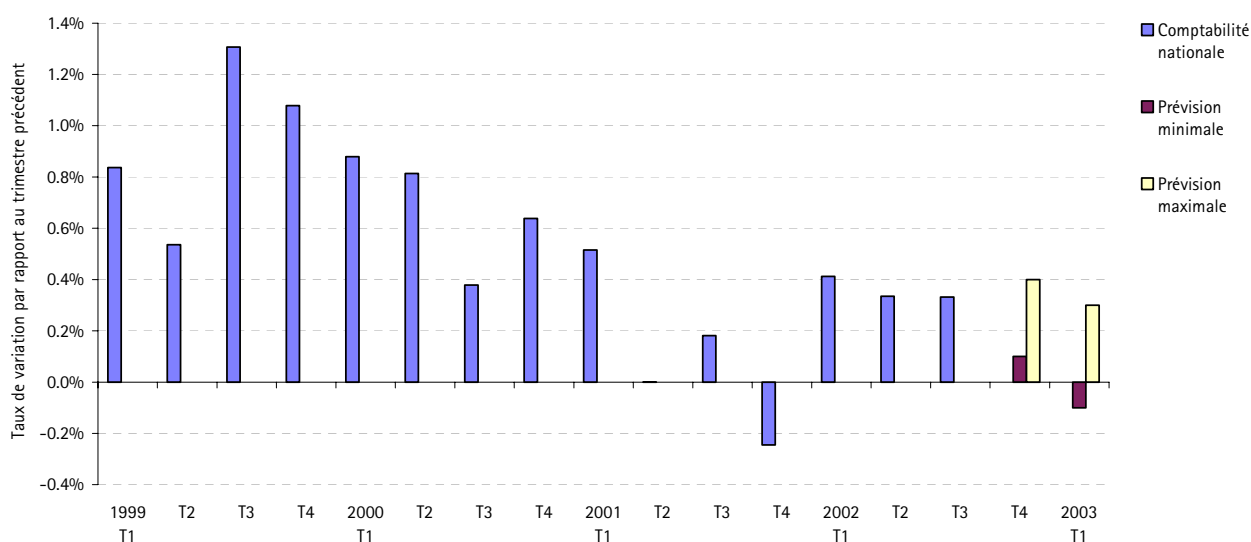
Les exportations, en hausse à nouveau depuis le début de 2002, ont en partie été relancées par le sursaut de la demande interne aux USA (formation de capital fixe, consommation publique) mais aussi par le dynamisme dans d'autres régions du monde, notamment au Japon. La croissance de l'économie japonaise au cours des trois derniers trimestres a été plus forte que la moyenne calculée sur plus de dix ans. Il est vrai qu'il est plus facile de démarrer fortement après une phase récessive longue et profonde telle que ce pays l'a connue.

Graphique 6: Indicateurs précurseurs de l'OCDE



Source: OCDE

Graphique 7: Croissance du PIB dans la zone euro



Source: EUROSTAT, Commission européenne (15 janvier 2003)

Evolution récente et perspectives à court terme: une légère décélération de l'activité en Europe, ne préjudiciant pas dans l'immédiat aux perspectives de relance

Les derniers comptes trimestriels publiés pour l'Europe sont ceux du troisième trimestre 2002. La Commission européenne publie deux trimestres de prévisions de croissance du PIB: ces chiffres annoncent un léger repli de l'évolution du PIB au quatrième trimestre 2002 et au premier 2003 (graphique 7). Aux dires de la Commission, cette faiblesse serait due en premier lieu à la consommation privée alors que la production industrielle a fait un bond important en novembre. Elle n'annihile pas pour l'instant les perspectives de croissance pour 2003 et

2004 établies en automne dernier par la Commission de l'UE (voir tableau 3).

Certains indicateurs précurseurs se sont redressés récemment. Le climat des affaires dans la zone Euro continue de marquer une progression modérée (4^e mois consécutif de non-recul). En novembre, l'indicateur précurseur de l'OCDE s'est mis à augmenter à nouveau pour les USA, la France et l'Allemagne. Dans l'ensemble de la zone Euro il s'est stabilisé tandis qu'il baisse encore pour l'UE15. Les perspectives à tendance favorable sont confirmées pour l'Allemagne par la hausse des "perspectives d'affaires" en décembre sur base de l'indicateur IFO et en janvier sur base de celui du ZEW. L'indice d'achat des dirigeants établi par Reuters est en hausse ces deux derniers mois jusqu'en novembre mais a

reçut en décembre. Tous ces frémissements, annonçant éventuellement une activité plus forte à partir du milieu de 2003, demandent en tout état de cause à être confirmés par un nombre bien plus élevé d'observations positives. Qui plus est, la reprise risque d'être étouffée dans ses premiers pas par la Guerre en Irak qui semble se concrétiser. Toutefois, on ne sait pas dans quelle mesure les derniers indicateurs précurseurs tiennent compte de ce risque.

Emploi et chômage: du mauvais au pire

La croissance faible, tournant autour de 1.5%, ne suffit pas à faire progresser l'emploi. Toutefois, en raison des décalages habituels entre activité et emploi, ce dernier n'a pas encore reculé, du moins sur base des chiffres en glissement annuel. En octobre, l'emploi dans la zone euro a ainsi encore progressé de 0.5%, mais le rythme d'évolution s'est toutefois essoufflé. Ce tassement c'est

probablement poursuivi jusqu'au début de 2003. Corrélativement, le chômage a augmenté, faiblement il est vrai en comparaison avec les USA. En novembre, il s'inscrit à 7.7% de la population active contre 7.4% il y a douze mois. La situation sur le marché du travail ne devrait pas s'améliorer au premier semestre 2003.

Inflation sous-jacente en baisse, prix pétroliers en hausse

L'inflation des prix à la consommation dépasse toujours les 2% pour l'ensemble de la zone Euro. Alors que l'inflation sous-jacente (indice global moins énergie et aliments non traités) ne cesse de reculer (2.3% en décembre) les prix énergétiques ont augmenté en 2003 et ravivé quelque peu les tensions inflationnistes (+3.6% en décembre en glissement annuel). Il est vrai que la récente appréciation de l'Euro à joué à contresens. L'inflation est traitée plus en détail dans la partie B.2.

Tableau 3: Prévisions 2002-2004

	PIB à prix constants			Prix implicites de la consommation privée			Nombre de chômeurs			Balance des transactions courantes		
	variations en % par rapport à l'année précédente						en % de la pop. active			en % du PIB		
	2002	2003	2004	2002	2003	2004	2002	2003	2004	2002	2003	2004
Belgique	0.7	2.0	2.8	1.8	1.7	1.9	6.8	6.8	6.5	5.0	5.2	5.3
Danemark	1.7	2.1	2.4	2.3	2.0	2.1	4.2	4.2	4.1	2.1	2.1	2.2
Allemagne	0.4	1.4	2.3	1.3	1.4	1.1	8.1	8.2	7.9	1.9	1.7	1.9
Grèce	3.5	3.9	3.7	3.1	3.1	3.1	9.9	9.4	9.1	-4.6	-4.7	-4.5
Espagne	1.9	2.6	3.2	3.6	2.9	2.5	11.4	10.9	10.2	-2.2	-2.0	-1.9
France	1.0	2.0	2.7	1.6	1.7	1.6	8.8	9.0	8.3	1.1	1.0	0.9
Irlande	3.3	4.2	5.2	4.7	4.0	3.3	4.4	4.9	4.8	-0.9	-1.3	-1.6
Italie	0.4	1.8	2.4	2.7	2.2	2.0	8.9	8.9	8.7	0.7	1.0	1.1
Luxembourg (1)	0.1	2.0	3.4	1.9	1.7	1.6	2.3	2.8	2.9	-6.1	-5.8	-5.0
Pays-Bas	0.2	0.9	2.2	3.4	2.6	2.2	3.1	4.3	4.6	3.6	4.3	5.5
Autriche	0.7	1.8	2.2	1.7	1.6	1.5	4.3	4.3	4.1	-0.7	-1.0	-1.3
Portugal	0.7	1.2	2.5	3.5	2.9	2.5	4.6	5.5	5.5	-7.8	-6.8	-6.5
Finlande	1.4	2.8	3.4	2.0	1.8	1.7	9.1	9.3	8.9	6.9	7.0	7.4
Suède	1.6	2.2	2.4	2.0	1.7	1.9	4.9	5.3	5.3	3.6	3.8	3.7
Royaume-Uni	1.6	2.5	2.7	0.9	1.2	1.5	5.0	4.9	4.8	-1.8	-1.8	-1.6
UE 15	1.0	2.0	2.6	1.9	1.8	1.7	7.6	7.7	7.4	0.6	0.6	0.7
EUR-11	0.8	1.8	2.6	2.1	2.0	1.8	8.2	8.3	8.0	1.0	1.0	1.1
E.-U. d'Amérique	2.3	2.3	2.8	1.4	2.0	2.2	5.8	6.0	6.0	-4.7	-5.2	-5.8
Japon	-0.6	1.2	1.4	-1.4	-1.4	-1.2	5.2	5.3	5.3	3.0	3.6	3.9

Source: Commission de l'UE, novembre 2002

(1) Les prévisions de la Commission de l'UE pour le Luxembourg peuvent diverger de celles du STATEC.

B. Conjoncture luxembourgeoise

1. Résumé et faits principaux

1.1 Résultats macro-économiques – comptes nationaux

Les derniers chiffres officiels de la comptabilité nationale, allant jusqu'en 2001, ont été largement commentés dans les Notes de Conjoncture et les communiqués de presse du STATEC. Une nouvelle publication est prévue pour le mois de mai 2003 et inclura les premiers comptes

nationaux pour l'année 2002. Les chiffres pour 2002 et 2003 repris dans le tableau 4 se basent sur les dernières prévisions du STATEC publiées sur internet fin novembre 2002 (voir www.statec.lu).

Tableau 4: Aperçu synoptique de l'économie luxembourgeoise

	1985-1999	2000	2001	2002 ¹	2003 ¹
	Taux de variation en %, sauf mention contraire				
PIB à prix courants (millions de EUR)	.	20 815	21 510	21 803	22 754
PIB en volume	5.8	8.9	1.0	0.5	2.0
Consommation finale des ménages	3.8	3.4	3.6	2.0	2.5
Consommation finale des administrations publiques	5.0	4.3	7.5	6.0	7.5
Formation brute de capital fixe	9.3	-6.3	5.9	-5.6	2.2
Exportations de biens et services	7.7	19.1	1.2	-2.0	2.5
Importations de biens et services	7.3	14.0	4.5	-2.1	3.6
Emploi intérieur total ¹	3.1	5.7	5.6	3.2	1.4
Inflation (déflateur implicite de la consommation privée) ¹	2.3	2.6	2.8	2.1	1.7
Coût salarial moyen ¹	4.1	4.7	4.4	2.9	2.8
Taux de chômage (chômage inscrit, en % de la population active) ²	2.0	2.6	2.6	2.9	3.3

¹ Établis selon la méthodologie de la comptabilité nationale; ² Rupture de série en 1997; ³ Prévisions (novembre 2002)

Source: STATEC, ADEM, IGSS

1.2 Evolution conjoncturelle récente

A la fin de l'année 2002, l'activité a déjà diminué nettement dans certaines branches

A commencer par le secteur bancaire, qui influence fortement la croissance économique de l'économie entière. L'année 2002 restera ainsi dans les annales: jamais dans l'histoire récente du secteur, la situation ne s'est autant dégradée en si peu de temps. L'emploi recule en fin d'année et si les résultats avant provisions ne font pas de même, c'est uniquement grâce aux "revenus exceptionnels" non récurrents. Un certain optimisme quant à l'évolution des marchés boursiers en 2003 a pu être décelé en ce début d'année. Le regain de santé du secteur financier luxembourgeois dépend d'une activité économique plus forte au niveau européen. Si les récents accords sur la fiscalité de l'épargne en Europe ont pour mérite d'avoir levé en partie l'incertitude en la matière, l'emploi de la branche financière au Luxembourg sera encore orienté à la baisse tout au long de 2003.

Toujours sous condition d'une reprise conjoncturelle au niveau mondial, l'industrie et le commerce devraient

également s'orienter doucement sur le sentier de la croissance. En ce qui concerne l'industrie, les résultats très positifs du deuxième trimestre de 2002 annonçaient un retour conjoncturel, même si celui-ci a été timide dans un premier temps. En ce qui concerne le commerce, c'est l'activité de gros qui pénalise la croissance.

Pour d'autres branches, le fléchissement conjoncturel ne fait que commencer

Parmi ces branches, on peut citer le secteur de la construction. Depuis quelques mois déjà, les indicateurs se dégradent, en particulier pour le génie civil. Viennent ensuite les branches qui dépendent en premier lieu des autres secteurs d'activité: "immobilier, location, informatique et R&D" et "Services principalement fournis aux entreprises". Le chiffre d'affaires nominal de ces secteurs est en net recul au cours des neuf premiers mois de 2002: respectivement -4.6% et -4.1%. La baisse de conjoncture touche ces activités avec un certain retard, de sorte qu'il faudra encore attendre pour y voir une reprise se profiler.

Tableau 5: Evolution récente de l'économie luxembourgeoise: indicateurs d'activité par branches

Nace	Production par jour ouvrable		Chiffre d'affaires en volume	Chiffre d'affaires en valeur			Résultat brut avant provisions	Chiffre d'affaires en valeur		Emploi salarié
	Industrie	Construction	Commerce	HORECA	Transports et Communications	Secteur bancaire	Immo., location, informatique et R&D	Services fournis principalement aux entreprises	Services collectifs et domestiques	
	10-41	45	50-52	55	60-64	65	70-73	74	85-93	
	Taux de variation annuels en %									
1996	0.1	...	1.2	0.9	...	7.3	5.5	10.2	...	
1997	5.8	...	11.0	2.8	...	20.5	6.1	13.4	...	
1998	8.1	...	1.5	0.5	15.0	28.3	9.2	7.9	...	
1999	1.5	...	1.8	1.2	18.6	-16.5	-7.4	6.4	6.6	
2000	5.1	3.2	3.1	2.3	18.5	20.7	4.5	12.8	7.4	
2001	3.1	2.0	-3.2	1.4	7.6	2.0	-6.9	12.9	6.9	
2002 ¹	-0.2	3.6	-1.6	8.3	-1.3	-0.7	-4.6	-4.1	5.7	
	Taux de variation trimestriels désaisonnalisés en %					Taux de variation annuels en %				
T1 01	3.8	-0.5	-4.0	2.0	14.5	-12.3	4.1	23.2	7.8	
T2 01	-2.6	2.1	-0.1	2.9	13.7	2.3	-3.8	11.8	7.2	
T3 01	2.1	3.4	3.1	-1.3	0.4	-0.9	-17.3	16.3	6.6	
T4 01	-1.7	0.1	-4.6	2.1	2.4	2.0	-9.1	2.8	5.9	
T1 02	-1.8	0.1	1.1	6.4	-0.9	2.2	-8.7	-5.1	5.8	
T2 02	5.6	1.6	-0.4	7.3	-5.7	-11.0	1.6	-0.2	5.6	
T3 02	-2.6	-1.3	-0.2	10.9	3.1	-0.7	-6.5	-6.8	5.7	

1. Industrie=10 mois; Autres=9 mois

Source: STATEC, Administration de l'Enregistrement et des Domaines, BCL, IGSS

L'inflation peine à baisser

En cours d'année 2002, l'inflation a oscillé autour des 2% et s'établit à 2.1% en moyenne annuelle, contre 2.7% en 2001. L'inflation sous-jacente est passée de 3.1% en janvier 2002 à 2.2% en décembre, mais la variation mensuelle moyenne s'établit à 0.18%. Elle reste toujours élevée en comparaison avec les années 1995 à 1998, où elle était de 0.09% en moyenne annuelle.

Depuis le milieu de 2001, la hausse du coût salarial moyen est orientée à la baisse: +3.4% en glissement annuel au troisième trimestre de 2002, contre +4.3% un an plus tôt. Les facteurs qui avaient jusque-là exercé des pressions à la hausse se sont inversés. En particulier, l'inflation et l'activité économique ralentissent.

Surplus de la balance courante en hausse

Le ralentissement économique a des effets significatifs sur les échanges extérieurs. La progression des exportations nominales de biens est nettement moins importante qu'au cours des années antérieures (+1.2% sur les neuf premiers mois de 2002, contre +9.4% de moyenne entre 1995 et 2001). En termes réels, les livraisons de marchandises affichent même une baisse de l'ordre de 5%. Le même constat vaut pour les exportations nominales de services: -1.8%. Celles-ci ont été fortement touchées par la baisse des exportations de services financiers (-4.9%).

Toutefois, le fléchissement de la demande interne (consommation finale et intermédiaire, investissements) a fait chuter davantage les importations: -4.8% pour les biens, -3.7% pour les services. Par conséquent, le solde de la balance des biens et services s'améliore: +19.2%.

Poursuite du ralentissement de la création d'emplois

Durant les années 2001 et 2002, le rythme de la création d'emplois salariés s'est tassé: la plus forte croissance annuelle est atteinte en janvier 2001 (6.8%), puis elle descend progressivement jusqu'à 2.5% en décembre 2002. Fin 2002, l'économie luxembourgeoise crée nettement moins d'emplois, mais elle en crée toujours.

Toutefois, en comparaison avec la zone euro, la création d'emplois est toujours forte. Cela s'explique essentiellement par le retard habituel de l'emploi sur l'activité: en effet, hormis le secteur financier, toutes les branches économiques ont connu encore une expansion notable de leurs activités jusqu'en 2001. Puis jouent deux caractéristiques du marché du travail luxembourgeois. La première a trait au "modèle luxembourgeois", caractérisé par la recherche de consensus entre les partenaires sociaux et une législation plus respectueuse des travailleurs. La deuxième a trait à l'étroitesse du marché, caractérisé par une main d'œuvre qualifiée relativement rare: les entreprises hésitent ainsi à licencier lors des ralentissements économiques par crainte de ne plus trouver du personnel qualifié à la reprise.

La hausse du chômage s'accélère

Jusqu'en juillet 2001, et ce depuis trois années, le nombre de chômeurs était régulièrement inférieur au niveau de l'année antérieure. Par contre, en 2002 il y avait 18.2% de chômeurs de plus qu'en 2001 (soit 896 personnes en moyenne par mois). En 2002, la hausse du chômage a été très forte et s'est accélérée de façon quasi permanente tout au long de l'année. La situation s'est même davantage détériorée si on prend en compte les mesures pour l'emploi: le taux de chômage au sens large est ainsi passé de 3.5% en mai 2001 à 4.8% en décembre 2002.

Tableau 6: Evolution récente de l'économie luxembourgeoise: autres indicateurs

	avr-02	mai-02	juin-02	juil-02	août-02	sept-02	oct-02	nov-02	déc-02	janv-03	Moyenne des trois derniers mois	Même période de l'année précédente
Variations annuelles en %, sauf mention contraire												
Prix, salaires												
Indice des prix à la consommation (IPCN)	2.1	1.9	1.7	2.0	1.8	2.0	2.2	2.2	2.2	2.3	2.2	2.1
Inflation sous-jacente	2.6	2.6	2.4	2.6	2.3	2.3	2.1	2.2	2.2	2.0	2.1	3.1
Prix pétroliers	-7.0	-11.5	-12.1	-10.2	-7.0	-3.5	3.9	2.4	4.6	11.2	6.0	-17.6
Indice des prix à la production industrielle	-2.5	-2.2	-1.4	-1.0	-0.2	0.0	0.2	-0.2	...	...	0.0	-0.7
Indice des prix à la construction ¹	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	2.4	4.9
Coût salarial moyen, par mois et par personne	2.8	0.3	1.7	3.3	2.9	4.0	...	...	...	...	3.4	4.3
Commerce extérieur												
Exportations de biens en volume	3.5	-5.9	-12.1	-3.6	-4.2	0.1	-6.1	...	...	...	-3.5	5.3
Importations de biens en volume	1.5	-9.1	-24.8	-7.0	-5.3	-1.6	-4.9	...	...	...	-4.0	4.0
Emploi, chômage												
Emploi salarié intérieur	4.0	3.6	3.4	3.0	2.6	2.9	2.5	2.3	2.5	...	2.4	5.1
Emploi national	2.0	1.7	1.7	1.5	1.2	1.5	1.1	0.9	1.1	...	1.1	2.3
Taux de chômage (en % de la population active)	2.7	2.7	2.6	2.8	2.9	3.0	3.2	3.3	3.4	...	3.3	2.7

¹ Données seulement disponibles trimestriellement; 2002 T2

Source: STATEC

Qu'entend-on par récession?

La définition la plus répandue d'une récession est un *recul du PIB réel au cours de deux trimestres consécutif au moins* (sur base de chiffres trimestriels désaisonnalisés). Cette définition, bien que précise, peut paraître simpliste. D'abord, elle tient compte d'un indicateur (l'agrégat PIB), qui est sujet à de fréquentes révisions, en particulier aux Etats-Unis. Ensuite, elle ne tient pas compte de tous les aspects de l'évolution d'une économie (par exemple elle ne tient pas compte de l'évolution de l'emploi), et, finalement, elle ne tient pas compte de l'ampleur du recul de l'activité.

Le Bureau national de recherche économique américain (*National Bureau of Economic Research, NBER*), reconnu comme la référence en matière de datation des récessions, définit celle-ci comme étant:

*"Un déclin significatif de l'activité réparti à travers toute l'économie, durant plus que quelques mois, visible dans la production industrielle, l'emploi, le revenu réel et le commerce de gros et de détail"*¹

Le NBER se base donc sur quatre indicateurs: (1) la production industrielle, (2) l'emploi, (3) le revenu disponible net et (4) le chiffre d'affaires de l'industrie manufacturière et du commerce de gros et de détail. Toutefois, il n'y a aucune règle stricte pour la sélection et l'analyse des statistiques: par conséquent, cette définition laisse une marge d'interprétation. C'est la raison pour laquelle la détermination d'une récession aux Etats-Unis n'est pas le résultat d'un calcul mathématique mais le fruit d'une évaluation complexe et subjective.

Le NBER se réfère uniquement à des statistiques mensuelles et accorde peu d'importance au PIB. Par ailleurs, au Luxembourg une plus grande instabilité entoure les données sur le PIB: une croissance de 0.5% (prévisions pour 2002) avec un degré réaliste d'incertitude de 1%, aussi bien à la baisse qu'à la hausse, fournit une fourchette de croissance allant de -0.5% à +1.5%. A titre d'exemple, en 2001, la croissance aurait été de 2% (au lieu de 1%) si on ne tenait pas compte des services d'intermédiation financière (SIFIM) et de l'effet des accises sur le tabac.

Le Luxembourg en récession?

Le graphique 1 ci-après illustre le fait que la production industrielle a connu une période de déclin significatif allant d'octobre à décembre 2001, soit sur l'ensemble du dernier trimestre de 2001. Une reprise s'est amorcée entre janvier 2002 et avril 2002, suivie par une nouvelle phase de déclin. Globalement, l'activité est à la fin de 2002 inférieure à ce qu'elle avait été un an plus tôt.

Le graphique 2 montre qu'il n'y a pas encore eu de déclin de l'emploi mais uniquement un fort ralentissement au niveau de sa croissance à partir de juillet 2001.

Le graphique 3 montre que le chiffre d'affaires de la branche du commerce a connu deux périodes de recul. La première s'est étendue d'octobre 2000 à avril 2001, la deuxième de septembre 2001 à novembre 2001. Globalement, la tendance de l'activité dans le commerce semble plutôt orientée à la baisse.

¹ Business Cycle Dating Committee, "The NBER's Business-Cycle Dating Procedure", 7 décembre 2002.

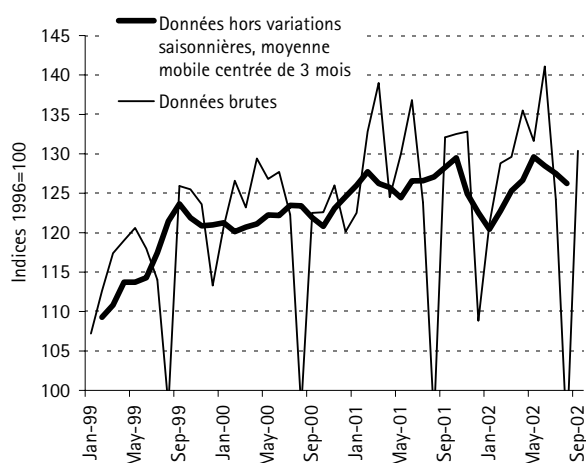
En ce qui concerne le revenu disponible des ménages au Luxembourg, on peut estimer qu'il s'est accru en 2001 et 2002 suite à la réforme de la fiscalité. Par ailleurs, le graphique 4 ne permet pas de mettre en évidence un recul significatif du coût salarial moyen, même si une légère baisse est observée entre juin et septembre 2001.

En guise de conclusion

En se basant uniquement sur une définition qui ne prendrait en compte que les indicateurs d'activité, on peut conclure que l'économie luxembourgeoise a connu une période de contraction d'activité dans certaines branches vers la fin de l'année 2001 et en 2002. Toutefois, en élargissant la définition, comme le fait le NBER, il n'est pas possible de conclure qu'il y a eu récession car l'emploi et le coût salarial (et très probablement le revenu disponible des ménages) ont continué à progresser au cours de cette période, même si leurs rythmes de progression ont commencé à se tasser.

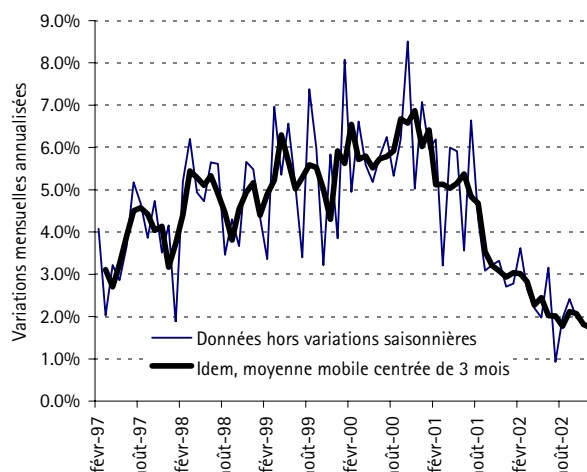
Toutefois, il est clair que la couverture retenue dans la définition du NBER est trop restrictive pour le Luxembourg, compte tenu de l'importance de la place financière et des services en général. En effet, l'activité du secteur financier a baissé en 2001 sans entraîner l'ensemble de l'économie dans la récession. Les séquelles se font sentir sur les services marchands aux entreprises en 2002, où les chiffres d'affaires sont globalement orientés à la baisse. Si la baisse est due en partie à une chute des prix de gros, une diminution de l'activité réelle ne peut pas être exclue pour certaines des branches de services aux entreprises concernées.

1. Production industrielle par jour ouvrable



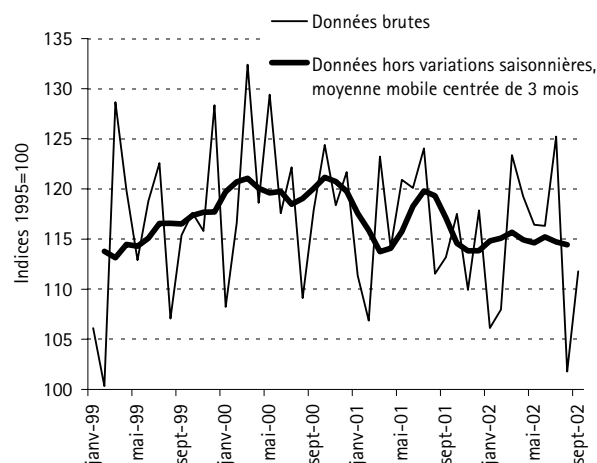
Source: STATEC

2. Emploi total intérieur



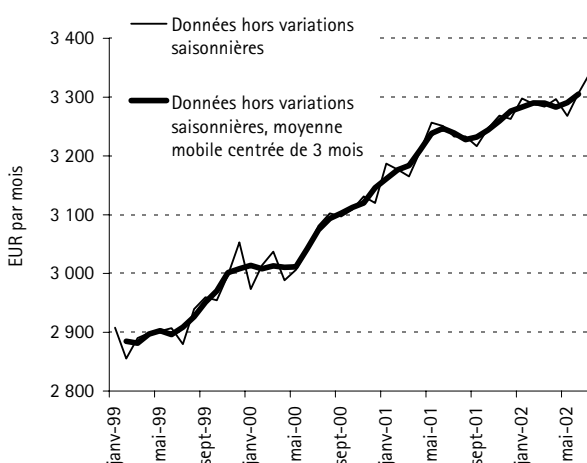
Source: IGSS, STATEC

3. Chiffre d'affaires en volume du commerce



Source: Administration de l'Enregistrement et des Domaines, STATEC

4. Coût salarial moyen



Source: IGSS

2. Activité sectorielle

2.1 Industrie

Les signes de reprise sont encore modestes

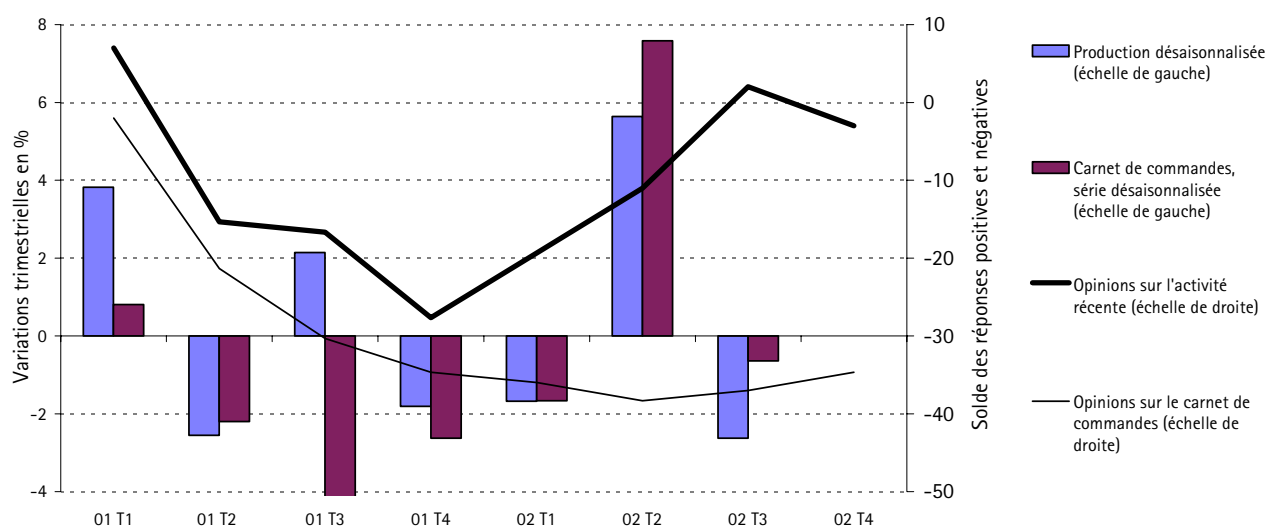
Sur l'ensemble des dix premiers mois de 2002, la production par jour ouvrable stagne (-0.2%, contre +3.1% en 2001). On ne s'attend pas à ce que les deux mois restants changent le bilan de l'année 2002 de façon substantielle, de sorte qu'elle devrait se solder par une stagnation.

Malgré un regain d'optimisme des chefs d'entreprise tout au long de l'année 2002, il n'y a pas eu de reprise durable de l'activité (voir graphique 8). La nette amélioration de la situation au deuxième trimestre de 2002 ne s'est pas poursuivie au troisième, qui s'est affiché clairement en retrait. Finalement, d'après les enquêtes qualitatives, le dernier trimestre devrait être placé sous le signe d'une légère amélioration, mais la conjoncture internationale

n'aura probablement pas permis à l'industrie luxembourgeoise de faire un bond important (voir encart à la page 17).

Il semble qu'une reprise timide de l'activité industrielle puisse déjà s'observer dans l'Union européenne, même si sur l'ensemble des onze premiers mois de 2002 la production recule de 1.1% (contre une baisse estimée de seulement 0.6% pour le Luxembourg). En effet, le recul de l'activité est dû au report des trimestres récessifs de 2001: les deux premiers trimestres de 2002 étaient nettement en progression et le troisième n'a connu qu'un très léger recul. Remarquons encore que la progression de l'activité en novembre a été particulièrement importante.

Graphique 8: Activité récente dans l'industrie



Source: STATEC

Tableau 7: Enquêtes qualitatives de conjoncture auprès des chefs d'entreprise

	2001				2002			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Solde des réponses positives et négatives, sauf mention contraire								
Industrie								
Activité récente	7.0	-15.3	-16.7	-27.7	-19.3	-11.0	2.0	-4.0
Carnet des commandes	-2.0	-21.3	-30.3	-34.7	-36.0	-38.3	-37.0	-34.7
Activité des prochains mois	6.7	-20.0	-24.0	-31.0	-21.7	-8.3	4.3	-10.0
Construction								
Activité récente	-22.7	1.7	-5.0	-28.7	-33.7	0.0	-19.0	-49.3
Insuffisance de la demande (en % de réponses)	0.7	3.7	4.0	10.7	4.7	11.0	0.0	13.0
Carnet des commandes	-6.0	-4.3	6.3	-16.7	-17.3	-18.7	-26.7	-53.3
Durée de production assurée (mois)	4.8	4.7	4.8	4.5	4.5	4.5	4.4	3.9

Source: STATEC

Evolution relativement hétérogène des différentes activités industrielles

Sur l'ensemble des dix premiers mois de 2002, seule la production de biens de consommation non durables (+3.6) et la production et distribution d'électricité et de gaz (+7.9%) sont en hausse par rapport à la même période de 2001. Que ce soit la production de biens intermédiaires (-1.6%), d'équipements (-2.9%) ou de consommation durables (-1.4%), toutes sont orientées à la baisse.

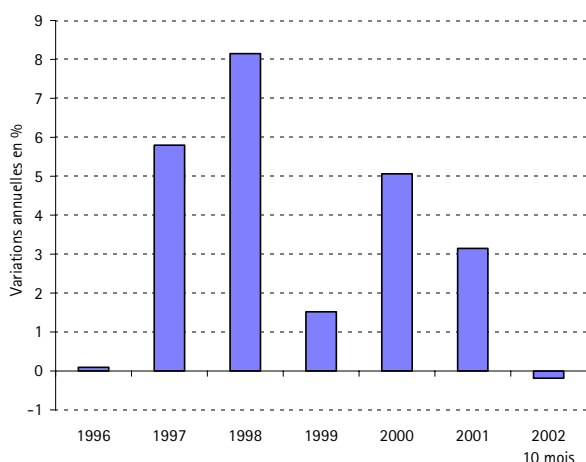
Le recul de la production sidérurgique (-7.1% sur les dix premiers mois de l'année 2002) explique en premier lieu la faible performance de l'industrie totale. En l'excluant, la production industrielle aurait augmenté de 0.8%. La situation s'est pourtant nettement améliorée en cours d'année 2002, mais la sidérurgie a connu quatre trimestres récessifs à la suite: du deuxième trimestre 2001 au premier trimestre 2002.

La production de la branche "travail des métaux" chute sur la même période de 7.3%. et apporte une forte contribution à la baisse (-0.7 points de croissance). De l'autre côté, les plus fortes contributions à la hausse proviennent de l'industrie chimique (+6.6%; +0.7 points) et de la transformation des matières plastiques (+4.9%; +0.4 points). Bien que l'ensemble de la branche chimique ait connu une forte croissance en 2002, une entreprise de grande taille est à elle seule responsable de la quasi totalité de l'augmentation de la production.

Mise en perspective de l'année 2002

En prenant un peu de recul on s'aperçoit que d'un point de vue cyclique l'évolution récente n'est pas exceptionnelle pour l'industrie luxembourgeoise (voir graphique 9). En effet, deux années de haute conjoncture (1997 et 1998; 2000 et 2001) se sont toujours accompagnées d'une année faible (1996, 1999 et 2002).

Graphique 9: Production par jour ouvrable

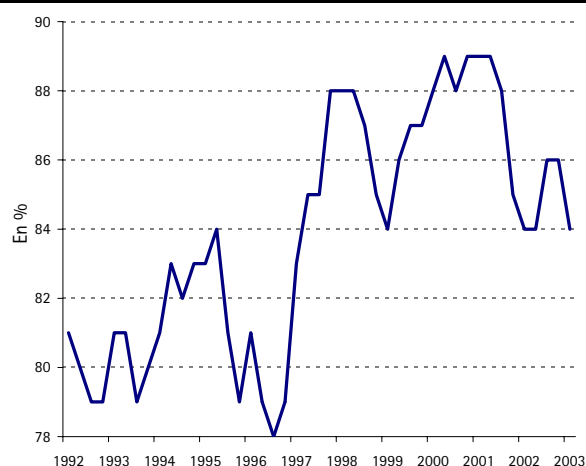


Source: STATEC

Le même constat peut être dressé sur base de l'analyse du degré d'utilisation des capacités (voir graphique 10) et de l'appréciation du carnet de commandes (voir graphique 11).

Le degré d'utilisation des capacités productives s'établissait à 84.0% au premier trimestre de 2003. Il s'agit d'un recul par rapport à l'année 2001 (87.8%), mais l'utilisation est nettement supérieure à ce qu'elle était au cours des années 1992 à 1997 (moyenne de 81.4%) et est identique à celle du premier trimestre de 1999 (84.0%).

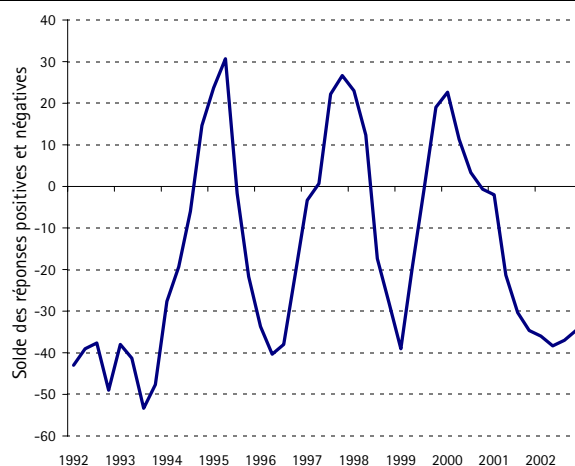
Graphique 10: Degré d'utilisation de la capacité de production



Source: STATEC

L'appréciation du carnet de commandes suit des cycles relativement réguliers et est nettement moins favorable en 2002 qu'en 2001. Les résultats de 2002 sont très similaires à ceux des années 1996 et 1999. Une reprise timide semble d'ailleurs entamée.

Graphique 11: Appréciation du carnet de commandes



Source: STATEC

L'apport des enquêtes d'opinion à l'analyse de l'évolution de l'activité dans l'industrie

Pour analyser la conjoncture industrielle, nous avons essentiellement deux sources d'information. D'un côté, des enquêtes d'activité fournissant une mesure quantitative précise, deux mois après la période de référence. De l'autre côté, les enquêtes de conjoncture – des sondages d'opinion qualitatifs auprès des chefs d'entreprises – généralement disponibles quelques jours avant la fin du mois de référence. De cette "fraîcheur" de l'information est né l'intérêt d'utiliser les enquêtes d'opinion pour combler les deux mois de délai des enquêtes d'activité.

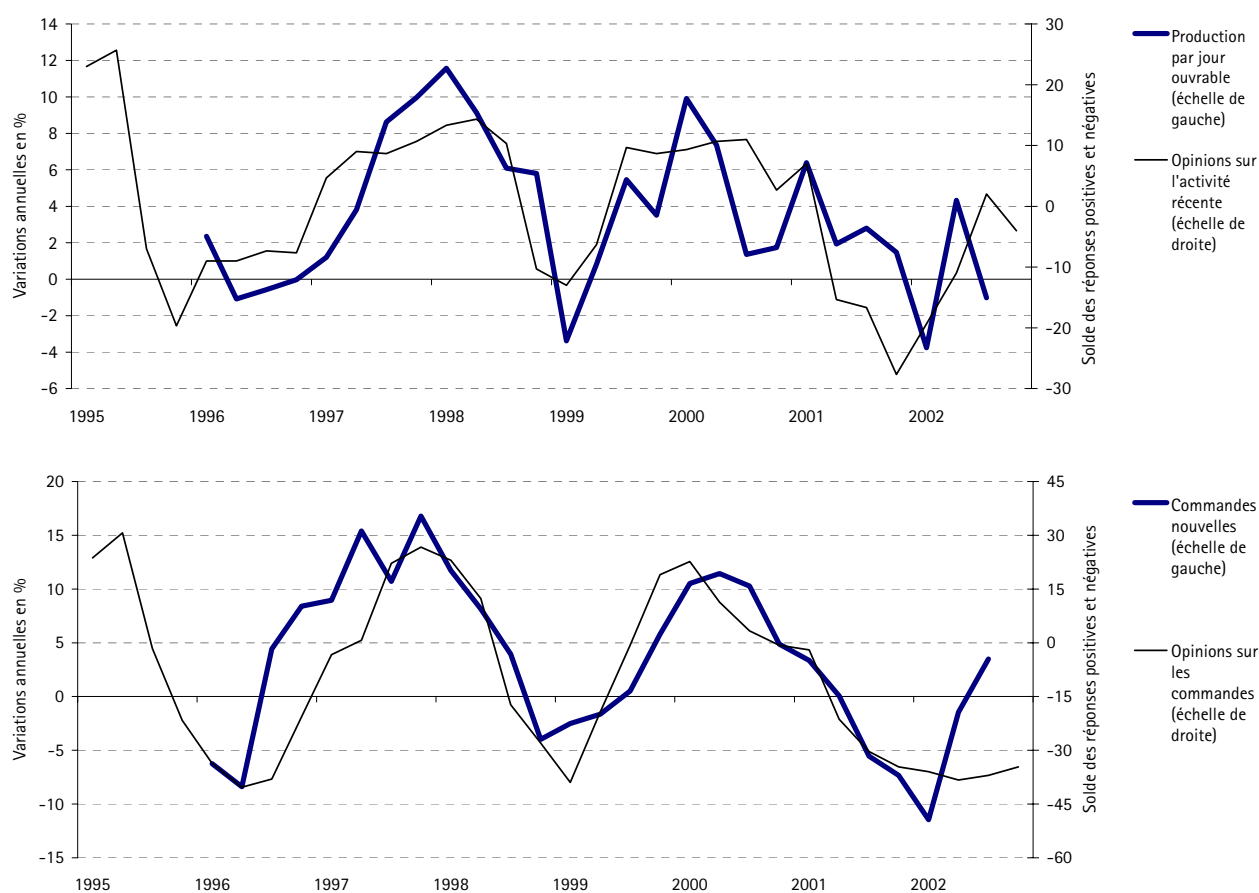
Sur les graphiques qui suivent on peut constater qu'il y a une forte corrélation entre les deux sources d'information, que ce soit pour la production industrielle ou le carnet des commandes. Toutefois, si on considère un trimestre pris isolément, les informations peuvent être trompeuses et il est nécessaire de combiner plusieurs observations pour tirer des conclusions.

Pour le quatrième trimestre de 2002, les enquêtes d'opinion semblent indiquer une amélioration de la situation dans l'industrie.

- D'une part, toutes les opinions sur l'activité sont nettement meilleures pour le deuxième semestre de 2002 que pour le même semestre de 2001.
- D'autre part, aussi bien les opinions sur l'activité récente que celles sur l'activité future se situent en moyenne aux troisième et quatrième trimestres à un niveau plus élevé qu'au début de l'année.

Etant donné que la production observée au troisième trimestre était orientée à la baisse, elle devrait augmenter au quatrième pour être en phase avec le sentiment des chefs d'entreprises. Les opinions sur le carnet des commandes sont orientées à la hausse au quatrième trimestre, ce qui fournit un autre indice précurseur d'une augmentation de la production au début de 2003.

Graphique 12: Production observée dans l'industrie et opinions des chefs d'entreprises



Source: STATEC

2.2 Construction

Tableau 8: Activité récente dans la construction: production par jour ouvrable

	Année			9 mois			2001			2002		
	1998	1999	2000	2001	2002	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3
	Variations annuelles en %						Variations trimestrielles désaisonnalisées en %					
Construction	...	...	3.2	2.0	3.6	-0.5	2.1	3.4	0.1	0.1	1.6	-1.3
Bâtiment et génie civil ¹	0.6	3.8	4.4	4.4	5.9	-0.1	3.7	6.0	0.1	-0.2	2.7	-2.6
Bâtiment	0.2	-2.7	5.2	13.0	5.8	4.4	1.4	5.1	1.1	-1.1	5.2	-3.5
Génie civil	1.1	10.9	3.6	-4.0	5.9	0.2	-0.2	6.3	3.3	0.2	1.8	-8.7
Autres	...	...	2.1	-0.3	1.3	-0.8	0.6	0.7	0.1	0.4	0.3	0.0

¹ Les sous-indices du bâtiment et du génie civil ne sont pas additifs.

Source: STATEC

Le secteur de la construction commence seulement à subir le ralentissement économique

Au cours des neuf premiers mois de l'année 2002, la production dans le secteur de la construction a augmenté de 3.6%. Le secteur devrait clôturer l'année 2002 avec une croissance plus forte qu'en 2001 (+2.0%). Cette amélioration provient du génie civil et des "autres métiers", qui avaient connu un recul de l'activité en 2001 (voir tableau 8). A l'inverse, la production dans le bâtiment est toujours en forte expansion (+5.8%), mais ne connaîtra pas la croissance exceptionnelle de l'année 2001 (+13.0%).

Malgré ceci, la construction n'est pas épargnée par le ralentissement. La situation conjoncturelle s'est dégradée au cours de la deuxième moitié de 2002. Ainsi, la production baisse de 1.3% au cours du troisième trimestre (variation trimestrielle désaisonnalisée). Cette plus faible conjoncture touche plus lourdement le génie civil (-8.7%) et le bâtiment (-3.5%). Les autres activités ne régressent pas encore et ne font que stagner (0.0%, contre +0.4% au premier trimestre et +0.3% au deuxième).

Indicateurs de demande

L'évolution des autorisations de bâtir confirme la dégradation: -14.0% au total en glissement annuel sur

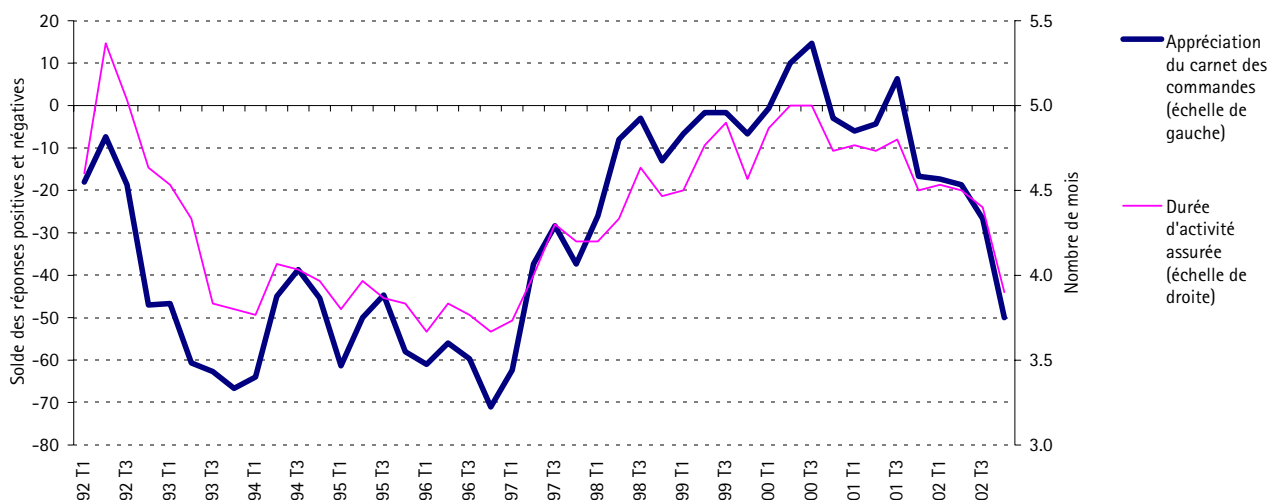
les neuf premiers mois de 2002, dont -8.5% pour le volume résidentiel et -16.5% pour le non résidentiel. Seuls deux travaux majeurs ont été autorisés en 2002: 171 milliers de m³ pour un parking à Luxembourg-ville et 145 milliers pour un Lycée à Wiltz.

Les crédits immobiliers continuent de croître à un rythme soutenu (+8.0% en glissement annuel sur les trois premiers trimestres de 2002). Toutefois, des signes d'essoufflement sont également présents. Tout d'abord, il s'agit d'évolutions nominales qui augmentent également en fonction de la hausse des prix. Ensuite, ces crédits avaient augmenté nettement plus en 2001 (+18.2%) et on assiste donc à un ralentissement. Finalement, les crédits pour des immeubles non résidentiels baissent déjà de 17.7% sur cette période.

Enquêtes d'opinion: poursuite du ralentissement

Pour le quatrième trimestre de 2002, nous ne disposons que d'enquêtes d'opinion qualitatives (voir tableau 7 et graphique 13). On observe une forte chute à la fois des opinions sur l'activité récente, sur la durée assurée de production et sur l'évolution du carnet des commandes. Tout porte donc à croire que l'affaiblissement de la conjoncture dans le secteur de la construction se soit encore poursuivi au quatrième trimestre.

Graphique 13: Résultats des enquêtes de conjoncture



Source: STATEC

2.3 Commerce et réparations

Tableau 9: Evolution récente dans le commerce: chiffre d'affaires en volume

Nace	Poids				Année	9 mois		2001				2002		
	2001	1998	1999	2000		2001	2002	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3
								Variations trimestrielles désaisonnalisées en %						
								Variations annuelles en %						
Commerce	50-52	100.0	1.5	1.8	3.1	-3.2	-1.6	-4.0	-0.1	3.1	-4.6	1.1	-0.4	-0.2
Automobile	50	17.5	6.0	2.6	-1.2	-0.9	3.4	-3.9	0.1	1.7	1.5	0.0	1.6	-1.1
De gros	51	62.6	-0.4	2.1	5.4	-4.6	-3.5	-5.1	0.1	3.9	-8.0	2.1	-0.9	0.7
Détail	52	19.9	3.4	0.2	-0.6	-0.5	-0.2	-0.3	-1.1	1.6	1.2	-0.9	-0.7	-2.0

Source: Administration de l'Enregistrement et des Domaines, STATEC

L'année 2002 globalement orientée à la baisse

L'évolution de la branche du commerce est relativement hétérogène. Dans l'ensemble, le chiffre d'affaires en volume affiche un recul de 1.6% au cours des neuf premiers mois de 2002 par rapport à la même période de 2001. Le commerce automobile affiche une forte croissance (+3.4%), celui de détail stagne plutôt (-0.2%) et le commerce de gros est carrément en retrait (-3.5%).

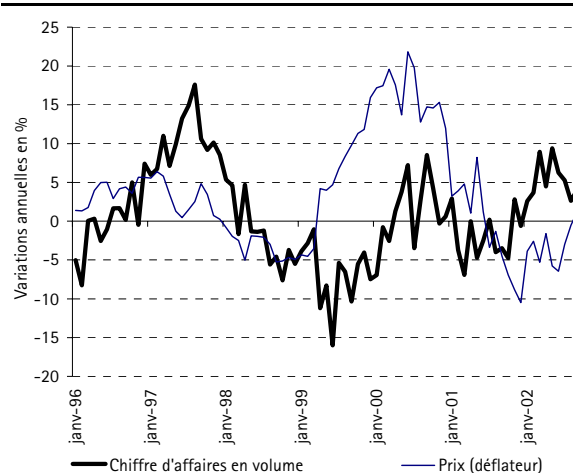
L'évolution du commerce de détail et automobile découle directement des dépenses des ménages sur le territoire. Le revenu disponible des résidents a été favorablement affecté en 2002, d'un côté par la croissance de la masse salariale (l'emploi et le coût salarial moyen sont toujours en hausse) et de l'autre par la réforme de la fiscalité. Les ménages ont augmenté leurs dépenses automobiles (+1.3% pour les véhicules et +18.4% pour les équipements connexes), et ceux de produits pharmaceutiques et de parfumerie (7.4%). A l'inverse, leurs consommations "courantes" (commerce de détail non spécialisé) n'augmentent que faiblement (+0.6%). Il est très probable qu'une partie de la hausse des revenus ait été acheminée vers l'épargne, comme cela est typique en temps de faible conjoncture.

Forte hausse des ventes automobiles et de carburants

En 2000 et 2001 le commerce de véhicules automoteurs a reculé respectivement de 1.2% et 0.1% et ce malgré des hausses de 3.2% et 2.0% des nouvelles immatriculations de voitures. Cela pourrait s'expliquer par une baisse des ventes de véhicules réexportés, c'est-à-dire non immatriculés. Après ces deux années de recul, le commerce automobile renoue en 2002 avec la croissance. Sur les neuf premiers mois de l'année, le chiffre d'affaires en volume du commerce de véhicules automobiles augmente de 1.3%, le commerce d'équipements de 18.4% et les nouvelles immatriculations de voitures de 3.8% (respectivement de 2.3% sur toute l'année).

Près de la moitié de la croissance du chiffre d'affaires du commerce automobile sur les neuf premiers mois de 2002 provient des ventes de carburants, qui se sont accrues de 5.3%. Cette croissance est attribuable en partie à la hausse des prix qui constituent une incitation à l'achat de combustibles par les non résidents (voir graphique 14).

Graphique 14: Ventes de carburants



Source: Administration de l'Enregistrement et de Domaines, STATEC

La baisse du chiffre d'affaires des magasins spécialisés entraîne le commerce de détail à la baisse

L'activité du commerce de détail stagne. Le chiffre d'affaires affiche certes une croissance nominale de 2.4% sur les neuf premiers mois de l'année mais celle-ci est inférieure à l'augmentation des prix (+2.6%). Par conséquent, en termes réels (volumes) on enregistre une baisse de 0.2%. La principale cause en est le volume d'affaires des magasins spécialisés (-2.2%), sans lequel le commerce de détail aurait progressé de 0.6%. Ce recul s'explique par la baisse de 22.7% des ventes d'appareils électroménagers et de radio/télévision. Remarquons encore que les ventes en magasins non spécialisés (essentiellement les grandes surfaces) augmentent de 0.6% et celles de la pharmacie et de la parfumerie de 7.4%.

Le commerce de gros morose

A l'inverse des deux activités qui précèdent, on observe un recul important des ventes en gros: -3.5% sur les neuf premiers mois de 2002 (après -4.6% en 2001). Il s'agit d'une activité plus dépendante de la demande extérieure (commerce international). La baisse des ventes de biens intermédiaires (-26.0%) et d'équipements industriels (-6.3%) expliquent environ 60% de la chute du chiffre d'affaires total du commerce de gros.

2.4 Hôtels, restaurants et cafés

Tableau 10: Evolution récente dans l'Horeca: chiffre d'affaires en valeur

Branche	Nace	Poids			Année		9 mois			2001				2002		
		2001	1998	1999	2000	2001	2002	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3		
Hôtels et restaurants	55	100.0	0.5	1.2	2.3	1.4	8.3	2.0	2.9	-1.3	2.1	Variations annuelles en %				
Hôtels	55.1	27.2	0.8	4.0	3.2	0.3	-0.5	4.8	3.3	-3.1	-2.7	-2.5	-3.4	4.0		
Autres hébergements	55.2	2.5	-6.9	11.1	1.9	-5.0	15.1	18.5	0.3	-6.5	-24.1	-2.3	22.1	17.7		
Restaurants	55.3	45.7	-0.7	-0.6	1.2	0.4	17.1	-1.8	2.9	-2.5	2.9	13.0	15.5	22.3		
Cafés	55.4	17.9	0.3	0.2	-1.4	-0.8	-8.3	1.6	-2.6	-0.1	-1.9	-1.6	-7.1	-15.5		
Cantines et traiteurs	55.5	6.7	11.1	-0.5	10.8	15.9	9.1	10.5	9.7	14.7	27.8	10.6	12.8	4.1		

Source: Administration de l'Enregistrement et de Domaines, STATEC

Remarque méthodologique préliminaire

L'analyse qui suit se base sur les déclarations mensuelles et trimestrielles du chiffre d'affaires telles qu'elles résultent des déclarations de TVA. Les entreprises qui déclarent leur chiffre d'affaires avec une telle périodicité ne constituent qu'un sous-échantillon de la population totale. En 2001, leur chiffre d'affaires représentait plus des 3/4 de la branche totale. A priori, rien ne justifie une différence entre les évolutions de l'ensemble de la branche Horeca et celles de l'échantillon retenu ici. Toutefois, puisqu'un nombre important de petites unités sont en-dessous des seuils de déclaration pour les chiffres mensuels ou trimestriels, des biais peuvent exister, surtout auprès des cafés.

Forte reprise en 2002 de l'activité dans la restauration après une stagnation en 2001

Sur les neuf premiers mois de 2002, le chiffre d'affaires nominal du secteur de l'Horeca a augmenté de 8.3% en glissement annuel. Cette croissance provient essentiellement de la restauration (+17.1%), qui semble s'être remise des effets de la baisse de conjoncture en 2001. L'activité des autres hébergements (+15.1%) et des cantines et traiteurs (+9.1%) est en pleine expansion. Toutefois, compte tenu de leur faible pondération, il n'en résulte pas d'impact majeur sur l'ensemble de la branche.

Ces évolutions nominales tiennent compte des hausses des prix. Or, une étude menée par le STATEC et la BCL conclut que les changements des prix dus au basculement vers l'euro fiduciaire pour la division "Hôtels, cafés et restaurants" de l'indice des prix à la consommation, ont contribué de manière significative à "l'effet euro" cumulé total. Par conséquent, l'évolution réelle du secteur Horeca est sans doute beaucoup moins importante en 2002 que ne le suggèrent les chiffres en valeur.

L'emploi salarié dans l'Horeca augmente de 4.2% en glissement annuel pour les neuf premiers mois 2002 (contre +4.4% en 2001). Cela représente une hausse nette de 563 emplois, dont la plupart ont été créés dans la restauration.

Les autres activités de l'Horeca sont orientées à la baisse

Compte tenu du poids important de la restauration dans l'ensemble de l'Horeca, à savoir 45.7%, sa progression a permis de compenser la stagnation de l'activité dans l'hôtellerie (-0.5%) et le recul dans la branche "cafés" (-8.3%).

2.5 Transports et communications

Tableau 11: Transports et communications: chiffre d'affaires en valeur

Branche	Nace	Poids					Année		9 mois			2001			2002			
		2001	1998	1999	2000	2001	2002	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3
		En %																
		Chiffre d'affaires en valeur																
Transports et communications	60-64	100.0	15.0	18.6	18.5	7.6	-1.3	14.5	13.7	0.4	2.4	-0.9	-5.7	3.1				
Transports	60-63	72.0	13.4	15.1	22.9	3.9	3.0	15.1	5.0	0.4	-2.0	-0.5	2.9	6.3				
Transports terrestres	60	22.2	7.6	5.1	9.9	9.5	11.4	10.4	13.1	7.5	7.3	-2.3	6.3	31.8				
Transports par eau	61	22.0	-8.9	14.6	13.9	-3.5	15.8	-8.5	-2.9	-0.1	-2.7	8.6	7.6	30.6				
Transports aériens	62	20.0	19.4	18.7	26.4	3.3	0.2	17.6	3.9	-1.2	-3.7	-1.6	1.1	0.8				
Auxiliaires du transport	63	7.9	13.0	-6.6	24.8	19.3	2.0	47.3	23.0	15.4	0.6	1.5	10.9	-6.3				
Communications	64	28.0	21.4	32.0	4.3	21.5	-13.7	13.4	54.7	0.6	31.0	-1.9	-33.5	-9.1				
		Emploi salarié																
Transports et communications	60-64	100.0	8.5	9.5	11.0	8.8	4.4	9.8	10.3	9.0	6.4	4.6	4.4	4.3				
Transports	60-63	80.9	8.7	9.8	11.7	10.5	5.5	11.1	12.0	11.0	8.0	6.0	5.5	5.0				
Transports terrestres	60	49.0	6.6	7.9	9.7	7.9	6.6	9.1	8.2	8.0	6.3	6.5	7.2	6.0				
Transports par eau	61	6.3	3.2	19.0	42.9	33.9	16.9	33.0	41.6	35.4	25.8	22.4	17.5	12.4				
Transports aériens	62	14.3	17.7	17.7	10.7	4.5	0.6	5.3	7.4	4.6	0.8	-1.0	-0.1	2.9				
Auxiliaires du transport	63	11.3	9.8	5.8	10.9	20.4	0.5	20.5	22.5	20.7	17.9	4.9	-1.6	-1.6				
Communications	64	19.1	7.6	8.1	8.4	2.2	0.0	4.6	3.5	1.1	-0.3	-1.2	-0.1	1.3				

Source: Administration de l'Enregistrement et des Domaines, IGSS, STATEC

Le contexte

La branche des transports et communications a connu un développement important au cours des dernières années: le chiffre d'affaires nominal s'est accru de 28.1% en moyenne annuelle entre 1995 et 2000, soit respectivement de 30.6% pour les transports et de 20.5% pour les communications. Au cours de l'année 2001, l'expansion de l'activité de la branche s'est ralentie, enregistrant même une contraction au cours de certains trimestres (voir tableau 11).

En 2002, la branche connaît un recul du chiffre d'affaires nominal (-1.3%), provenant de la branche communications (-13.7% en glissement annuel sur les neuf premiers mois), alors que l'activité des transports continue de croître (+3.0%).

L'emploi salarié croît toujours à un rythme soutenu (+4.4% sur les neuf premiers mois de 2002), mais ralentit constamment depuis la deuxième moitié de 2001 (voir tableau 11). La création nette d'emplois est le fruit des activités de transport. Les effectifs dans les communications stagnent sur les neuf premiers mois de 2002, et l'accroissement positif du troisième trimestre de 2002 n'est qu'un effet de base dû à la dégradation de la situation au cours du même trimestre de 2001.

L'activité des transports amorce une légère reprise

Dans l'ensemble, le secteur des transports n'a pas été épargné par le ralentissement économique, mais est toujours en expansion (+3.0% en glissement annuel sur les neuf premiers mois de l'année 2002).

L'activité des transports **terrestres** s'est certes accrue en 2001, mais il s'agissait essentiellement d'un effet de report de l'année 2000. L'activité n'a renoué durablement avec un sentier de croissance qu'à partir du dernier

trimestre de 2001, de sorte que le chiffre d'affaires nominal augmente de 11.4% sur les neuf premiers mois de 2002. La hausse exceptionnelle du chiffre d'affaires au troisième trimestre de 2002 par rapport au même trimestre de l'année précédente (+31.8%) provient des déclarations de chiffre d'affaires de la société CFL. Celles-ci incluent des rétrocessions en provenance de compagnies étrangères qui ne sont pas forcément liées à l'activité de ce même trimestre.

Le transport de marchandises par chemin de fer a reculé de 3.9% au premier semestre de 2002 (pour les tonnes transportées) alors qu'il reculait déjà sur l'ensemble de l'année 2001 (-8.3%) (voir tableau 11).

Le chiffre d'affaires du transport **aérien** a clôturé l'année 2001 avec une faible croissance (+3.3%) en comparaison avec les années antérieures et le nombre de passagers a diminué de 2.4%, essentiellement en raison du dernier trimestre. Sur les neuf premiers mois de 2002, aussi bien le chiffre d'affaires que l'emploi stagnent (respectivement +0.2% et +0.6% en glissement annuel). L'accroissement de l'emploi en glissement annuel au troisième trimestre de 2002 (+2.9%) est également un effet de report dû à la dégradation de la situation au cours du même trimestre de 2001.

Les attentats du 11 septembre 2001 ont occasionné une détérioration notable dans le monde des compagnies aériennes. L'aéroport de Luxembourg accuse pour sa part toujours une baisse du nombre de passagers de l'ordre de 11.1% pour le premier semestre de 2002 (estimations provisoires). Malgré une période difficile au premier semestre 2002, Luxair est une des compagnies européennes à pouvoir annoncer un trafic de passagers en hausse (+2.9%) par rapport à la même période de 2001.

Poursuite du ralentissement dans le secteur des communications

Sur les neuf premiers mois de l'année 2002, le chiffre d'affaires de la branche des communications se situe à un niveau inférieur à celui de l'année précédente (-13.7%). Toutefois, l'année 2002 s'affiche peut-être plus comme une période de stagnation que de régression. En effet, la mauvaise performance est essentiellement la conséquence de l'effet de base de l'année 2001. Sur les neuf premiers mois de 2001, le chiffre d'affaires de cette branche s'était accru fortement (+19.5%) en raison principalement d'une d'augmentation exceptionnelle en mai attribuable à une société d'exploitation de satellites. On remarque également que l'emploi renoue avec la croissance au troisième trimestre de 2002 (+2.9%), même s'il stagne sur l'ensemble des neuf premiers mois de 2002.

La branches des communications se partage entre les activités de poste et de courrier et celles de télécommunications. La stagnation observée est essentiellement la conséquence du développement de l'activité des télécommunications. Il semble indubitable que cette branche ait dans son ensemble fortement réagi à la baisse du cycle économique. Il faut tenir compte de la très forte pondération dans la branche de l'entreprise SES-Astra, qui reculaient sur la première moitié de l'année 2002. Par conséquent, même si un ralentissement a été perçu en début d'année pour le reste de la branche, il est difficile d'en évaluer l'ampleur. Remarquons encore que l'activité de SES-Astra est très volatile, et sa situation en cours d'année peut changer de façon substantielle d'un mois à l'autre. Le groupe SES-Global a par ailleurs entamé un programme de réduction des coûts, et une restructuration qui a déjà concerné les entités commerciales de SES-Astra (marketing et vente).

Tableau 12: Transports: variables annexes

Statistique	Année				2002		2001				2002		
	1998	1999	2000	2001	6 mois	9 mois	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3
	Taux de variation annuel en %						Taux de variation annuel en %						
Chemins de fer: transport	2.8	5.1	5.0	-8.3	-3.9	...	-6.4	-11.4	-4.3	-10.6	-10.8	3.8	...
Port de Mertert: transbordement	12.4	-4.4	8.0	-0.5	14.9	7.8	-11.6	-7.7	12.5	5.2	12.7	16.7	-4.2
Importations	-0.9	-1.9	-13.4	-8.3	61.5	27.0	-5.7	-36.0	5.3	12.1	69.8	55.7	-14.4
Exportations	22.1	-5.9	21.2	2.9	0.6	0.7	-13.1	7.8	16.4	2.2	-3.4	3.9	0.8
Aéroport de Luxembourg: total fret	12.4	17.2	11.7	2.1	...	...	14.7	1.4	-4.1	-1.7	0.4	...	...
Aéroport de Luxembourg: total passagers	4.6	8.2	4.2	-2.4	...	...	3.8	0.8	-0.3	-14.5	-9.0	...	...

Source: SNCI, Société du port fluvial de Mertert, Administration de l'aéroport

Lien entre évolutions en valeur et en volume

Les chiffres d'affaires commentés ici sont au prix du marché (valeurs):

$$\text{Chiffre d'affaires en valeur (nominal)} = \text{Chiffre d'affaires en volume (réel)} \times \text{Prix}$$

Toutefois, nous ne disposons que de peu d'informations sur les prix des services rendus aux entreprises et nous ne pouvons donc pas évaluer avec précision les évolutions réelles. Lorsque nous sommes en présence d'une baisse conjointe du chiffre d'affaires nominal et des prix, cela implique que la baisse réelle du chiffre d'affaires est moins importante, voire même positive si la baisse des prix est supérieure à la baisse nominale.

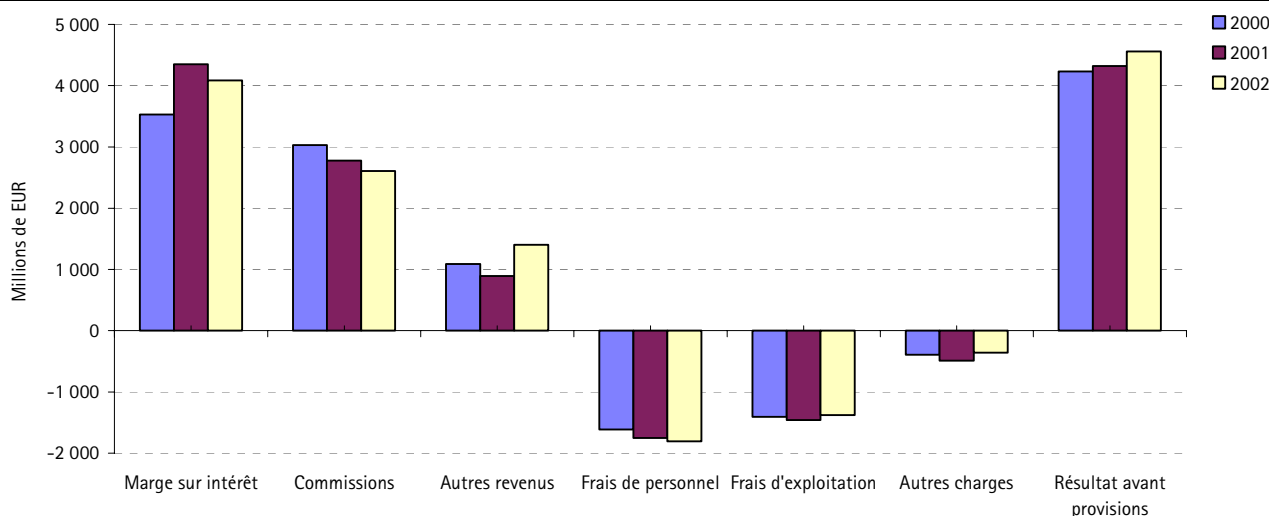
L'évolution des prix

Dans le contexte économique déprimé actuel, nous supposons que les prix des services facturés aux entreprises ont baissé et cela même si les prix à la consommation augmentent. Cela est en particulier le cas pour le secteur des *communications*, de la *location* et des *services fournis principalement aux entreprises* (informatique, conseil, publicité, etc.).

Au niveau des activités des transports, les prix des combustibles sont un élément important de la structure des coûts, et, partant, des prix de vente. Par conséquent, compte tenu de la hausse des prix des produits pétroliers en 2002, on peut tabler sur une hausse des prix de la branche des transports. La conséquence en est que l'augmentation de l'activité en volume est moins importante que celle mesurée en termes nominaux.

2.6 Secteur financier

Graphique 15: Somme des comptes de profits et pertes à la fin du quatrième trimestre

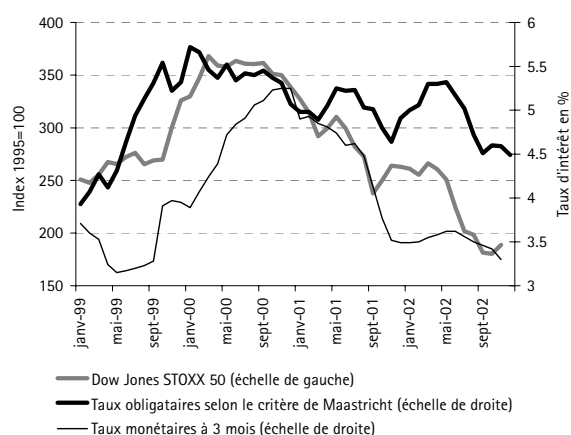


Source: Banque centrale du Luxembourg

La revenus exceptionnels génèrent une amélioration des résultats des banques

Alors qu'au deuxième trimestre de 2002 les résultats avant provisions des banques étaient en baisse (-11.0% en glissement annuel), la situation a évolué positivement depuis la vente des participations dans Clearstream au troisième trimestre. Dans une optique conjoncturelle, la situation s'est néanmoins dégradée: tant la marge sur intérêts (-6.0%) que les commissions (-6.2%) sont en baisse à la fin du quatrième trimestre de 2002. Cela s'explique par la baisse simultanée des taux d'intérêt et des cours boursiers (voir graphique 16).

Graphique 16: Indicateurs financiers pour l'Europe



Source: EUROSTAT

La raison de la hausse 5.5% des résultats avant provisions à la fin de l'année 2002 résulte d'une très forte hausse des revenus sur divers (+117.8%). Selon la CSSF, l'ensemble des revenus divers exceptionnels en 2002, pour la plupart le fruit d'opportunités, sont de l'ordre de 850 millions d'euros. Sans ceux-ci, les banques auraient

connu un recul de 14.2% de leurs revenus avant provisions. A elle seule, la vente par les banques des participations détenues dans Clearstream à Deutsche Börse s'élève à environ EUR 350 millions.

Dans une moindre mesure, la baisse des charges de 4.3% (dont 5.6% pour les frais d'exploitation) influe positivement sur les résultats des banques et sur la contribution de celles-ci à la croissance du PIB. Ainsi, selon des calculs préliminaires établis à la fin du troisième trimestre de 2002, la consommation intermédiaire des établissements de crédit baisse de quelques 5% alors que les revenus des commissions ne baissent que de quelque 3%. A prix courants, la valeur ajoutée brute du secteur financier augmente de quelque 2.5%.

Les conséquences sur le reste de l'économie sont importantes, à en juger par les mesures de compression des coûts freinant les frais d'exploitation et l'emploi dans les banques. Bon nombre de services marchands s'en ressentent, dont en particulier les services aux entreprises, les activités informatiques, les activités juridiques, comptables et conseil de gestion ainsi que la sélection et fourniture de personnel.

Le boom de l'embauche des années 1999 à 2001 s'inverse brutalement

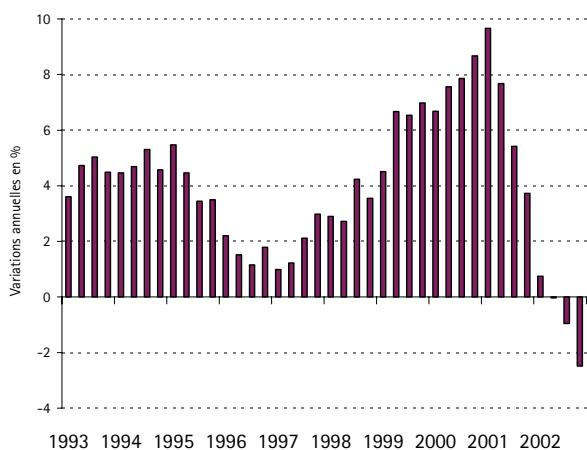
Après avoir encore fortement augmenté en 2001 (+6.6%), l'emploi dans les banques est orienté à la baisse depuis le deuxième trimestre de 2002. A la fin du quatrième trimestre on ne mesurait un recul net de 594 personnes par rapport à la même période de 2001, ce qui est très significatif de la situation dans laquelle se trouve le secteur. En effet, c'est la première fois depuis 1992 que l'emploi recule (voir graphique 17).

Il est frappant de voir avec quelle brutalité l'évolution de l'emploi salarié s'est inversée depuis le deuxième

trimestre de 2001, ce qui traduit le choc conjoncturel, et peut-être structurel, subi par le secteur financier.

Toutefois, même avec un recul de l'emploi en 2002 (-1.7%), la création d'emplois entre 1999 et 2002 reste exceptionnellement élevée: +4.1% de croissance annuelle moyenne, contre +2.8% pour la période allant de 1991 à 1998. La situation défavorable en 2002 est non seulement à mettre en relation avec la conjoncture, mais aussi avec l'euphorie à l'embauche des années 1999 à 2001. A l'image de la bulle spéculative sévissant dans les nouveaux marchés, la bulle de l'embauche semble avoir éclaté et on ne peut pas encore estimer jusqu'où l'emploi reculera.

Graphique 17: Emploi dans les banques



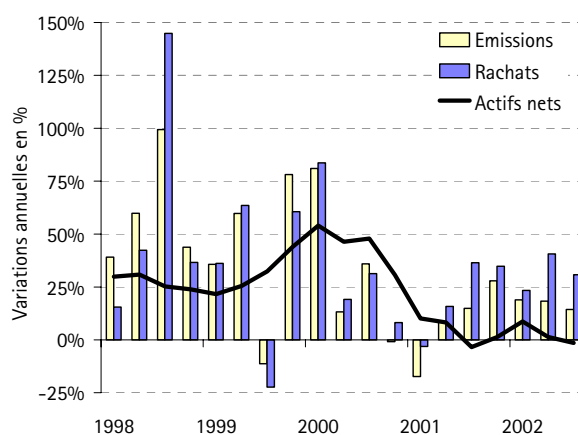
Source: BCL

Poursuite de la hausse des actifs nets des OPC, mais à un rythme nettement ralenti

Depuis le début de l'année 2000, le rythme de croissance annuel de l'actif net des OPC n'a cessé de s'affaiblir (voir graphique 18). Pour les dix premiers mois de 2002, la valeur nette d'inventaire des organismes de placement collectif (OPC) a augmenté de 2.3% par rapport à la même période de l'année précédente (contre une progression annuelle moyenne de 28.4% entre 1995 et 2000 et seulement 3.5% en 2001). Toutefois, l'investissement net en capital a baissé de 50.4% sur la même période, soit un total de 5.1 milliards de EUR, contre +10.2 milliards en 2001. La raison en étant une plus forte hausse des rachats (+32.1%) que des nouvelles émissions (+16.1%).

Par ailleurs, la baisse des actifs due à l'évolution défavorable des marchés financiers est beaucoup plus importante au cours des dix premiers mois de 2002 (-12.5 milliards de EUR), qu'au cours de la même période de 2001 (-9.9 milliards).

Graphique 18: Organismes de Placement Collectif



Source: BCL

2.7 Immobilier, location et services aux entreprises

Tableau 13: Services marchands divers: tableau de synthèse

Branche	Poids		Année				9 mois			2001			2002		
	Nace	2001	1999	2000	2001	2002	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3		
En %													Variations annuelles en %		
Chiffre d'affaires nominal															
Immobilier, location, informatique, recherche et développement	70-73	100.0	-7.4	4.5	-6.9	-4.6	4.1	-3.8	-17.3	-9.1	-8.7	1.6	-6.5		
Activités Immobilières	70	28.9	0.9	8.2	1.4	-6.4	12.8	10.6	-3.5	-11.4	-16.8	4.3	-6.0		
Location sans opérateur	71	13.9	-6.9	9.2	10.6	8.4	13.0	15.5	8.9	6.1	2.0	13.5	9.5		
Activités informatiques	72	22.4	-4.7	13.4	-12.6	-16.1	1.2	-13.4	-27.7	-9.4	-16.0	-4.8	-28.1		
R Et D	73	34.8	-16.4	-12.8	-17.4	7.1	-6.8	-13.9	-28.9	-17.2	8.7	-1.2	14.8		
Services fournis principalement aux entreprises	74	100.0	6.4	12.8	12.9	-4.1	23.2	11.8	16.3	2.8	-5.1	-0.2	-6.8		
Emploi salarié															
Immobilier, location, informatique, recherche et développement	70-73	100.0	17.8	37.1	8.4	3.9	10.2	9.3	8.2	6.1	4.4	4.4	2.9		
Activités Immobilières	70	16.6	8.1	4.6	6.8	5.0	8.5	6.9	6.8	5.2	4.6	5.3	5.2		
Location sans opérateur	71	6.8	21.8	7.6	5.9	20.9	3.2	4.3	7.5	8.6	11.2	27.1	24.1		
Activités informatiques	72	45.0	11.2	17.8	18.2	4.3	21.3	20.6	17.8	13.6	8.5	4.1	0.6		
R Et D	73	31.6	50.2	127.1	-1.9	-0.8	0.1	-1.5	-2.6	-3.5	-2.5	-0.4	0.5		
Services fournis principalement aux entreprises	74	100.0	9.9	12.2	13.4	6.3	13.2	13.7	14.4	12.3	7.7	7.0	4.2		
Activités juridiques, comptables et conseil de gestion	74.1	29.9	13.1	13.1	13.8	8.7	13.6	15.0	14.0	12.8	7.9	10.3	7.8		
Activités d'architecture et d'ingénierie	74.2	12.9	15.2	15.7	35.7	7.2	30.6	39.2	37.2	35.6	14.6	6.0	2.0		
Activités de contrôle et analyses techniques	74.3	1.4	9.4	9.6	12.4	12.6	9.7	9.8	12.4	17.5	15.3	12.7	9.9		
Publicité	74.4	3.0	16.1	9.2	20.1	6.5	17.5	20.0	22.7	20.1	12.8	7.3	0.0		
Sélection et fourniture de personnel	74.5	19.4	1.0	14.2	6.6	-1.7	11.1	6.0	8.4	1.0	-1.9	-0.8	-2.3		
Enquêtes et Sécurité	74.6	6.7	9.1	9.8	14.1	9.1	14.3	14.0	12.9	15.0	12.5	9.5	5.5		
Activités de nettoyage	74.7	21.9	12.5	10.1	8.4	6.7	8.7	9.1	9.2	6.5	7.5	7.1	5.6		
Services divers fournis principalement aux entreprises	74.8	4.8	6.0	7.6	9.0	15.1	0.2	3.9	14.1	17.7	19.2	18.5	8.4		

Source: Administration de l'Enregistrement et des Domaines, IGSS, STATEC

Le contexte

Certaines activités ont déjà connu un recul de leur chiffre d'affaires en 2001 et cette situation a perduré en 2002. Au cours des neuf premiers mois de 2002, ces branches, prises dans leur ensemble, ont affiché une contraction de l'activité en termes nominaux (voir tableau 13).

Les activités regroupées dans cette partie comptent parmi les plus dynamiques de l'économie luxembourgeoise, tant en termes de créations d'emplois que de création de valeur ajoutée. Elles sont aussi pour la plupart fortement dépendantes de l'activité dans les autres branches économiques et en particulier du secteur bancaire.

Remarquons que pour déterminer la baisse de l'activité "réelle" (en volume) on doit tenir également compte de l'évolution des prix, pour lesquels on dispose de peu d'indications. On peut penser que compte tenu du climat économique, ceux-ci sont orientés à la baisse, de sorte que les baisses nominales du chiffre d'affaires ne sont pour partie qu'un effet de prix (voir encart page 22).

L'activité nominale en baisse et l'emploi en ralentissement

Au cours des neuf premiers mois de 2002, le chiffre d'affaires nominal reculait en glissement annuel pour les activités immobilières (-6.4%), l'informatique (-16.1%) et les services divers fournis aux entreprises (-4.1%). La contraction de l'activité dans ces deux dernières branches

est probablement à mettre en relation directe avec la maîtrise des frais d'exploitation du secteur financier, qui constitue l'un des plus importants consommateurs de ces services. On a ainsi observé une dégradation de la situation tout au long de l'année 2002.

La baisse de l'activité informatique a commencé au deuxième trimestre de 2001 après une croissance importante mais passagère en 2000, liée probablement aux préparatifs du passage à l'euro, mais aussi avec le boom des présences sur internet.

Le ralentissement de l'activité des services fournis principalement aux entreprises a commencé au dernier trimestre de 2001 et est particulièrement marqué pour les neuf premiers mois de 2002 (-4.1%). Il convient de relever la création d'une entreprise active depuis la deuxième moitié de 2001 dans les services directement liés aux risques de crédit (Nace 74.844). Cette dernière a connu une expansion très importante, en termes de progression du chiffre d'affaires, sans laquelle le recul des services aux entreprises aurait même été proche de 10% pour les neuf premiers mois de 2002...

La baisse de l'activité dans la R&D en 2001 pourrait s'expliquer par une réduction des budgets de recherche face à une année qui s'annonçait difficile. Il faut par ailleurs remarquer que 560 salariés ont été reclassés dans la R&D, sans quoi le recul de l'emploi dans cette branche aurait été encore plus important (le chiffre d'affaires n'a pas été influencé par cette opération).

Après une période de retrait, la situation s'est améliorée en 2002 et le chiffre d'affaires nominal augmentait de 7.1% pour les neuf premiers mois de 2002. Il s'agit essentiellement d'un rattrapage, l'indice du chiffre d'affaires se situant encore sous le niveau atteint en 2000.

Ralentissement de la création d'emplois

Au cours de la première moitié de 2002, le rythme de la création nette d'emplois a poursuivi le ralentissement

entamé au cours de la deuxième moitié de 2001. On note cependant deux exceptions, à savoir la location sans opérateur (l'emploi croît de +20.9% en glissement annuel) et les services divers fournis principalement aux entreprises (+15.1%).

Dans la branche "Sélection et fourniture de personnel", l'emploi se situe sur les neuf premiers mois de 2002 à un niveau inférieur à celui de l'année précédente (voir la partie 5.1 pour une analyse détaillée du travail intérimaire).

2.8 Services collectifs et domestiques

Tableau 14: Emploi salarié dans les services collectifs et domestiques

Branche	Nace	Part dans la Valeur ajoutée brute		Année		9 mois				2001			2002		
		2001	1999	2000	2001	2002	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3		
		En %		Variations annuelles en %											
Santé et action sociale	85	3.9	7.4	9.0	7.2	6.9	8.1	7.1	7.1	6.5	6.8	7.0	7.1		
Assainement, voirie et gestion des déchets	90	0.5	9.5	11.8	4.6	2.5	3.6	4.7	4.9	5.3	3.2	2.6	1.7		
Activités récréatives, culturelles et sportives	92	1.3	2.3	-2.6	9.3	-1.8	13.7	14.8	6.6	3.1	-0.2	-3.6	-1.5		
Services personnels	93	0.4	4.8	4.2	3.7	4.6	3.0	3.1	4.4	4.3	5.2	4.9	3.8		

Source: IGSS, STATEC

Le contexte

Les activités regroupées dans cette partie ont apporté près de 6% de la valeur ajoutée de l'économie en 2001 et occupé près de 12% de l'emploi total (voir tableau 14). En septembre 2002, ces branches occupaient 20 688 salariés, soit une progression de 1 259 emplois par rapport à septembre de l'année précédente.

Poursuite de la croissance de l'emploi salarié

Au cours de l'année 2001, le rythme des créations nettes d'emplois dans la "**santé et action sociale**" se situait à un niveau très élevé: l'emploi croissait de 7.2% en variation annuelle. Au cours des neuf premiers mois de 2002, on a observé une progression du même ordre de grandeur (+6.9%). L'activité et l'emploi de cette branche évoluent essentiellement en fonction d'éléments non conjoncturels (telle une modification des conventions réglant les conditions de la nomenclature des tarifs).

Au début de l'année 2002, un certain ralentissement dans la création d'emplois était perceptible dans la branche "**assainissement, voirie et gestion des déchets**", alors

qu'en cours d'année 2001 une accélération de son rythme avait été observée. Sur les neuf premiers mois de 2002, la croissance de l'emploi s'est ralentie (+2.5% contre 4.6% en 2001). Notons que le développement de ces activités relève dans une grande mesure des décisions politiques prises au niveau communal et ne suit pas nécessairement les cycles conjoncturels.

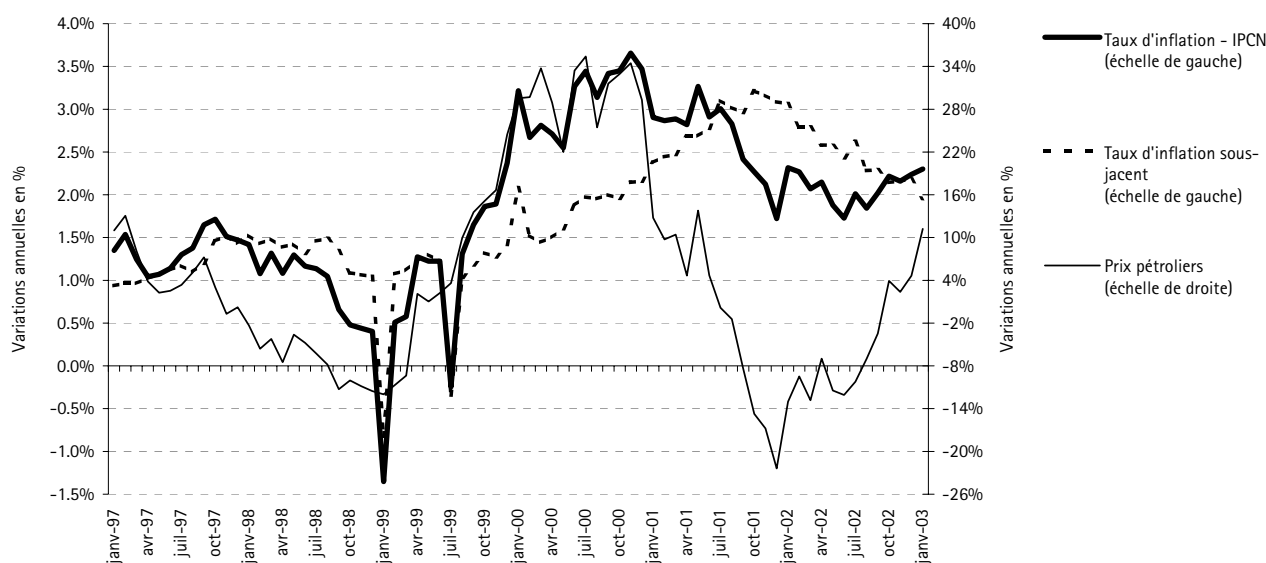
L'emploi a légèrement diminué au cours des trois derniers trimestres observés dans les "**activités récréatives, culturelles et sportives**", de sorte que sur les neuf premiers mois de 2002 on observe un retrait de 1.8% (soit -30 personnes en net par rapport à la même période de 2001). Ceci s'explique par le recul de l'emploi dans les activités récréatives liées à la production cinématographique.

Finalement, l'emploi croît fortement dans la branche "**services personnels**", soit de +4.6% au cours des neuf premiers mois de 2002, contre +3.7 pour l'ensemble de l'année 2001. Cette croissance est à mettre directement en relation avec l'augmentation du pouvoir d'achat des ménages.

3. Inflation et salaires

3.1 Prix à la consommation

Graphique 19: Inflation et prix pétroliers



Source: STATEC

Oscillations de l'inflation autour de 2% en 2002

L'inflation, telle que mesurée par l'indice des prix à la consommation national (IPCN), est passée de 2.7% en 2001 à 2.1% en 2002. Entre janvier et décembre 2002, l'inflation est restée stable autour de 2%. Cette stabilité provient d'une part de la hausse des prix du pétrole et de l'autre du tassement de l'inflation sous-jacente.

L'indice des produits pétroliers dans l'IPCN est passé de 115.0 en janvier à 121.8 en décembre, soit une hausse de 5.9%. L'inflation sous-jacente est passée de 3.1% en janvier 2002 à 2.2% en décembre. Toutefois, la variation mensuelle moyenne de celle-ci s'établit toujours à un niveau relativement élevé, soit à 0.18% de moyenne en 2002, contre une moyenne de 0.09% de 1995 à 1998.

Le cours du baril de Brent a augmenté en 2002 (passant de 19.5 USD en janvier à 28.2 USD en décembre), après avoir baissé en cours d'année 2001 (passant de 25.5 USD en janvier à 18.7 USD en décembre 2001). Certes, le ralentissement économique en 2002 a eu des effets à la baisse sur le prix du brut, mais l'intensification du conflit au Moyen-Orient, les risques d'un conflit armé en Irak et les grèves au Venezuela ont fait naître des incertitudes sur la sécurité de l'approvisionnement mondial en hydrocarbures. Ces risques se sont accentués depuis la fin de l'été et, depuis, le cours du Brent a connu plusieurs cotations au-dessus des 31 USD par baril. Les prix ont continué à augmenter fortement, forçant l'OPEP à relever

ses quotas de production de 1.5 millions de baril par jour le 12 janvier 2002 (avec effet au 1er février) pour essayer d'enrayer cette hausse.

Comparaison internationale

Le Luxembourg présente une inflation supérieure à celle de ses voisins. Les derniers chiffres européens sur l'inflation, ceux du mois de novembre 2002, font état d'une inflation luxembourgeoise (2.1% pour l'IPCN) autour de la moyenne européenne (+2.1%) et de celle de la zone euro (2.0%). Sans qu'elle devienne inquiétante, la situation a évolué de manière défavorable entre janvier 2002, où le Luxembourg avait une inflation nettement inférieure à la moyenne européenne, et novembre.

Tableau 15: Inflation en Europe

Indices harmonisés, sauf Lux.	janv-02	nov-02	2002, 11 mois
	Variations annuelles en %		
Luxembourg (IPCN)	2.3	2.2	2.1
IPCH	2.1	1.4	2.0
Union européenne	2.5	2.1	2.1
Zone euro	2.7	2.0	2.2
Allemagne	2.3	1.0	1.3
Belgique	2.6	1.1	1.6
France	2.4	2.1	1.9

Source: EUROSTAT, STATEC (Luxembourg)

Tableau 16: Inflation selon les douze divisions de l'indice des prix à la consommation national (IPCN)

Divisions	Pondération (%) en 2003	Taux d'inflation annuels (en % par rapport à la même période de l'année précédente)	
		Novembre 2001 à Janvier 2002	Novembre 2002 à Janvier 2003
Indice général	100.0	2.1	2.2
Indice des produits pétroliers	3.7	-17.6	6.0
Inflation sous-jacente	95.2	3.1	2.1
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	15.1	5.2	2.6
Boissons alcoolisées, tabacs	6.9	4.1	3.9
Habillement et chaussures	11.7	2.1	1.3
Logement, eau, électricité, et combustibles	10.9	-3.3	3.2
Ameublement, équipement ménager, entretien	2.3	2.0	1.6
Santé	2.3	-1.5	-4.0
Transports	17.9	1.3	2.3
Communications	2.2	-7.0	-4.1
Loisirs, spectacles, culture	10.9	3.4	1.9
Enseignement	0.6	8.0	9.7
Hôtels, cafés, restaurants	7.3	3.4	4.7
Autres biens et services	9.9	4.4	1.9

Source: STATEC

L'inflation sous-jacente peine à baisser

Si on se place en perspective depuis 1995, force est de constater que l'inflation sous-jacente est toujours relativement élevée (voir graphique 20). En effet, entre 1995 et 1999, la moyenne mobile centrée des taux de variations mensuels de l'indice d'inflation sous-jacente se situait durablement en-dessous de la barre des 0.15%. Les deux exceptions à cette tendance résultaient de l'évolution au cours de quelques mois isolés (octobre 1997; mars et mai 1999). Depuis janvier 2000, cette barre est durablement dépassée.

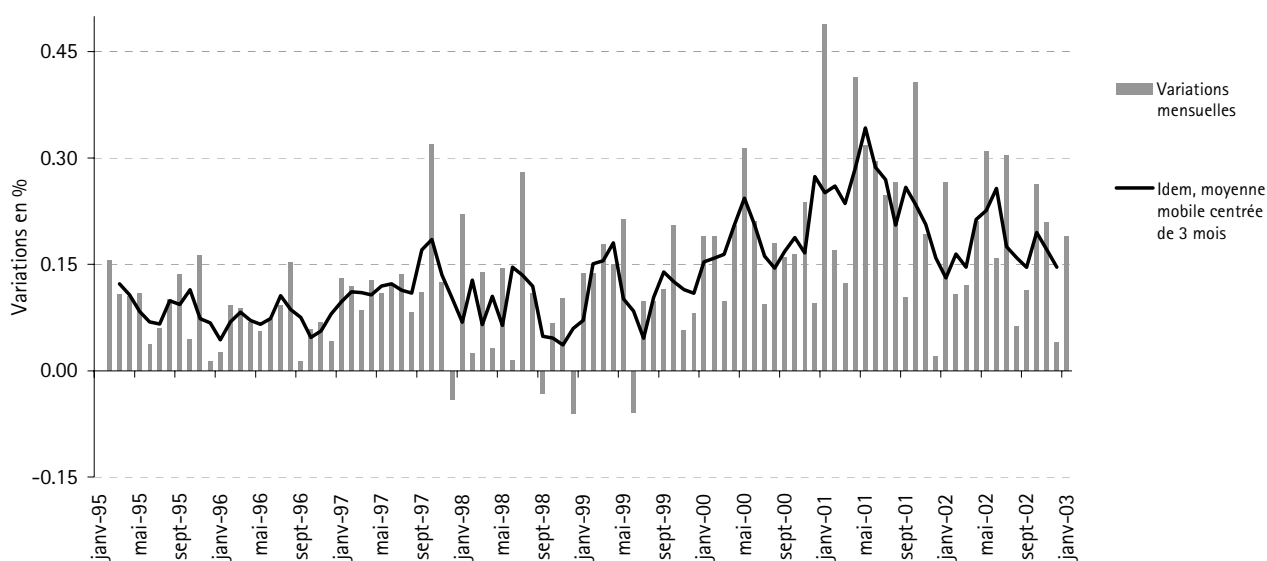
Plus récemment, l'inflation sous-jacente a certes entamé un fléchissement entre juin et septembre 2002, mais elle tarde à s'établir en dessous de la barre des 0.15%. Cette situation est inquiétante car elle concerne des tendances inflationnistes récurrentes. Les produits concernés sont:

1. les produits alimentaires,
2. les loyers d'habitation "réels",
3. les loisirs, spectacles et culture,
4. les hôtels, cafés et restaurants.

Si les causes de la poussée inflationniste des années 1999 et 2000 sont bien connues (prix pétroliers et salaires), les évolutions économiques récentes devraient plutôt favoriser une inflation plus faible à nouveau:

1. l'effacement progressif de l'effet euro à partir de janvier 2003,
2. le tassement de la progression du coût salarial moyen depuis déjà la fin de 2001,
3. le ralentissement économique, qui devrait entraîner un tassement général de la progression des prix.

Graphique 20: Inflation sous-jacente hors soldes



Source: STATEC

Tableau 17: Comparaison européenne des douze divisions de l'IPCH

Indicateur	Luxembourg	UE-15	Zone euro	Belgique	Allemagne	France	Pays-Bas
	Variations annuelles en % (novembre 2002)						
IPCH	2.7	2.1	2.2	1.1	1.0	2.1	3.4
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	2.8	1.6	1.8	0.9	-0.8	1.6	2.1
Boissons alcoolisées et tabac	4.6	3.4	4.0	1.6	3.8	4.9	4.5
Articles d'habillement et chaussures	1.6	0.9	1.9	1.2	-0.1	1.0	1.2
Logement, eau, électricité et combustibles	2.2	1.6	1.3	0.4	0.3	2.1	4.2
Ameublement, équipement de ménage et entretien	1.6	1.3	1.6	1.7	0.6	1.3	3.7
Santé	-4.5	2.6	2.6	1.8	-0.2	3.2	3.5
Transports	2.8	3.0	3.2	2.3	3.4	2.4	2.9
Communications	-3.8	-0.6	-0.7	0.2	0.7	0.0	3.9
Loisirs, spectacles et culture	1.8	1.3	1.0	-2.2	0.4	0.7	2.9
Enseignement	9.7	5.0	4.0	1.6	3.1	2.7	5.5
Hôtels, cafés, restaurants	4.5	4.2	4.6	3.8	3.5	3.6	5.8
Biens et services divers	2.2	2.9	2.9	2.2	2.1	2.4	4.2
IPCH hors énergie, alimentation, alcool et tabac	2.0	2.1	2.3	1.4	1.2	2.0	3.4

Source: EUROSTAT

Les raisons de la forte inflation sous-jacente en 2002

Afin de déterminer les facteurs internes qui génèrent cette inflation sous-jacente relativement élevée en 2002, on peut comparer l'évolution des prix pour diverses positions au Luxembourg et ailleurs en Europe (voir tableau 19). Au niveau des positions, les résultats pour l'IPCH et IPCH sont relativement similaires et le choix de l'indicateur n'a pas d'influence sur les résultats.

Il convient dans ce contexte de faire abstraction de l'exception néerlandaise dans la comparaison européenne, car l'inflation aux Pays-Bas est particulièrement élevée. Plusieurs facteurs expliquent ce phénomène: hausse de la TVA, introduction d'une écotaxe, forte inflation des loyers ayant des répercussions sur d'autres prix et des hausses importantes des coûts salariaux.

Pour quatre indicateurs on observe la plus forte inflation en comparaison européenne pour le Luxembourg.

- *Produits alimentaires et boissons non alcoolisées*
Pour cette division, il y a eu une période de fortes augmentations continues (en variation mensuelle) entre mai 2001 et mai 2002. On observe des hausses importantes des prix pour la plupart des biens alimentaires courants: pain et céréales (+4.4% en glissement annuel en novembre 2002), lait, fromages et œufs (+3.0%), fruits (+6.0%), légumes (+4.4%), boissons non alcoolisées (+3.1%). Les mauvaises récoltes agricoles ne sont pas une explication, car elles ont des répercussions similaires dans les pays voisins. Une explication possible serait un effet euro légèrement plus important pour ces produits au Luxembourg, du moins en ce qui concerne l'année 2002.

- *Logement, eau, électricité et combustibles*
La plus forte contribution à la hausse des prix de cette division provient des loyers d'habitation "effectifs" (+2.9% en glissement annuel en novembre 2002), qui représentent 43% de la division. L'évolution de ces prix est liée aux conditions tendues du marché immobilier. Viennent ensuite la hausse de prix des combustibles liquides (+4.7%) qui ne font pas partie de l'inflation sous-jacente. Ceux-ci, tout comme les prix des autres

produits énergétiques, dépendent largement de l'évolution des prix pétroliers mondiaux.

- *Loisirs, spectacles et culture*

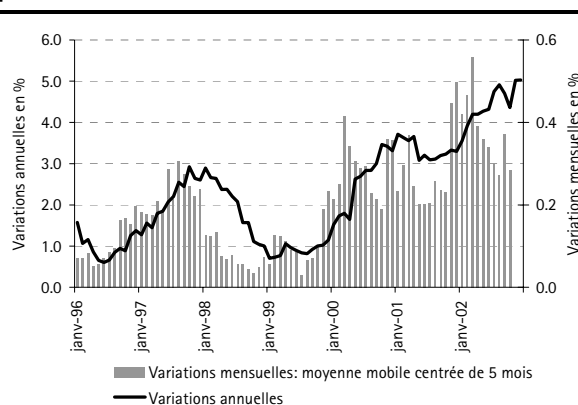
Dans cette division on relève trois augmentations de prix importantes: services sportifs et récréatifs (+6.4%), quotidiens et périodiques (+5.7%) et les voyages à forfait (+4.4%). Pour ces derniers, on trouve un facteur déterminant de cette évolution dans la hausse du prix du kérosène.

- *Enseignement*

La plus forte progression annuelle des prix concerne la position "enseignement" (+9.3% en glissement annuel). Celle-ci regroupe essentiellement des cours du soir et autres cours payants pour le consommateur, dont les barèmes sont fixés à intervalles de temps très distancés. La dernière adaptation a eu lieu en octobre 2002. Cette position n'a que très peu d'effet sur l'ensemble de l'inflation compte tenu de son poids relativement insignifiant (0.1%).

Il reste encore une position qui, bien qu'elle ne présente pas une inflation plus élevée au Luxembourg qu'ailleurs, mérite d'être évoquée: il s'agit de la position "Hôtels, cafés, restaurants".

Graphique 21: Evolution de l'indice des prix de la position "hôtels, cafés et restaurants"



Source: STATEC

En effet, l'inflation de cette position (+4.5%) est comparativement moins importante que la moyenne de la zone euro (+4.6%), mais elle reste néanmoins nettement plus forte que de par le passé (+2.0% de moyenne annuelle entre 1996 et 2001). Pour cette position, on observe une accélération continue de la progression annuelle des prix du milieu de l'année 2000 au milieu 2001. Les prix semblaient se stabiliser par la suite, mais une nouvelle phase d'accélération, plus forte encore, a commencé depuis janvier 2002. Deux facteurs pourraient expliquer cette inflation: d'une part un effet euro et de l'autre l'effet à retardement des fortes augmentations passées des coûts salariaux. En effet, ce secteur est très intensif en main d'œuvre.

Prévisions: léger recul de l'inflation

L'inflation en 2002 a évolué au rythme (2.1%) prévu dans la Note de Conjoncture n°3-2002. En janvier 2003 la situation a évolué de manière assez favorable. En effet, hors soldes, la progression mensuelle de l'inflation sous-jacente avait été de 0.49% en janvier 2001 et de 0.27% en janvier 2002 mais seulement de 0.19% en janvier 2003. Les résultats prévisionnels pour 2003 en sont marginalement affectés: on prévoit une inflation de 2.0%, contre 2.1% lors du dernier exercice.

Comme toute prévision, celle du STATEC en matière d'inflation dépend d'un certain nombre d'hypothèses, détaillées ci-après.

- *Prix pétroliers*

L'OPEP s'attelle à maintenir le prix du baril de pétrole dans une fourchette allant de 23 à 28 USD. Le STATEC pose par hypothèse technique qu'il atteindra progressivement le niveau de 25 USD en janvier 2004. Comme les prix se situent à plus de 30 USD par baril en janvier 2003, le milieu de la fourchette de l'OPEP (soit 25

USD par baril, que nous posons par hypothèse comme étant le prix d'équilibre) ne sera atteint que progressivement. Les valeurs annuelles moyennes des cours du Brent correspondent à peu de choses près aux hypothèses de l'OCDE (Economic Outlook, novembre 2002), mais sont nettement plus élevées que celles de la Commission européenne (Economic Forecasts, novembre 2002).

Ces hypothèses impliquent une faible hausse de l'indice des prix des produits pétroliers en 2003 (+2.0%) et une baisse en 2004 (-5.6%). Même si l'approche retenue pour poser les hypothèses sur le cours du Brent est la même que lors des exercices précédents du STATEC, les dernières prévisions tablaient sur une plus forte hausse des prix des produits pétroliers en 2003 (+2.4%).

- *Cours de l'euro*

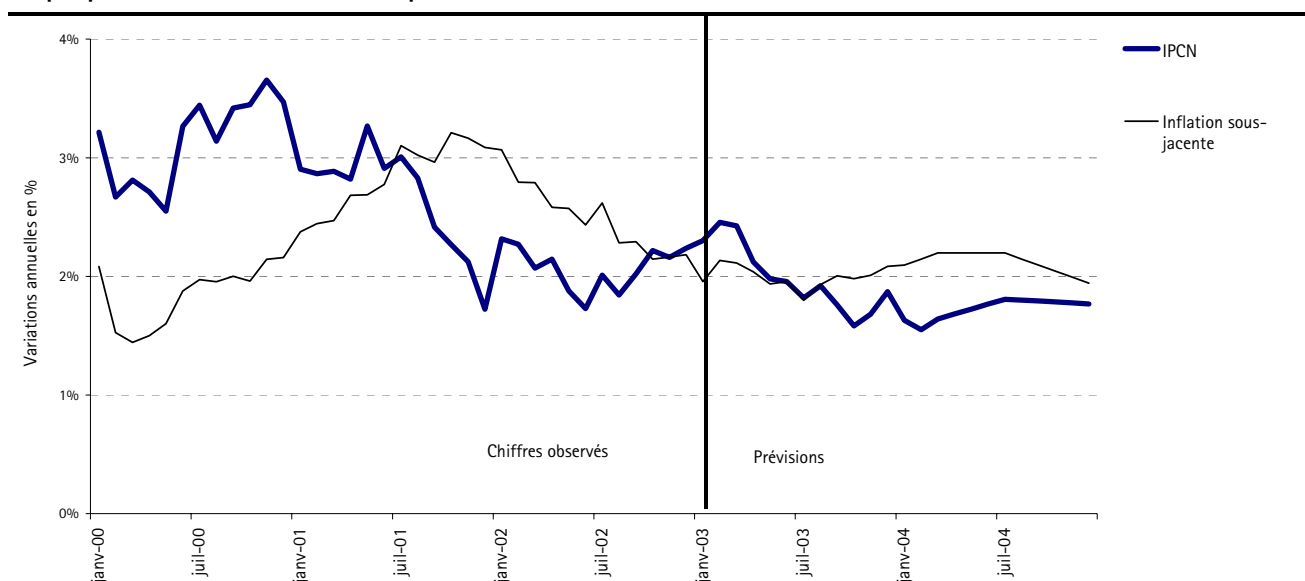
L'évolution du taux de change USD/EUR a un impact déterminant sur le développement des prix pétroliers. Par hypothèse technique, le cours de l'euro est maintenu constant à 1.07 USD/EUR, ce qui correspond au taux moyen observé au cours des trois premières semaines de janvier 2003.

- *Autres facteurs*

D'autres hypothèses, de nature quantitative et qualitative, sont nécessaires. Elles sont résumées dans le taux de progression mensuel moyen de l'inflation sous-jacente, hors variations saisonnières. Celui-ci devrait se maintenir en moyenne à:

- 0.15% à partir de février 2003;
- 0.20% à partir de l'échéance de la prochaine indexation automatique;
- 0.15% dès que l'effet de la prochaine tranche indiciaire se sera estompé.

Graphique 22: Inflation observée et prévisions



Source: STATEC

Les hypothèses sur l'inflation sous-jacente se basent, entre autres, sur son évolution dans le passé. Ils donnent

pour résultat une variation mensuelle de l'inflation sous-jacente de 0.17% en 2003 et 0.16% en 2004, ce qui

constitue une nette décélération par rapport à 2001 (0.25%) et un niveau légèrement inférieur à celui de 2002 (0.18%).

- Résultats

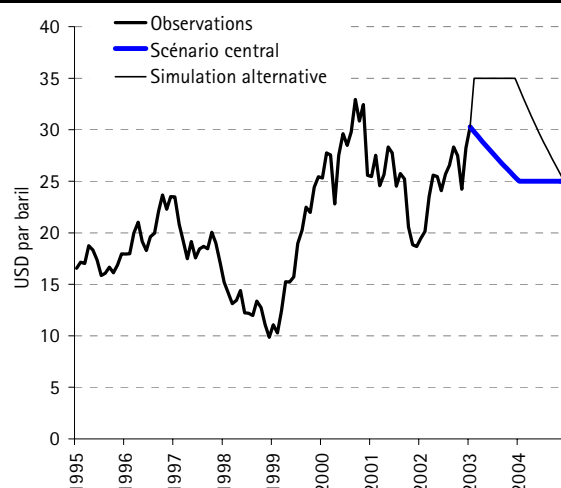
Aussi bien l'inflation générale que l'inflation sous-jacente devraient s'orienter à la baisse en 2003. Sur base de ces prévisions, une tranche indiciaire viendrait à échéance vers le milieu de cette année, ce qui ferait remonter l'inflation sous-jacente au cours de la deuxième moitié de l'année et l'inflation générale à partir du début de l'année 2004. En glissement annuel, l'inflation sous-jacente passerait de 2.0% en 2003 à 2.1% en 2004, alors que l'inflation générale baisserait (passant de 2.0% à 1.7%) en raison du recul des prix des produits pétroliers.

Au cours du premier trimestre de 2003, l'inflation devrait remonter en raison d'un effet de base dû à l'évolution des prix pétroliers un an auparavant. Pendant cette période, elle se situera à 2.4%. En effet, alors que les prévisions prennent pour hypothèse un prix moyen du Brent de 29.8 USD par baril pour cette période, les prix avaient fortement baissé au premier trimestre de 2002 (21.0 USD par baril). Ce phénomène explique que malgré une tendance sous-jacente à la baisse, l'inflation ne recule pas.

Risques sur les prix du pétrole

L'éventualité d'un conflit armé en Irak fait peser des risques à la hausse sur les prix du pétrole. Par conséquent, le STATEC a simulé une hausse du prix du baril, qui atteindrait 35 USD entre février et décembre 2003 et diminuerait progressivement pour atteindre 25 USD par baril en décembre 2004. En moyenne, le prix du baril s'établirait à 34.6 USD en 2003 et à 29.3 USD en 2004, soit à des niveaux supérieurs au prix maximal préconisé par l'OPEP.

Graphique 23: Hypothèses sur le cours du Brent



Source: STATEC

Dans ce scénario, l'inflation gagnerait 0.5 points de pourcentage en 2003 par rapport au scénario central. Les prix des produits pétroliers baisseraient de 6.1% en 2004, après une hausse de 12.7% en 2003. Malgré cette baisse, l'inflation ne retrouverait en 2004 que le niveau obtenu avec le scénario central (1.7%).

Dans le scénario alternatif, la tranche indiciaire prévue pour 2003 serait avancée d'un trimestre. Alors qu'aucune indexation n'est prévue en 2004 dans le scénario central, il y en aurait une au troisième trimestre dans le scénario alternatif. Une conséquence de cela serait que l'inflation sous-jacente ne baisserait pas en 2004, mais elle ne baisse pas non plus dans le scénario central.

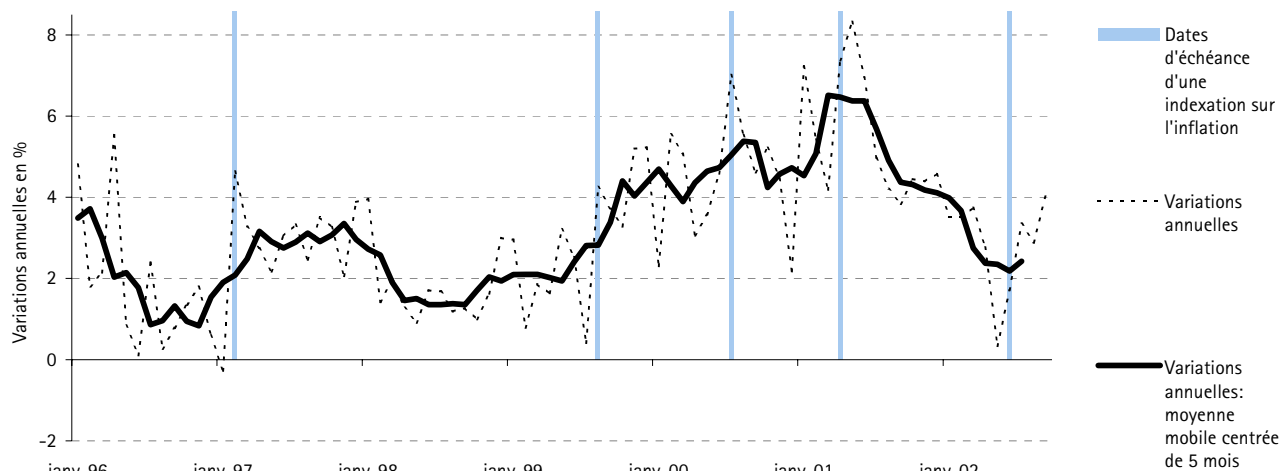
Tableau 18. Prévisions sur l'inflation au Luxembourg

	Observations				Prévisions	
	1999	2000	2001	2002	2003	2004
	Variations annuelles en %, sauf mention contraire					
Inflation (IPCN)	1.0	3.2	2.7	2.1	2.0	1.7
Inflation sous-jacente	0.9	1.9	2.8	2.5	2.0	2.1
Produits pétroliers	4.4	30.5	-1.6	-6.1	2.0	-5.6
Cote d'application	-16.8	2.7	3.1	2.1	2.1	1.4
Cote d'application (Indice 100 au 1.1.1948)	554.38	569.41	587.24	599.46	611.92	620.75
Prix du Brent (USD/baril)	17.8	28.4	24.4	25.2	27.8	25.0
Taux de change USD/EUR	1.07	0.92	0.90	0.94	1.07	1.07
Scénario avec envolée des prix pétroliers						
Prix du Brent (USD/baril)					34.6	29.3
Inflation (IPCN)					2.6	1.7
Inflation sous-jacente					2.1	2.1

Source: STATEC

3.2 Salaires

Graphique 24: Evolution du coût salarial nominal moyen (par mois et par salarié) au Luxembourg



Source: IGSS, STATEC

La forte progression des salaires semble enrayée

Entre septembre 1998 et mai 2001 le taux de croissance annuel du coût salarial moyen a connu une tendance à la hausse, stimulée par la forte expansion économique et la progression de l'inflation (voir graphique 24). Depuis lors, une baisse se dessine très nettement et ce jusqu'au mois de mai 2002: +0.3%, contre +8.3% un an plus tôt. Une légère remontée a toutefois été observée depuis juin en raison de l'échéance d'une tranche indiciaire.

Les facteurs qui ont contribué à la progression des salaires jusqu'au milieu de l'année 2001 se sont inversés depuis. L'indexation sur l'inflation explique 71.6% de la hausse du salaire moyen en 2001 et compte toujours pour 68.2% de la hausse observée au cours des neuf premiers mois de 2002. Les "autres" facteurs (tous les facteurs qui ne sont pas liés à l'indexation des salaires, comme par exemple les augmentations prévues par les

conventions collectives et les primes) avaient contribué pour 1.2 points de pourcentage à la croissance du coût salarial moyen en 2001. Ceux-ci n'apportent plus que 0.9 points pour les neuf premiers mois de 2002. Compte tenu du tassement de l'inflation et de la croissance économique, on peut s'attendre à ce que la tendance à la décélération du coût salarial se poursuive. Par ailleurs un nouvel élément de modération salariale s'est accentué en 2002: la remontée du chômage.

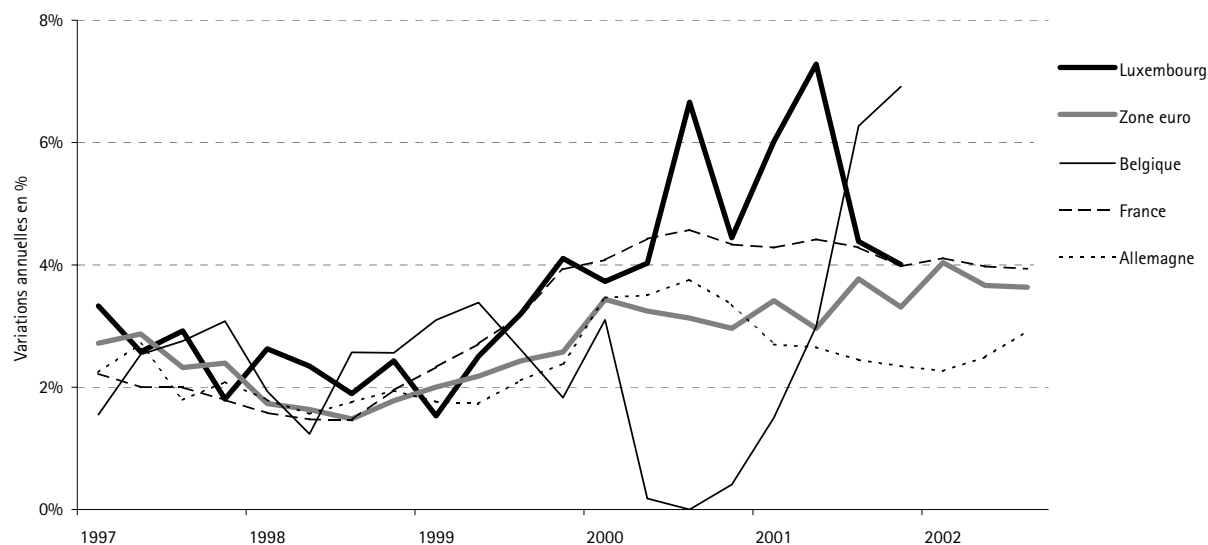
Si le coût salarial moyen par salarié est toujours en expansion dans toutes les branches économiques, le tassement de son rythme de croissance est plus important pour certaines. Dans une large mesure, ce sont les activités économiques pour lesquelles les salaires avaient le plus progressé en 2001. Parmi ceux-ci on peut citer l'Horeca et la branche "immobilier, location et services aux entreprises".

Tableau 19: Composants du coût salarial

	Emploi salarié		Coût salarial nominal moyen, par mois et par salarié	
	Total	Indexation	Autres	Total
	Variation annuelle en %	Contribution à la croissance annuelle en points de pourcentage		Variation annuelle en %
1995	2.7	1.9	1.1	3.0
1996	2.7	0.8	1.0	1.8
1997	3.3	2.3	0.6	2.9
1998	4.8	0.2	1.6	1.8
1999	5.3	1.0	1.9	3.0
2000	6.0	2.7	1.6	4.3
2001	6.0	3.1	2.3	5.5
2002, 9 premiers mois	0.0	1.9	1.1	3.0
2002 T1	4.3	2.5	1.5	4.0
2002 T2	3.7	0.8	0.9	1.7
2002 T3	2.8	2.5	0.8	3.3

Source: STATEC, Comptabilité Nationale (1995-2001); IGSS et STATEC (2002)

Graphique 25: Indice du coût horaire du travail, comparaison européenne



Source: STATEC et IGSS (Luxembourg), Eurostat

La progression des salaires au Luxembourg pourrait redescendre sous la moyenne de la zone euro

La progression des salaires s'est nettement accélérée en Europe depuis le début de l'année 1999, poussée d'un côté par l'inflation et de l'autre par la bonne conjoncture. Depuis l'année 2000, le Luxembourg menait le peloton de tête avec l'Irlande et la France. Alors qu'entre 1997 et le début de 2000 l'indice du coût de la main d'œuvre² au Luxembourg était globalement en ligne avec l'évolution de ce même indicateur dans les pays voisins et la zone euro, il a nettement décroché à la hausse depuis le troisième trimestre de 2000 (voir graphique 25).

A la date de clôture de cette Note de Conjoncture, des données sur l'indice du coût horaire du travail pour le Luxembourg n'étaient disponibles que jusqu'au troisième trimestre de 2001. Toutefois, comme cela a été décrit précédemment, le coût moyen par salarié a fortement baissé au début de l'année 2002. On peut donc valablement estimer que le coût horaire a également décéléré. Par contre, dans la zone euro la progression s'est plutôt stabilisée. Par conséquent, le Luxembourg devrait se retrouver en bien meilleure position dans la comparaisons européenne. Cela constitue une bonne nouvelle pour la compétitivité luxembourgeoise, le coût de la main d'œuvre étant un élément important de celle-ci (mais pas le seul).

Phénomènes nationaux à prendre en compte dans la comparaison européenne

Certains pays connaissent une inflation forte des salaires pour laquelle on possède des éléments d'explication tangibles. En Italie, les coûts indirects ont baissé de 3.6% en glissement annuel au deuxième trimestre de 2001 suite à une baisse des cotisations et des taxes, ce qui a produit un effet de base à la hausse au cours du même trimestre de 2002. La France connaît une accélération importante du coût salarial depuis le quatrième trimestre de 1999, due à une atténuation progressive de la modération salariale liée en grande partie à l'effet des "35 heures". Depuis le premier trimestre 2002, la réduction du temps du travail est également applicable aux entreprises de moins de 10 employés. Les faibles taux de croissance enregistrés en Espagne au deuxième trimestre 2002 sont dus principalement à un effet de calendrier.

Comme le poids de l'Italie, de l'Espagne et de la France dans la zone euro est important, ces phénomènes exercent un effet à la hausse sensible sur la moyenne de la zone.

L'Irlande connaît des progressions supérieures à 9% au premier trimestre de 2002 (derniers chiffres disponibles) liés à l'exceptionnelle croissance du pays.

La forte évolution à la baisse en 2000 des coûts de la main d'œuvre en Belgique est due à une baisse des coûts indirects (cotisations sociales et taxes à charge de l'employeur). Ce phénomène a exercé un effet de base à la hausse en 2001. Des chiffres pour 2002 ne sont pas disponibles.

² L'indice du coût de la main d'œuvre, harmonisé au niveau européen, couvre les activités économiques suivantes: industrie (Nace C+D+E), la construction (F), commerce (G), hôtels et restaurants (H), transports et communications (I), activités financières (J) et services aux entreprises (K).

4. Relations économiques extérieures

Tableau 20: Balance des paiements courants

	Année			2001				2002			Cumul T1 à T3	
	1995	2000	2001	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	2001	2002
	Millions de EUR											
Marchandises	-1 238	-2 569	-2 763	-393	-789	-751	-830	-162	-434	-779	-1 933	-1 375
Exportations	6 264	9 387	10 087	2 655	2 631	2 430	2 372	2 769	2 657	2 380	7 715	7 806
Importations	7 502	11 956	12 850	3 047	3 420	3 181	3 202	2 931	3 091	3 159	9 648	9 181
Services	2 340	7 388	7 186	2 193	1 749	1 471	1 774	2 147	1 820	1 555	5 412	5 522
Transports	51	539	502	143	103	113	143	158	209	213	359	581
Voyages	447	529	500	169	138	-6	200	176	117	-125	300	167
Communication	213	583	645	190	224	87	144	258	144	144	501	546
Services d'assurance	102	284	318	90	87	63	78	43	51	44	240	138
Services financiers	1 514	5 707	5 574	1 657	1 332	1 245	1 340	1 545	1 328	1 293	4 234	4 166
Autres services	11	-254	-353	-55	-135	-31	-131	-33	-29	-14	-221	-76
Revenus	1 156	-1 411	-1 838	-406	-677	-297	-457	-501	-538	-660	-1 381	-1 698
Rémunération des salariés	-1 086	-2 329	-2 863	-639	-707	-684	-833	-776	-862	-857	-2 031	-2 495
Revenus des investissements	2 242	918	1 026	233	30	387	376	275	324	197	650	796
Transferts courants	-422	-500	-609	-291	-168	-64	-86	-254	-120	-131	-523	-505
Transactions courantes	1 835	2 909	1 976	1 103	114	358	401	1 231	728	-15	1 575	1 943

Source: STATEC, BCL

La balance des paiements est un système de comptabilisation en partie double, qui distingue³:

D'un côté:

- le **compte des transactions courantes** qui enregistre les transactions sur les ressources réelles d'une économie avec le reste du monde;
- le **compte de capital** qui enregistre les transferts de capital et les transactions sur les actifs non financiers non produits (par exemple brevets, marques, ...).

De l'autre:

- le **compte des opérations financières** qui englobe les contreparties financières des transactions de l'économie réelle et des actifs non financiers non produits ainsi que les opérations sur actifs financiers.

4.1 Compte des transactions courantes (balance des paiements courants)

Pour la première fois depuis que la balance courante est établie à un rythme trimestriel (1995), elle dégage un solde négatif: -14.8 millions d'euros au troisième trimestre de 2002. Toutefois, pour l'ensemble des trois premiers trimestres de 2002, le solde s'est apprécié (+23.6%) pour se chiffrer à 1.9 milliard d'euros, contre 1.6 milliard à la même période de l'année précédente.

En effet, en dépit d'un climat conjoncturel relativement morose, le solde courant a enregistré pour chacun des deux premiers trimestres une augmentation par rapport aux mêmes trimestres de 2001. Ce n'est qu'au troisième trimestre que la situation s'est présentée très défavorablement. L'élément ayant le plus affecté le solde de la balance courante est l'aggravation structurelle du déficit de la balance des rémunérations des salariés

(+464 millions d'euros par rapport au même trimestre de 2001).

Léger recul du déficit commercial

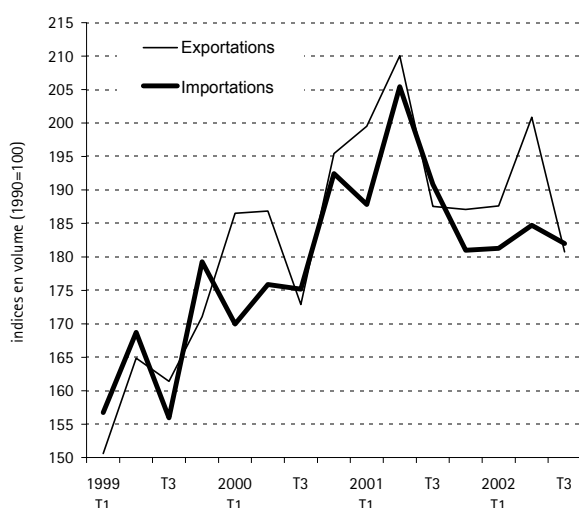
La balance des marchandises a enregistré au cours des trois premiers trimestres de 2002, un déficit de 1.4 milliard de EUR, comparé à 1.9 milliard pour la même période de l'année précédente. La nette résorption du déficit commercial s'explique essentiellement par le fait que la progression des exportations est toujours positive (+1.2%), alors que les importations se sont contractées (-4.8%). Alors que les exportations ont souffert du fléchissement de la conjoncture mondiale, la baisse des importations indique une baisse de la demande interne (consommation finale et intermédiaire, formation de capital).

³ Voir dans l'annexe statistique la note méthodologique qui suit le tableau 6c.

■ Evolution contrastée des exportations de biens

Le contexte international défavorable a pesé sur les exportations luxembourgeoises de marchandises. En excluant les exportations exceptionnellement élevées d'or non monétaire (plus de 500 millions d'euros), les livraisons de marchandises affichent un recul de 1.6% au cours des neuf premiers mois de 2002. Comme ailleurs en Europe, les exportations avaient connu une évolution positive en glissement annuel au cours des deux premiers trimestres de l'année, après avoir connu un dernier trimestre de 2001 fortement orienté à la baisse. Toutefois, la reprise de la demande mondiale s'est interrompue à partir du mois de mai, ce qui s'est également reflété au niveau des échanges extérieurs du Luxembourg: les exportations baissent à nouveau de 3.0% au troisième trimestre.

Graphique 26: Commerce extérieur de marchandises



Source: STATEC

Au total, la valeur des exportations de marchandises a légèrement augmenté sur l'ensemble des trois premiers

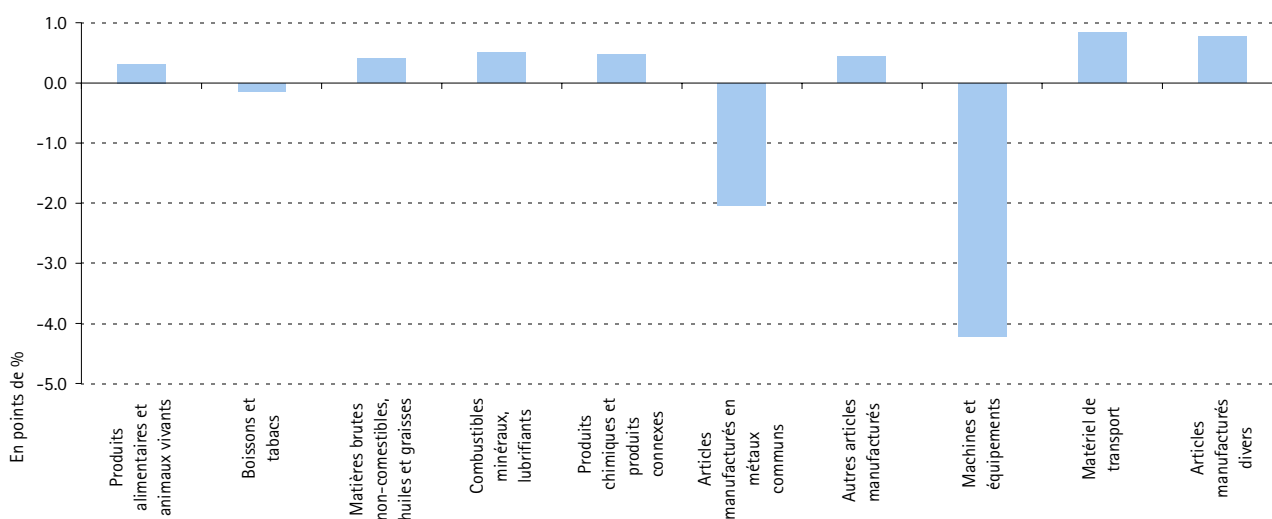
trimestres (+1.2% en glissement annuel). Toutefois, des exportations exceptionnellement élevées d'or non monétaire ont contribué à cette évolution (encore) positive. Les exportations issues de la production industrielle ou commerciale traditionnelle ne sont, par contre, pas restées à l'abri du mouvement de ralentissement de l'économie internationale. Ainsi, celles-ci ont connu au cours des neuf premiers mois de 2002 un recul de 1.6%: le Luxembourg a vendu à l'étranger des biens pour une valeur totale de 7.26 milliards de EUR, comparé à 7.38 milliards au cours de la même période de l'année précédente.

Trois catégories de produits ont vu baisser leurs ventes au cours des neuf premiers mois de 2002 par rapport à la même période de l'année précédente, à savoir les machines et équipements (-16.4%), les articles manufacturés en métaux communs (-7.3%) et les boissons et tabacs (-5.8%). Notons que les machines et équipements et les articles en métaux communs représentent ensemble une quote-part de 48.9% de la valeur totale des exportations luxembourgeoises. Le recul des exportations de ces biens explique la quasi totalité du recul des exportations (hors or non monétaire) au cours des neuf premiers mois de 2002 (voir graphique 27).

■ Importations de marchandises orientées à la baisse

La croissance ralentie de l'économie luxembourgeoise a également freiné les importations. Au cours des neuf premiers mois de 2002, le Luxembourg a importé des marchandises pour un montant de 9.18 milliards de EUR, comparé à 9.65 milliards au cours de la même période 2001 (soit un fléchissement de 4.8%). La plus forte contribution à la baisse est venue des importations de matériel de transport, qui chutent de 15.9%, suivie de celle des importations de matériel et équipement (-10.6%).

Graphique 27: Contributions à l'évolution des exportations en valeur au cours des neuf premiers mois de 2002¹



Source: STATEC

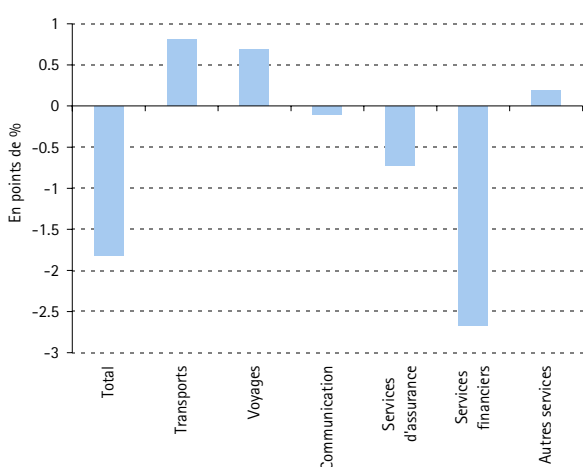
¹ Hors exportations exceptionnelles d'or non monétaire

Tassement des échanges extérieurs de services

Au Luxembourg, les exportations de services représentent plus du double des expéditions de marchandises et plus de 60% en sont des services financiers. Au niveau de l'Union européenne, les exportations de services ne couvrent en moyenne qu'un tiers des livraisons de biens.

Globalement, les échanges extérieurs de services se sont tassés au cours des neuf premiers mois de 2002. En glissement annuel, les exportations de services reculent de 1.8%, les importations de 3.7%. En conséquence, le surplus des transactions sur services augmente donc également de 2.0% (soit un accroissement de 110 millions de EUR). Ce phénomène se reflète de façon assez générale au niveau des différents types de services.

Graphique 28: Contributions à l'évolution des exportations de services en valeur au cours des neuf premiers mois de 2002



Source: STATEC

- Les services financiers et d'assurance ont joué à la baisse sur le surplus de la balance des services

Les recettes pour prestation de services financiers ont fléchi de 4.9%, les importations de 7.2%. Le solde des services financiers baisse de 1.6%, après un recul de 2.3% sur toute l'année 2001. Ces reculs sont en grande partie à mettre en relation avec l'évolution défavorable des marchés financiers, étant donné qu'une large fraction de ces recettes se rapporte aux commissions calculées sur base de la valeur des organismes de placement collectifs (OPC). De même, les banques ont fortement réduit leurs frais, ce qui se reflète tout naturellement sur les importations de services financiers.

Toutefois, la plus forte contribution négative au surplus de la balance des services ne provient pas des services financiers, mais des importations de voyages: 247 millions de plus qu'au cours de la même période de 2001. Vient ensuite la baisse des exportations de services d'assurance (-14.9%): le surplus de ces services baisse de 102 millions de EUR.

- Tous les surplus des échanges de services ne sont pourtant pas orientés à la baisse

Si le surplus de la balance des services s'accroît malgré les éléments cités plus haut, c'est en raison de deux types de services: le solde des échanges sur services de transport augmente de 222 millions de EUR, celui des services de communication de 45 millions. La raison principale de l'amélioration de la situation des échanges de services de transport est une baisse assez importante des importations de service de fret, tant aérien (-14.9%) que terrestre (-13.5%), alors que les exportations de ces services n'ont que faiblement reculé (respectivement de -0.3% et -2.4%). Au niveau des services de communication, la situation est la même: les importations de services baissent de 52.7%, alors que les exportations ne baissent que de 2.9%.

Balance des revenus

Le déficit de la balance des revenus affiche une hausse de 23.0% pour les trois premiers trimestres de 2002, soit un peu plus de 318 millions d'euros. Les phénomènes à l'œuvre sont plutôt d'ordre structurel et s'inscrivent dans les tendances observées ces dernières années (+960 millions en 2000 et +427 millions en 2001).

- *Rémunération des salariés*

La nouvelle aggravation du solde de la rémunération des salariés s'explique essentiellement par le fait que si l'embauche de nouveaux frontaliers va en diminuant, leur nombre est toujours croissant: ils étaient 104 571 fin septembre 2002, contre 99 794 un an plus tôt. Aussi la rémunération totale versée aux frontaliers s'est chiffrée pour les neuf premiers mois de 2002 à quelque 3 milliards d'euros, contre 2.5 milliard un an plus tôt (+19.3%).

- *Revenus des investissements*

Les flux bruts des revenus des investissements ont fléchi respectivement de 6.1% pour les entrées et de 6.6% pour

les sorties. Le solde positif s'est accru par conséquent de 146 millions d'euros. Trois facteurs sont principalement à l'origine de cette évolution.

En premier lieu, il y a un certain relâchement des paiements de dividendes en raison de l'évolution défavorable de la conjoncture nationale et internationale. En deuxième lieu, il y a eu un phénomène exceptionnel en 2001: une entreprise résidente a bénéficié, de la part de filiales étrangères, d'une importante somme de dividendes dépassant sensiblement le résultat d'exploitation annuel de ces filiales. Ceci a sensiblement affecté à la baisse en 2001 les bénéfices réinvestis en relation avec les investissements directs à l'étranger. Selon les données actuellement disponibles, on observe que la situation s'est «normalisée» cette année, ce qui se traduit par une augmentation des bénéfices réinvestis de l'étranger. Finalement, on assiste à un recul des taux d'intérêts, et cela depuis déjà le premier trimestre de 2001, et à une légère diminution des revenus sur intérêts des banques.

4.2 Compte des opérations financières

Sur l'ensemble des neuf premiers mois de 2002, le compte financier dégage des sorties nettes en défaveur du Luxembourg pour un montant global de 2.7 milliards d'euros.

Les sorties sont surtout le résultat des investissements directs nets à l'étranger réalisés par des résidents (-65.8 milliards) et des opérations sur "autres investissements" par les secteurs non financiers (-43.6 milliards d'euros). Les entrées proviennent essentiellement des investissements directs au Luxembourg du premier trimestre (+34.2 milliards) et des investissements de portefeuille au premier semestre (+61.5 milliards).

Investissements directs

Globalement, les investissements directs des **résidents luxembourgeois à l'étranger** se sont soldés par des sorties nettes de 65.8 milliards d'euros sur les trois premiers trimestres. Il convient de noter que la fusion Arbed/Aceralia/Usinor est enregistrée sous cette rubrique au courant du premier trimestre 2002. L'essentiel des flux sortants a concerné le secteur autre que les établissements de crédit aussi bien pour les opérations en capital (-35.2 milliards) que pour les "autres opérations" (-30.3 milliards; essentiellement des prêts)

Des entrées nettes à titre d'investissements directs par des **non-résidents au Luxembourg** ont également été enregistrées à concurrence de 43.9 milliards d'euros pour les neuf premiers mois de 2002. A nouveau, ces entrées ont concerné essentiellement les secteurs autres que les établissements de crédit sous la forme d'opérations en capital (+31.1 milliards) et de prêts accordés aux entreprises affiliées.

Investissements de portefeuille

Les **avoirs**, c'est-à-dire les opérations effectuées par les résidents luxembourgeois à l'étranger, se soldent par des entrées nettes pour un montant de 14.3 milliards d'euros au cours des neuf premiers mois de 2002. Les opérations sur instruments du marché monétaire se sont soldées

par des entrées nettes à hauteur de 24.1 milliards d'euros, alors que les opérations sur obligations se sont soldées par des sorties nettes (-9.9 milliards).

Les **engagements**, à savoir les investissements portant sur des titres émis par des résidents, ont également été caractérisés par des entrées nettes atteignant 52.0 milliards d'euros pour les trois premiers trimestres de 2002. On a enregistré à la fois une forte activité des émissions de titres de participation (+29.2 milliards; actions et parts d'OPC), des titres du marché monétaire (+15.5 milliards) et des obligations (+7.3 milliards).

Autres investissements

Les flux nets des capitaux enregistrés à la rubrique "autres investissements" ont connu de fortes oscillations. Ceux-ci concernent notamment des dépôts et des crédits.

Du côté des **avoirs**, on a enregistré une sortie de 10.6 milliards de EUR cumulée sur les trois premiers trimestres de 2002. Après avoir connu des sorties nettes pour 33.6 milliards au premier semestre, le mouvement s'est inversé pour atteindre des entrées nettes de 23.0 milliards au troisième trimestre.

Du côté des **engagements**, pour l'ensemble des trois premiers trimestres de 2002, on enregistrerait également un sortie des capitaux totalisant 35.1 milliards d'euros, essentiellement attribuables aux engagements des établissements de crédit luxembourgeois (-35.5 milliards) en raison essentiellement des dépôts réalisés à l'étranger.

Avoirs de réserve

Sur l'ensemble des trois premiers trimestres, la BCL a vu ses avoirs de réserve diminuer de 42 millions d'euros. Il s'agit essentiellement de modifications de l'assiette de la position de réserve auprès du FMI.

Tableau 21: Compte de capital et compte des opérations financières

Période	Compte de capital		Compte des opérations financières ¹							Avoirs de réserve ²	Mio EUR
	Solde	Solde	Investissements directs		Investissements de portefeuille		Produits fin. dérivés	Autres investissements			
			A l'étranger	Au Luxembourg	Avoirs	Engagements		Avoirs	Engagements		
1T 2002	-5	501	-44 024	32 739	2 558	29 927	97	-3 050	-17 717	-29	
2T 2002	-69	972	-18 371	4 303	10 175	28 648	-622	-32 352	9 179	13	
3T 2002	-38	4 904	2 820	2 084	6 625	-1 835	-746	23 000	-27 017	-27	

1. Un montant positif indique une entrée, un montant négatif une sortie.

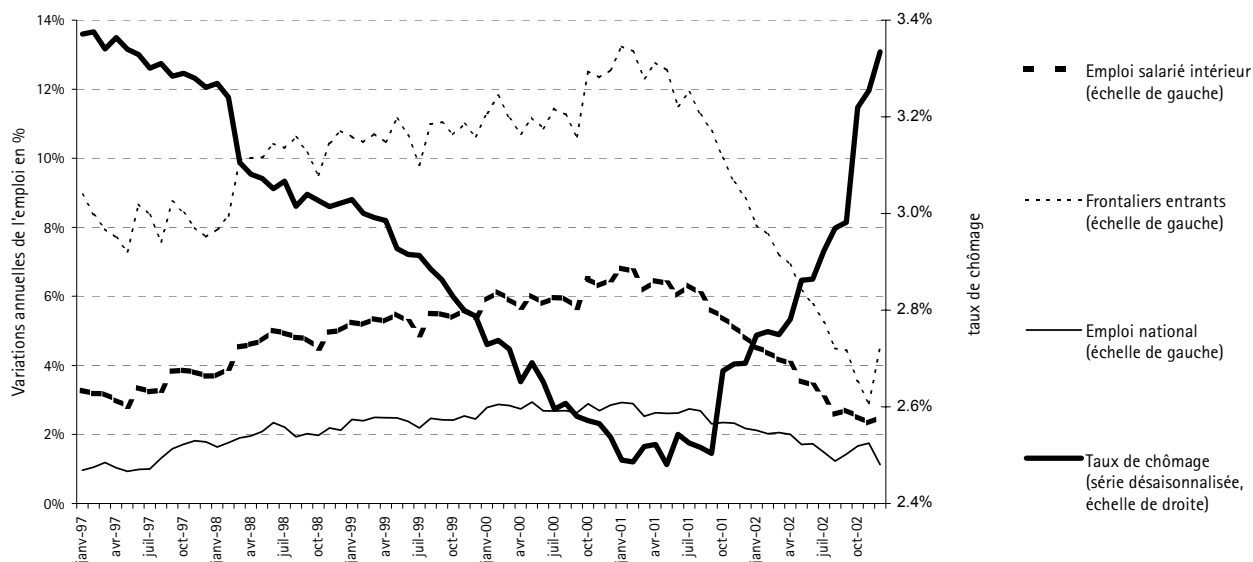
2. Un montant positif indique une diminution, un montant négatif une augmentation.

Source: BCL, STATEC

5. Emploi et chômage

5.1 Emploi

Graphique 29: Emploi et chômage



Source: STATEC, ADEM

Malgré un fort ralentissement, l'emploi augmente toujours

Tout au long des années 2001 et 2002, le rythme de la création d'emplois salariés s'est tassé: la plus forte croissance annuelle a été atteinte en janvier 2001 (6,8%), puis elle est progressivement descendue jusqu'à 4,8% en décembre 2001 et finalement à quelque 2,5% en décembre 2002 (voir graphique 29). En fin d'année 2002, l'économie luxembourgeoise crée nettement moins d'emplois, mais elle en crée toujours!

La croissance de l'emploi total provient exclusivement de l'emploi salarié. En moyenne sur toute l'année 2002, 8 641 emplois salariés ont été créés en net, dont 65,7% ont été occupés par des frontaliers. En 2001, l'emploi salarié s'était encore accru de 14 700 unités.

La tendance à la décélération est légèrement plus forte pour les frontaliers que pour les résidents. Ainsi, pour les premiers, le taux de croissance de l'emploi salarié passe de 11,4% en 2001 à 5,8% un an plus tard, respectivement de 3,0% à 1,8% pour les deuxièmes.

Toutefois, comme le rythme de croissance de l'emploi salarié est toujours plus important pour les frontaliers, la part des résidents dans le total des salariés poursuit sa baisse. Ainsi, elle n'est que de 61,6% en décembre 2002, contre 69,9% en janvier 1997.

Comparaison européenne

Malgré le ralentissement, le Luxembourg présente toujours le taux de croissance de l'emploi de loin le plus important de l'Union européenne. A titre d'exemple, en Irlande, où la croissance de l'emploi est la plus forte après le Luxembourg, on a observé une progression annuelle de 2,0% au deuxième trimestre de 2002 (derniers chiffres disponibles), contre +3,4% pour le Luxembourg. Remarquons encore que dans certains pays, l'emploi reculait déjà au cours de certains trimestres de 2002: en Belgique, au Danemark, en Allemagne et en Autriche.

L'évolution de la création nette d'emplois réagit avec retard au ralentissement de l'économie

La croissance du produit intérieur brut du Luxembourg est passée de 8,9% en 2000 à 1,0% en 2001, et, selon les dernières prévisions du STATEC, à 0,5% en 2002. En dépit de ce ralentissement, la création nette d'emplois est toujours positive au Luxembourg. Une première explication provient du fait que le marché du travail réagit généralement avec un certain retard à l'évolution de l'activité économique. Par conséquent, on prévoit un ralentissement supplémentaire en 2003.

Tableau 22: Evolution du nombre d'emplois salariés créés en net

Branche	Nace	Données provenant de la comptabilité nationale			Données provenant des fichiers de la Sécurité Sociale				
		Mise en perspective			Evolution en cours d'année			Evolutions inter-annuelles	
		1985-2001	1985-2001	2001	Déc. 01	Sept. 02	Variation	Sep. 01 - Sep. 00	Sep. 02 - Sep. 01
		Variations annuelles moyennes					Nombre de personnes		
		en %	Personnes						
Non classé	Indéfini	...	...	...	964	618	-346	-467	-402
Agriculture, viticulture, sylviculture, pêche	01-05	0.1	1	1 006	1 249	1 264	15	-7	4
Industries extractives	10-14	-1.3	-4	287	318	323	5	-6	12
Industries manufacturières ¹	15-37	-0.4	-138	33 349	34 712	34 468	-244	-215	-392
Electricité, gaz et eau	40-41	0.9	13	1 513	965	984	19	45	18
Construction	45	4.5	817	26 033	28 159	29 673	1 514	1 671	1 246
Commerce, réparation	50-52	2.7	740	34 450	35 701	35 903	202	1 458	624
Hôtels et restaurants	55	3.6	280	10 295	10 680	11 561	881	484	617
Transports et communications	60-64	4.7	723	22 381	22 916	24 080	1 164	1 807	957
Intermédiation financière et assurances	65-67	7.0	1 353	32 869	33 728	33 865	137	2 648	439
Immobilier, location et services aux entreprises	70-74	11.1	2 032	39 947	33 565	37 036	3 471	3 715	1 464
Administration publique	75	1.8	234	14 769	32 396	32 843	447	1 107	1 296
Education	80	3.2	307	12 485	1 277	1 311	34	81	65
Santé et action sociale	85	5.4	554	15 493	15 016	15 848	832	1 004	1 144
Services collectifs, sociaux et personnels	90-93	4.6	289	8 969	7 093	7 460	367	477	477
Services domestiques	95	2.8	139	6 294	3 418	3 509	91	149	166
Activités extra-territoriales	99	...	...	...	451	392	-59	71	-140
Economie entière	01-99	3.8	7 340	260 141	262 608	271 138	8 530	14 022	7 595

Source: Inspection Générale de la Sécurité Sociale (IGSS), STATEC (comptabilité nationale).

Tandis que les chiffres provenant des fichiers de la Sécurité Sociale (disponibles sur une base mensuelle) se rapportent à l'affiliation de l'employeur, ceux provenant de la Comptabilité Nationale (disponibles uniquement sur base annuelle) sont classés suivant l'activité économique. Cette différence méthodologique explique notamment l'écart important pour les Nace 75 à 85.

¹ En février 2001 une entreprise d'environ 560 personnes a été reclassée de la Nace 29 vers la Nace 74.

Evolution hétérogène par branches mais une tendance générale au ralentissement⁴

Dans l'ensemble, l'emploi salarié a augmenté en net de 7 595 postes entre septembre 2001 et septembre 2002. Il s'agit d'un très net ralentissement par rapport à la l'évolution sur la même période de l'année précédente (14 022 emplois). Toutefois, il s'agit toujours d'une plus forte création que la moyenne mesurée entre 1985 et 2001 (7 340 emplois).

Globalement, on distingue trois cas de figure:

1. Recul véritable

Il est intéressant de constater que malgré le ralentissement de l'économie, seule une branche importante a connu un véritable recul "conjuncturel" de l'emploi salarié entre septembre 2001 et le même mois de 2002 (voir tableau 22): il s'agit en l'occurrence de l'industrie manufacturière (-392 personnes).

Le recul de l'emploi dans les industries manufacturières au cours des neuf premiers mois de 2002 est à mettre en relation avec le recul de l'activité industrielle au cours des trois derniers trimestres de 2001 et du premier trimestre de 2002 (le recul de l'emploi sur la même période un an plus tôt est attribuable au reclassement d'une société de 560 salariés).

2. Net ralentissement

La plupart des branches ont subi un net ralentissement des créations d'emplois. Le plus important a été observé pour la branche "immobilier, location et services aux entreprises": 1 464 emplois ont été créés en glissement annuel en septembre 2002, contre 3 715 un an plus tôt. C'est essentiellement la branche des services aux entreprises qui explique cette moindre création. Le deuxième ralentissement le plus important concerne l'intermédiation financière et les assurances. Cette branche a créé 439 emplois en glissement annuel en septembre 2002, contre 2 648 un an plus tôt. L'emploi dans le secteur bancaire est même en retrait au troisième trimestre de 2002 (voir partie 2.6). Il faut toutefois garder à l'esprit que ces branches ont connu une expansion exceptionnelle ces dernières années.

Le troisième ralentissement par ordre d'importance a été observé pour les branches des transports et communications. Au cours des neuf premiers mois de 2002, 957 emplois ont été créés, contre 1 807 un an plus tôt.

3. Accélération

Dans quelques rares secteurs, la création d'emplois est plus importante au cours des neuf premiers mois de 2002 qu'au cours de la même période un an plus tôt. C'est le cas de l'Administration publique et de la "Santé et action sociale". Il s'agit en l'occurrence de secteurs davantage à l'abri des fluctuations conjoncturelles. Le même phénomène s'est également produit pour l'Horeca et, dans une moindre mesure, pour les services domestiques, deux secteurs qui sont fortement dépendants de la consommation finale des ménages.

⁴ Les statistiques sur l'emploi sont observées jusqu'au mois de septembre 2002, celles allant d'octobre à décembre étant des projections. Pour cette raison, et contrairement à ce qui a été fait pour l'analyse qui précède, le commentaire sur le marché de l'emploi par branche économique ne porte que sur les chiffres allant jusqu'au mois de septembre 2002.

Tableau 23: Travail intérimaire

	Année								6 mois				2001		2002	
	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	T1	T2	T3	T4	T1	T2		
	Moyennes mensuelles															
Nombre d'intérimaires	2 483	2 736	3 248	3 902	3 932	4 473	4 758	4 751	4 648	4 998	5 085	4 301	4 559	4 943		
Heures travaillées (milliers)	342	363	440	525	534	618	660	643	637	708	679	615	592	693		
Entreprises utilisatrices	563	660	780	949	1 107	1 131	1 144	1 126	1 076	1 176	1 196	1 129	1 076	1 175		
	Variations annuelles en %															
Nombre d'intérimaires	6.6	10.2	18.7	20.1	0.8	13.8	6.4	-1.5	10.4	5.6	8.3	1.1	-1.9	-1.1		
Heures travaillées	4.9	6.1	21.3	19.4	1.7	15.7	6.8	-4.5	12.5	2.4	10.8	2.5	-7.0	-2.1		
Entreprises utilisatrices	...	17.2	18.2	21.6	16.6	2.2	1.2	0.0	4.3	3.3	0.1	-2.4	0.0	0.0		

Source: IGSS, Ministère du Travail

Recul du travail intérimaire

Le nombre d'intérimaires avait encore fortement progressé en 2001 (+6.4%), avec un net ralentissement entre le troisième trimestre (+8.3% en glissement annuel) et le quatrième (+1.1%). Au cours des six premiers mois de 2002, il reculait de 1.5% en glissement annuel, soit de 72 personnes.

On admet généralement que l'évolution du travail intérimaire suit de manière synchrone les cycles économiques, les entreprises s'en servant comme d'outil

de flexibilité et de variable d'ajustement. Les secteurs faisant le plus appel à l'intérim sont le secteur financier au sens large, l'industrie et la construction.

Le recul de l'emploi intérimaire est à mettre en relation avec une conjoncture économique et un marché de l'emploi en ralentissement. Bon nombre d'entreprises ont annoncé leur intention de ne plus embaucher, respectivement de réduire leurs effectifs, et le personnel en situation contractuelle plus précaire (CDD, intérimaires, ...) en fait les frais en premier lieu.

5.2 Chômage

La hausse du chômage s'accélère

Depuis juillet 2001, la baisse de la conjoncture décrite au fil des pages précédentes, a commencé à exercer ses effets sur le chômage. Jusque-là, et ce pendant trois années consécutives, le nombre de chômeurs (demandes d'emplois non satisfaites inscrites auprès de l'Administration de l'Emploi, ADEM) était régulièrement inférieur au niveau de l'année antérieure. Par contre, en 2002 il y avait 18.2% de chômeurs de plus qu'en 2001 (soit 896 personnes en moyenne).

La situation s'est même davantage détériorée si on prend en compte les mesures pour l'emploi: le taux de chômage au sens large est ainsi passé de 3.5% en mai 2001 à 4.8% en décembre 2002 (voir graphique 30 à la page suivante).

Corrigé des variations saisonnières, le taux de chômage a pratiquement baissé sans interruption entre janvier 1997 (3.4%) et avril 2001 (2.5%). Depuis, il a entamé une ascension et se situe à 3.4% en décembre 2002 (voir graphique 29).

Evolution de la structure du chômage

Le chômage des "jeunes" suit une tendance contra-cyclique (il augmente lorsque la croissance économique ralentit). Ainsi, la part des personnes de moins de 30 ans est passée de 31.9% en décembre 2001 à 35.3% au cours du même mois de 2002. A l'inverse, la part des plus de 50 ans est passée de 13.8% à 12.4%.

Tableau 24: Répartition des chômeurs par âge

Âge	-26	26-30	31-40	41-50	51-60	>60	Total
	Nombre de chômeurs						
déc-01	997	699	1 537	1 354	697	39	5 323
déc-02	1 437	954	2 018	1 524	800	40	6 773
	Part en % dans le total						
déc-01	18.7	13.1	28.9	25.4	13.1	0.7	100.0
déc-02	21.2	14.1	29.8	22.5	11.8	0.6	100.0

Source: Administration de l'Emploi (ADEM)

La part du chômage de courte durée (inscription inférieure à trois mois) est restée stable: 43.8% en décembre 2001 et en décembre 2002. La part des chômeurs de longue durée (plus de 12 mois) a même diminué, passant respectivement de 23.6% à 20.8%.

Tableau 25: Chômeurs selon la durée d'inscription

Mois	-1	1-3	3-6	6-9	9-12	>12	Total
	Nombre de chômeurs						
déc-01	888	1 442	861	536	340	1 256	5 323
déc-02	1 171	1 797	1 187	684	527	1 407	6 773
	Part en % dans le total						
déc-01	16.7	27.1	16.2	10.1	6.4	23.6	100.0
déc-02	17.3	26.5	17.5	10.1	7.8	20.8	100.0

Source: Administration de l'Emploi (ADEM)

En termes absolus, on constate toujours que le nombre de chômeurs diminue lorsque le *niveau de formation* augmente. Toutefois, on a observé une diminution progressive de la *part* des chômeurs disposant d'une formation de niveau inférieur et une progression continue de la part de ceux disposant d'une formation de niveau supérieur.

Tableau 26: Chômeurs selon le niveau de formation

Niveau	Inférieur	Moyen	Supérieur	Non précisé	Total
Nombre de chômeurs					
déc-01	2 533	1 987	791	12	5 323
déc-02	3 069	2 544	1 136	24	6 773
Part en % dans le total					
déc-01	47.6	37.3	14.9	0.2	100.0
déc-02	45.3	37.6	16.8	0.4	100.0

Source: Administration de l'Emploi (ADEM)

Ce dernier phénomène se reflète aussi dans le regroupement des demandes d'emploi par **secteur professionnel**. Ainsi, le chômage touche de plus en plus les professions "académiques" ("directeurs et cadres administratifs supérieurs", "professions libérales, techniciens et assimilés" et "employés de bureau"). La part de ceux-ci est passée de 30.9% en décembre 2001 (soit 1 643 personnes) à 33.5% (2 268 personnes) en décembre 2002.

Intensification des mesures pour l'emploi

Dans un contexte où le chômage reprend en vigueur, les mesures pour l'emploi (stages de réinsertion, formations, etc.) gagnent de l'importance en tant qu'instrument de politique pour l'emploi. Celles-ci se sont accrues de 15.0% en 2001, puis de 17.0% en 2002. Cette dernière augmentation correspond à 375 personnes. Le fort accroissement de la mise en œuvre de mesures pour l'emploi devrait avoir un effet favorable double sur le taux de chômage officiel:

- à moyen terme, elles devraient augmenter l'employabilité des chômeurs, agissant ainsi à la baisse sur le chômage;
- dans l'immédiat, les personnes profitant d'une mesure ne sont pas au chômage et cette exclusion fait diminuer celui-ci.

Tous les types de mesures sont en hausse en 2002 par rapport à 2001. Les contrats "d'auxiliaire temporaire dans

le secteur public" sont restés la mesure la plus utilisée, représentant 31.7% de l'ensemble. Ceux-ci se sont fortement accrues (+15.4%) et ont contribué pour plus d'un tiers à la croissance de l'ensemble des mesures. Il faut remarquer que si le chômage continue d'augmenter, une certaine saturation peut intervenir au niveau de cette mesure qui concernait en moyenne 819 personnes par mois en 2002.

Les mesures de formation, y compris celle des adultes, sont la deuxième mesure par ordre d'importance (en moyenne 486 personnes par mois en 2002).

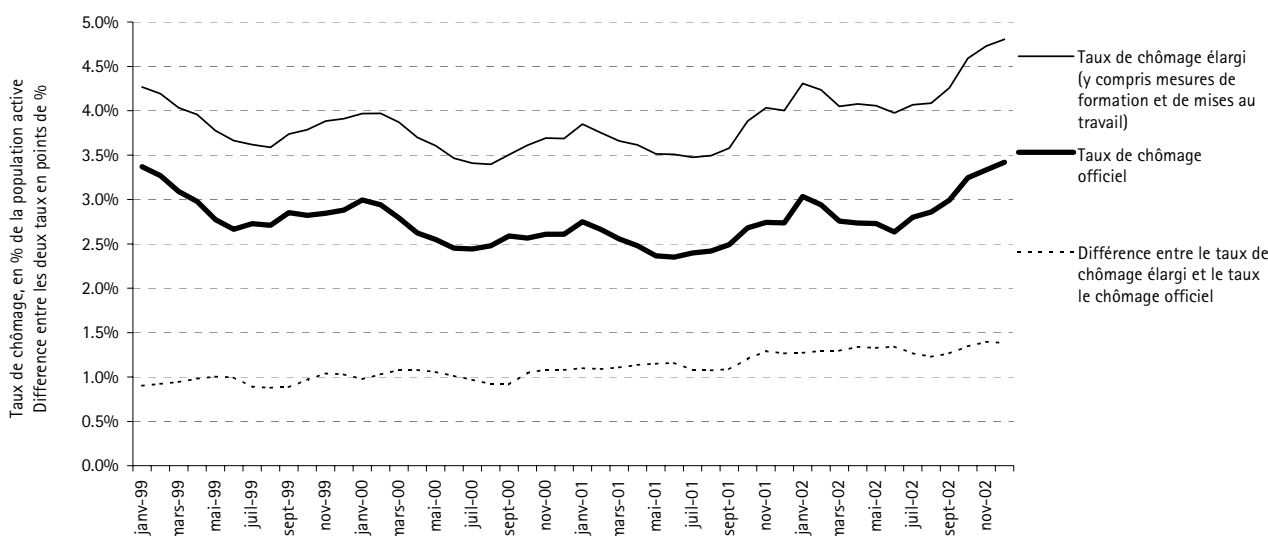
Viennent ensuite les mesures spéciales, qui ont apporté près d'un tiers de la croissance en 2002 et représentaient la troisième mesure par ordre d'importance (447 personnes en moyenne par mois). Elles concernent des personnes prises en charge par des associations sans but lucratif, tels des syndicats, qui bénéficient d'aides de l'Etat afin de les aider à procurer des emplois de proximité aux chômeurs.

Taux de chômage au sens large

Pour tenir compte de la totalité de demandeurs "potentiels", y compris des personnes occupées dans des mises au travail ou dans des mesures de formation, le STATEC élabore un taux de chômage au sens large, qui ajoute ces dernières au nombre de demandeurs d'emploi.

En raison de la hausse continue et accélérée du nombre de "chômeurs" bénéficiant d'une mesure, le taux de chômage au sens large s'écarte de plus en plus du taux de chômage officiel (voir graphique 30). Ainsi, alors que l'écart était de 1.27 points de pourcentage en janvier 2002, il est passé à 1.38 points en décembre (contre 0.90 points en janvier 1997). En décembre 2002, le taux de chômage au sens large atteignait 4.8%.

Graphique 30: Taux de chômage officiel et au sens large



Source: STATEC, ADEM

Chômage partiel en baisse

Les demandes de chômage partiel avaient pratiquement doublé en 2001 (232 personnes concernées en moyenne par mois, contre 124 en 2000), augmentant surtout au cours de la deuxième moitié de l'année. Jusqu'au deuxième trimestre de 2002, le recours à cette mesure est resté très important (voir tableau 27). Au troisième trimestre de 2002, le nombre de personnes concernées a chuté fortement, et s'est stabilisé depuis à un niveau relativement faible, tout en restant plus élevé qu'au cours de la première moitié de 2001.

Comme cela est traditionnellement le cas, la branche la plus concernée est l'industrie manufacturière (voir tableau 27). L'industrie métallurgique est particulièrement touchée, ce qui est par ailleurs en relation avec la faible conjoncture de l'industrie sidérurgique, qui subit de plein fouet le ralentissement économique. A l'inverse, le travail des métaux n'est pratiquement plus concerné depuis la deuxième moitié de l'année 2001.

Tableau 27: Synthèse de l'évolution du chômage partiel

Branche	Nace	Année						2002		2003	
		2000	2001	2002	T1	T2	T3	T4	janv-03	févr-03	
Entreprises concernées											
Moyennes mensuelles											
Ayant introduit une demande		1	5	4	7	4	2	4	6	4	
Ayant effectivement tiré ¹		1	4	3	3	1	3	4	...	...
Travailleurs concernés											
Sur base des demandes introduites		124	232	245	440	336	94	110	167	96	
Sur base des demandes tirées ¹		76	115	83	105	48	88	90	...	...
Hommes-mois en chômage complet²											
		18	54	41	50	24	44	45	...	...
Travailleurs concernés sur base des demandes introduites, répartition par secteur d'activité											
Industries manufacturières	15-37	121	189	231	412	329	88	96	106	64	
Industries alimentaires	15	1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Travail du bois	20	-	-	7	27	-	-	-	26	26	
Industrie chimique	24	2	5	-	-	-	-	-	-	-	
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	26	107	3	4	-	-	-	15	30	30	
Métallurgie	27	-	105	99	149	115	85	46	50	-	
Travail des métaux	28	-	12	79	154	159	3	-	-	8	
Fabrication de machines et équipements	29	12	59	25	65	-	-	35	-	-	
Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	30	-	0	-	-	-	-	-	-	-	
Fabrication de machines et appareils électriques	31	-	5	13	14	37	-	-	-	-	
Industrie automobile	34	-	-	5	2	18	-	-	-	-	
Construction	45	3	3	1	-	2	-	3	28	-	
Commerce, réparation	50-52	-	1	0	-	-	-	1	1	-	
Transports et communications	60-64	-	34	10	28	-	-	11	32	32	
Immobilier, location et services aux entreprises	70-74	-	1	3	-	5	5	-	-	-	
Services collectifs, sociaux et personnels	90-93	-	4	-	-	-	-	-	-	-	

¹ Le fait d'introduire une demande ne signifie pas que l'entreprise utilise effectivement le chômage partiel. Les entreprises disposent d'un certain délai pour remettre leur décompte définitif, de sorte que les chiffres sur les demandes tirées en 2002 et 2003 ne sont pas définitifs.

² Calcul sur base des heures de travail perdues pour les demandes effectivement tirées.

Source: Comité de Conjoncture, Ministère du Travail, STATEC

Taux de chômage et emploi frontalier

Il est parfois avancé que le taux de chômage luxembourgeois ne prend pas en compte le chômage des frontaliers. Dans cet encart nous allons essayer d'une part de cerner le concept de "chômage frontalier" et de l'autre d'expliquer pourquoi ce dernier ne peut être pris en compte dans le calcul du taux de chômage.

Le taux de chômage

Le chômage est en premier lieu une notion se rapportant à un territoire. Le taux de chômage est défini comme le ratio du nombre de chômeurs résidant sur un territoire par rapport à la population active totale de ce même territoire:

$$\frac{\text{Chômeurs résidents}}{\text{Emploi résident} + \text{chômeurs résidents}}$$

Par conséquent, le critère de référence des personnes incluses tant au numérateur qu'au dénominateur est le lieu de résidence. Il s'agit d'un concept géographique (national, régional ou autre).

Partant de la définition du taux de chômage, l'impossibilité de tenir compte des frontaliers dans le taux de chômage national devient évidente:

- D'une part, au numérateur nous avons le "stock" de chômeurs. Or la seule statistique sur le chômage frontalier concerne les flux.
- D'autre part, au dénominateur nous avons la population ayant un emploi ou désireuse d'en trouver un sur le territoire luxembourgeois. Or, comment estimer le nombre de frontaliers intéressés par le marché de l'emploi au Luxembourg? Et même si nous pouvions estimer ce nombre, faudrait-il l'inclure intégralement dans la population active du Luxembourg, compte tenu du fait qu'il s'agit de personnes également intéressées par le marché de l'emploi de leur lieu de résidence?

Le "chômage frontalier"

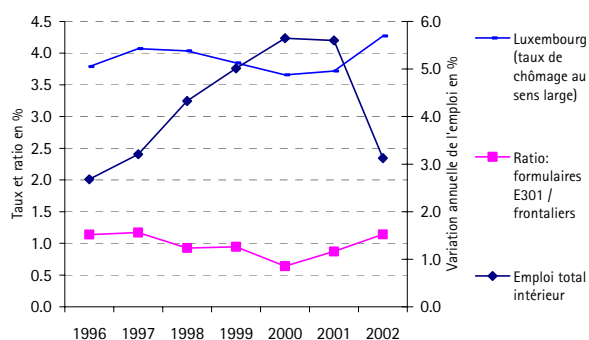
La seule statistique dont nous disposons sur les frontaliers au chômage concerne le nombre de personnes qui demandent un formulaire E 301, devant leur servir à prouver leurs périodes d'emploi au Luxembourg afin de pouvoir bénéficier des indemnités de chômage dans leur pays de résidence.

Il faut toutefois garder à l'esprit que la statistique sur les demandes de formulaires E301 ne reflète pas avec exactitude le "chômage frontalier" dans la mesure où:

- tous les frontaliers perdant leur emploi au Luxembourg ne sollicitent pas le formulaire;
- nous ne disposons pas d'information sur les chômeurs, qui ayant demandé un formulaire, retrouvent un emploi. Il est par conséquent impossible d'établir le total des chômeurs frontaliers (la statistique des formulaires E301 représente un flux et non un stock).

Les demandeurs de formulaires E301 ne peuvent être pris en compte pour le calcul du chômage luxembourgeois. Par contre, nous proposons de les rapporter au nombre de frontaliers ayant un emploi au Luxembourg. Ce ratio entre les demandes de formulaire E301 et le nombre de frontaliers n'a cessé de décroître jusqu'en 2000, puis a entamé une remontée pour atteindre un niveau proche de celui des années 1996 et 1997 (1.1%).

Graphique 31: Le chômage frontalier



Source: ADEM, STATEC

Quant au taux de chômage au sens large du Luxembourg, il a suivi la même tendance, n'affichant toutefois qu'une hausse marginale en 2001. Ces évolutions à la hausse sont à mettre en relation avec le ralentissement important de l'accroissement de l'emploi total intérieur. On constate de façon assez générale une grande similitude de mouvement entre les trois grandeurs représentées sur le graphique 31.

Le taux de chômage "Grande Région"

Le taux de chômage pour le bassin économique ayant pour centre le Luxembourg et appelé "Grande Région" se base sur les résultats régionalisés des Enquêtes sur les Forces de Travail (EFT). La Grande Région englobe le Grand-Duché de Luxembourg, la Lorraine, la Rhénanie-Palatinat, la Sarre et la Wallonie. Toutefois, le calcul du taux "Grande Région" se limite dans notre approche aux régions dont sont originaires la majorité des frontaliers: la Province de Liège et le Luxembourg belge, le "Regierungsbezirk" Trèves, la Sarre, les Départements français Moselle et Meurthe-et-Moselle. Pour ces régions, des chiffres annuels sur le nombre de chômeurs et sur l'emploi existant, ce qui permet de calculer un taux de chômage "Grande Région" en sommant sur les différentes régions. Ce dernier (hors Luxembourg) est représenté sur le graphique 32.

On constate que l'évolution du taux de chômage dans les différents espaces économiques est relativement synchronisée, mais les niveaux sont très hétérogènes. En 2001, le taux le plus faible a été observé pour le Luxembourg (2%), le plus élevé pour la Province de Liège (10.7%). On dénombre quatre périodes distinctes:

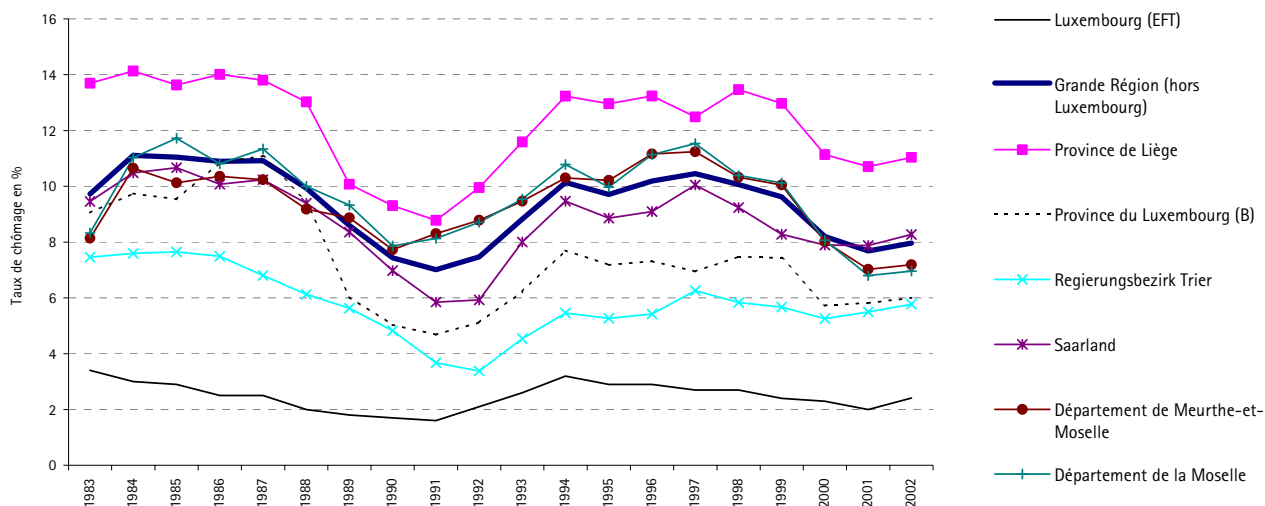
- 1984 à 1991: baisse généralisée
- 1991 à 1997: hausse généralisée
- 1997 à 2001: baisses très hétérogènes

- depuis 2001: hausse généralisée

Le chômage de la Grande Région est relativement élevé: actuellement il oscille autour des 8%. On semble déceler une certaine convergence entre les taux de chômage de la Grande Région, hormis le Luxembourg. L'écart entre le taux le plus élevé et le plus faible s'est en effet effectivement réduit entre 1983 et 2002 (passant de 6.2% à 5.3%). En effet, les flux de travailleurs frontaliers ne se limitent pas

à des mouvements vers le Luxembourg mais ont aussi lieu par exemple entre la Lorraine et la Sarre et d'autres régions. Il convient de se demander dans quelle mesure l'intégration économique croissante dans la Grande Région devrait mener à davantage de convergence des taux de chômage et pour combien de temps le Luxembourg pourra maintenir un taux de chômage nettement plus faible, surtout dans un environnement économique à terme plus défavorable.

Graphique 32: Le chômage dans la Grande Région



Source: Eurostat, STATEC (2002 = estimations)

C. Salaire social minimum: incidences économiques

Par F. Adam, Conseiller économique au STATEC

1. Objet de l'étude et principaux résultats

L'objet de cette étude est de répondre à certaines questions qui se posent dans le cadre de la revalorisation périodique du SSM (salaire social minimum) et de ses effets économiques en ce qui concerne l'inflation, la destruction d'emplois, la compétitivité, la redistribution, la productivité, etc.⁵

Cette étude s'inscrit dans un cadre macro-économique qui fait abstraction de considérations sectorielles. Elle a pour vocation d'analyser la dynamique entre SSM, coût salarial total et inflation des prix à la consommation. Elle touche aux domaines de la distribution des fruits de la croissance (en analysant l'évolution de la part salariale) et de la compétitivité. Elle fait par contre l'impasse sur toutes les autres questions (emplois, productivité, ...).

Les résultats des analyses économiques sont à considérer avec précaution. Ils ne sauraient hypothéquer de futurs travaux de recherche. Pour les comprendre, il convient de bien saisir les méthodes ainsi que les variables utilisées.

Les principales conclusions qui se dégagent sont les suivantes:

- La masse salariale revenant aux travailleurs rémunérés au SSM représente environ 5.5% de la masse salariale totale. A ce propos il convient de savoir que le SSM est mesuré hors charges patronales ce qui n'est pas le cas pour les autres salaires: il en résulte un léger biais à la baisse pour le quotient évoqué.
- Il semble que la causalité entre le coût salarial moyen total et le SSM joue seulement en direction du premier vers le deuxième; il s'agit en fait de la causalité induite par le mécanisme institutionnel qui fait adapter le SSM à l'évolution des autres salaires hors index. Un effet en sens inverse, qui laisserait conclure à un feed-back du SSM sur les salaires et donc sur l'inflation, n'a pas été détecté.
- Le SSM du Luxembourg est le plus élevé en termes absolus dans l'Union Européenne.
- Une influence significative de l'évolution du SSM sur la distribution des fruits de la croissance, exprimée par la part salariale, ne semble pas décelable.
- Une hausse de 3% du SSM entraîne mécaniquement une hausse du coût salarial moyen total de 0.15%,

sous certaines hypothèses et toutes choses étant égales par ailleurs.

2. Introduction

Un salaire social minimum (SSM) "trop élevé" ou des hausses "trop fortes" de ce dernier sont susceptibles de provoquer dans l'immédiat deux types d'ajustements dans l'économie:

- une destruction de l'emploi non-qualifié dont la productivité n'est pas suffisante pour justifier une rémunération à un SSM élevé;
- une hausse des autres salaires, surtout de ceux proches du niveau de rémunération du SSM, ceci pour maintenir la hiérarchie dans les salaires.

Notre propos dans ce contexte est uniquement d'analyser le deuxième point mentionné ci-dessus. Les autres questions dépassent dans leur complexité le cadre d'analyse que nous nous sommes fixé.

Le "danger" potentiel d'une hausse administrée du SSM réside dans une alimentation générale de l'inflation qui pourrait s'auto-entretenir en raison du mécanisme d'indexation automatique des salaires, alors que le SSM est lui-même indexé sur l'évolution du coût de la vie.

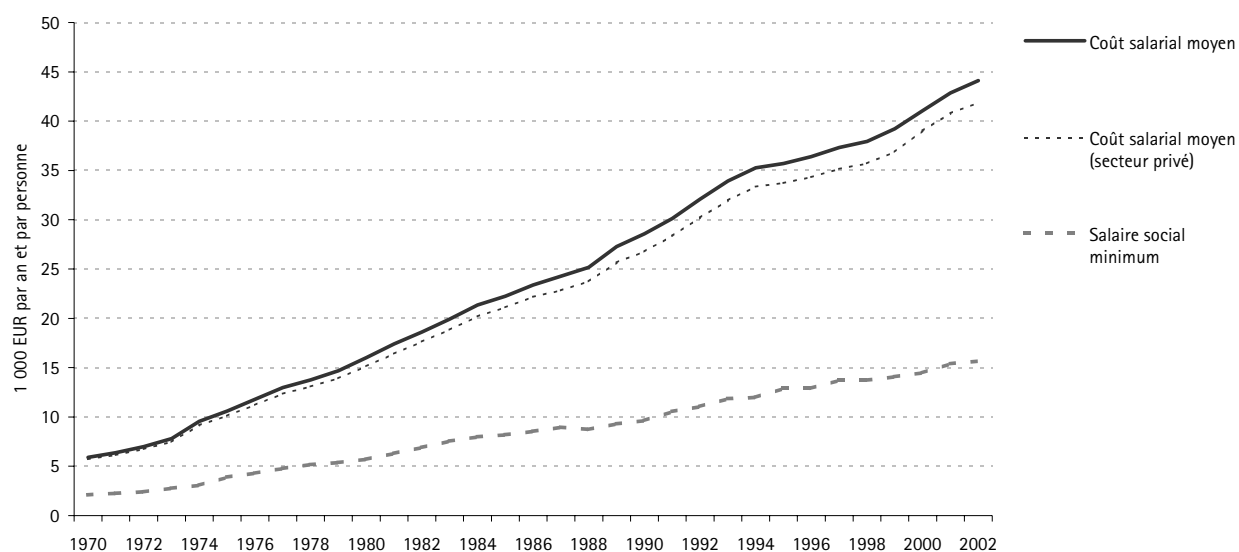
Afin de répondre à la question "est-ce que les relèvements institutionnels du SSM tels qu'ils ont été pratiqués par le passé engendrent de l'inflation supplémentaire", nous avons effectué deux types d'analyses statistiques:

- des tests de causalité au sens de Granger, afin de voir si le SSM "Granger-cause" les autres salaires c.-à-d. exerce un effet d'entraînement sur le coût salarial moyen total;
- des régressions économétriques visant à spécifier des équations structurelles complètes, reprenant les facteurs de détermination des salaires (inflation, chômage, productivité), pour analyser le lien (dans une direction ou dans l'autre) entre le SSM et le coût salarial moyen total.

Par ailleurs, nous allons comparer le niveau du SSM au Luxembourg avec celui d'autres pays européens, nous intéresser à la distribution des "fruits de la croissance" (part des salaires dans la valeur ajoutée) et réfléchir brièvement sur les conséquences en matière de compétitivité d'un relèvement du SSM.

⁵ Il s'agit d'une mise à jour du document de travail ayant circulé lors des discussions politiques ayant eu lieu précédemment à la revalorisation du SSM au 1.1.2003. Ainsi, les séries statistiques utilisées se basent maintenant sur les comptes nationaux révisés 1985-2001, étant devenus disponibles en octobre 2002, et les estimations pour l'année 2002.

Graphique 33: Salaire social minimum et autres salaires



Source: STATEC

3. Description et analyse sommaire des données

Les données sont issues de la Comptabilité nationale publiée par le STATEC (et plus particulièrement de la base de données sous-jacente au modèle économétrique MODUX) ainsi que (en ce qui concerne spécifiquement le SSM) des annuaires statistiques.

Un tableau expliquant les variables utilisées figure en annexe de l'étude (tableau 34). Y figurent aussi d'autres tableaux et graphiques, non repris dans le corps du document.

Le SSM est le salaire d'entrée au marché du travail. Il s'agit du minimum que le travailleur non qualifié doit obtenir pour la prestation de son travail. Il est exprimé hors charges sociales. Environ 15% des salariés sont rémunérés au SSM. En 2002, la masse salariale totale (y compris toutes les charges sociales) distribuée dans l'économie a été de 11.89 Mia EUR pour 269 000 salariés dont environ 37 000 rémunérés au SSM. En partant d'un

SSM moyen de 1 306 EUR par mois en 2002, on peut déduire que la masse salariale attribuée aux personnes payées au SSM correspond à 0.58 Mia EUR soit 5.5% de la masse salariale totale. Ce quotient est légèrement sous-estimé vu que le SSM est exprimé hors charges sociales.

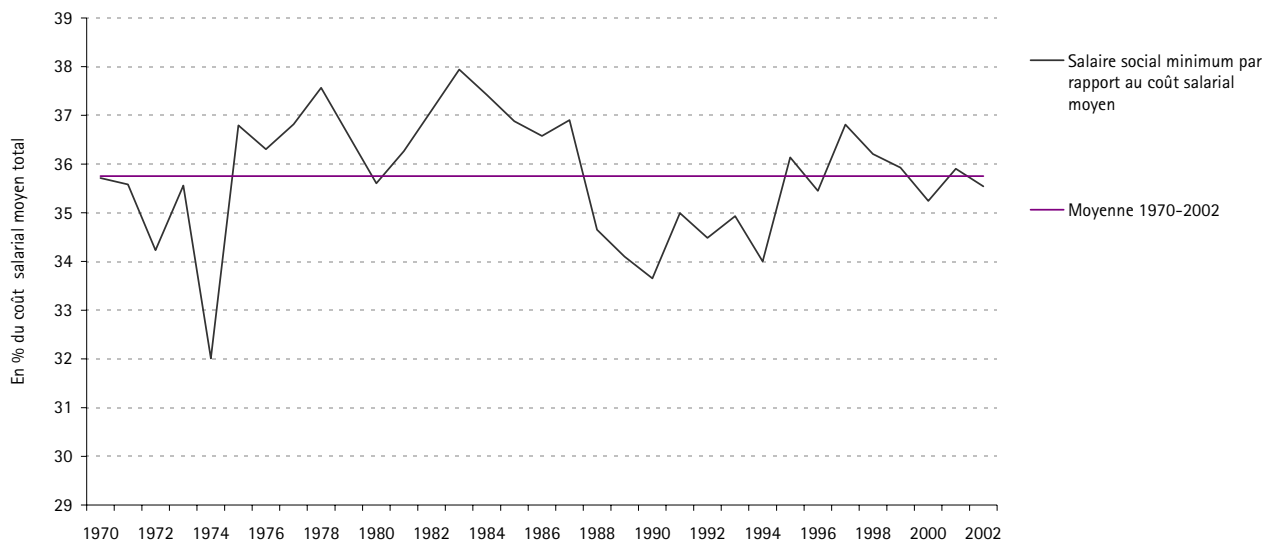
La notion de SSM a changé à plusieurs reprises et diverses techniques statistiques ont dû être employées afin d'obtenir une série homogène sur plus de 30 ans (cf. encart construction d'une série statistique homogène du SSM).

L'évolution du SSM sur la période 1970-2002 a été quasiment équivalente à celle du salaire moyen global ou à celle du salaire moyen de toutes les branches marchandes. En longue période donc, le rapport entre le SSM et le salaire moyen global est assez stable. Notons que ce rapport est légèrement sous-estimé puisque le SSM ne comprend pas de charges sociales contrairement aux autres salaires.

Tableau 28: Salaire social minimum et autres salaires, évolution 1970-2002

Salaire social minimum	Salaire moyen secteur privé	Salaire moyen économie totale
6.5	6.4	6.5
Taux de croissance annuel moyen %		

Source: STATEC

Graphique 34: Rapport entre le salaire social minimum et les autres salaires

Source: STATEC

La construction d'une série statistique homogène relative au salaire social minimum

Le salaire social minimum (SSM) a été introduit par un arrêté grand-ducal daté au 30 décembre 1944. Les modalités d'octroi ont évolué au fil du temps, l'âge, le sexe, le statut, la charge de famille et la qualification ayant été ou étant des critères qui jouent quant à sa détermination.

Ce n'est donc pas aisé de construire une série unique homogène et non-interrompue de longue durée retraçant l'évolution du SSM.

Nous avons pris comme base de départ le SSM en vigueur en 2002, qui vaut pour un travailleur non-qualifié sans charge de famille, à savoir 1 322.47 EUR/mois (au nombre indice 605.61).

Ce taux peut être retracé jusqu'en 1970 sur base du tableau L-101b de l'annuaire "Statistiques Historiques" du STATEC et du tableau L-100 de l'annuaire statistique actuel. Des valeurs annuelles ont été obtenues en prenant une moyenne pondérée des différentes valeurs en vigueur au cours de l'année.

4. Incidence de la hausse du salaire minimum sur les autres salaires et sur la compétitivité

Est-ce qu'une hausse "administrée" du salaire social minimum tire à la hausse les autres salaires et crée par-là des incidences défavorables sur la compétitivité?

L'approche choisie est de nature macro-économique: on fait abstraction des effets spécifiques sur certains secteurs ou sur une partie de la distribution des salaires, les déciles inférieurs par exemple.

Les points que nous analysons sont au nombre de trois:

- incidence mécanique d'une hausse du SSM de X% sur le coût salarial total;
- tests de causalité au sens de Granger entre le SSM d'un côté et les autres salaires;
- estimations économétriques d'équations de salaires, pour voir si le SSM constitue un facteur explicatif de l'évolution du coût salarial moyen total.

4.1 Incidence mécanique

On peut montrer que sous les hypothèses suivantes

- le nombre de salariés rémunérés au SSM est de 36 420 en 2001 et s'accroît de 1.6% en 2002 et de 5% en 2003 (prévision);
- le SSM est de 1 306 EUR/mois en moyenne annuelle en 2002 et de 1 380 EUR/mois en 2003;
- la masse salariale totale est de 11.89 Mia EUR en 2002 et s'accroît de 4.3% en 2003.

Une hausse de 1% du SSM produit mécaniquement une hausse du coût salarial moyen total de 0.05%. Cet effet est linéaire: une hausse de 3% du SSM provoque une hausse de 0.15% et une hausse de 7% une hausse du coût salarial moyen total de 0.35%.

Notons qu'il s'agit d'un effet purement mécanique qui ignore toute incidence sur la structure des salaires, sur

l'inflation et par ricochet sur les salaires, qui fait abstraction de destruction d'emplois rémunérés au SSM, etc...

Il comprend en principe le glissement instantané vers le haut de la population rémunérée au SSM puisqu'on prend comme hypothèse une hausse de la population de référence de 5% en 2003.

Il ne comprend par contre pas les effets induits avec un certain retard sur les salariés rémunérés à des taux proches du SSM. Ceux-ci vont revendiquer dans la mesure du possible des hausses de leurs salaires afin de rétablir la hiérarchie antérieure dans l'échelle des salaires. Cet effet devrait, s'il est suffisamment fort, se répercuter sur le coût salarial moyen total. Sa mesure est l'objet des deux prochaines parties.

4.2 Tests de causalité au sens de Granger

Les tests de causalité au sens de Granger permettent de conclure sur le sens de la causalité entre le salaire social minimum (SSM) d'une part et le coût salarial moyen total (SALM) de l'autre.

Du point de vue institutionnel, l'évolution du SSM est déterminée par les échéances de l'échelle mobile des salaires et par les adaptations successives à l'évolution du coût salarial moyen. On devrait pouvoir constater facilement cette causalité.

Mais de l'autre côté, il convient de se demander si les hausses administrées du SSM n'entraînent pas les autres salaires à la hausse. Le mécanisme serait celui d'une poussée par le bas, par une sorte d'effet domino inversé. On pourrait supposer que les salariés rémunérés tout juste au-dessus du SSM, lorsqu'ils se verraient rattrapés par le SSM, demanderaient une hausse de leur salaire, et ainsi de suite. Il s'ensuivrait une hausse générale du coût salarial moyen, échelonnée dans le temps.

Force est de constater que statistiquement, au sens de la causalité de Granger, le SSM ne "cause" pas le coût salarial moyen total. En effet, l'hypothèse nulle, selon laquelle les autres salaires ne causeraient pas le SSM est *rejetée*, tandis que dans le sens inverse, *on ne peut pas rejeter* l'absence de causalité, et ceci quelque soit le retard envisagé. Les résultats des tests de Granger se trouvent en annexe.

4.3 Estimations économétriques d'équations de salaires

Nous avons ensuite essayé d'estimer une équation de détermination du coût salarial moyen, qui dépendrait, notamment, de la productivité, des prix à la consommation et du taux de chômage. Il s'agit d'une équation qui peut être dérivée de la théorie économique et qui figure telle quelle dans le modèle économétrique MODUX du STATEC. Notons que l'équation se rapporte au coût salarial moyen tel que mesuré dans la partie marchande de l'économie, donc hors services non-marchands (dénote ci-après SALMPRV).

Les résultats de l'estimation sont les suivants:

Tableau 29: Équation de salaire**Variable dépendante: coût salarial moyen, secteur privé: DLOG(SALMPRV)**

Variables explicatives	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DLOG(P_CFIN)	0.78	0.19	4.22	0.00
DLOG(P_VABPRV)	0.31	0.11	2.72	0.01
DLOG(VABPRV_R/LPRV)	0.28	0.11	2.48	0.02
R_UGR-NAIRU_UGR	-0.03	0.01	-4.08	0.00
LOG(SALMPRV(-1)/P_VABPRV(-1))	-0.22	0.08	-2.73	0.01
LOG(VABPRV_R(-1)/LPRV(-1))	0.22	0.10	2.28	0.03
C	-0.15	0.08	-1.89	0.07
D8283	-0.05	0.02	-3.33	0.00
R-squared	0.894	Mean dependent var		0.064
Adjusted R-squared	0.861	S.D. dependent var		0.036
S.E. of regression	0.014	Akaike info criterion		-5.541
Sum squared resid	0.004	Schwarz criterion		-5.170
Log likelihood	93.878	F-statistic		27.568
Durbin-Watson stat	2.228	Prob(F-statistic)		0.000

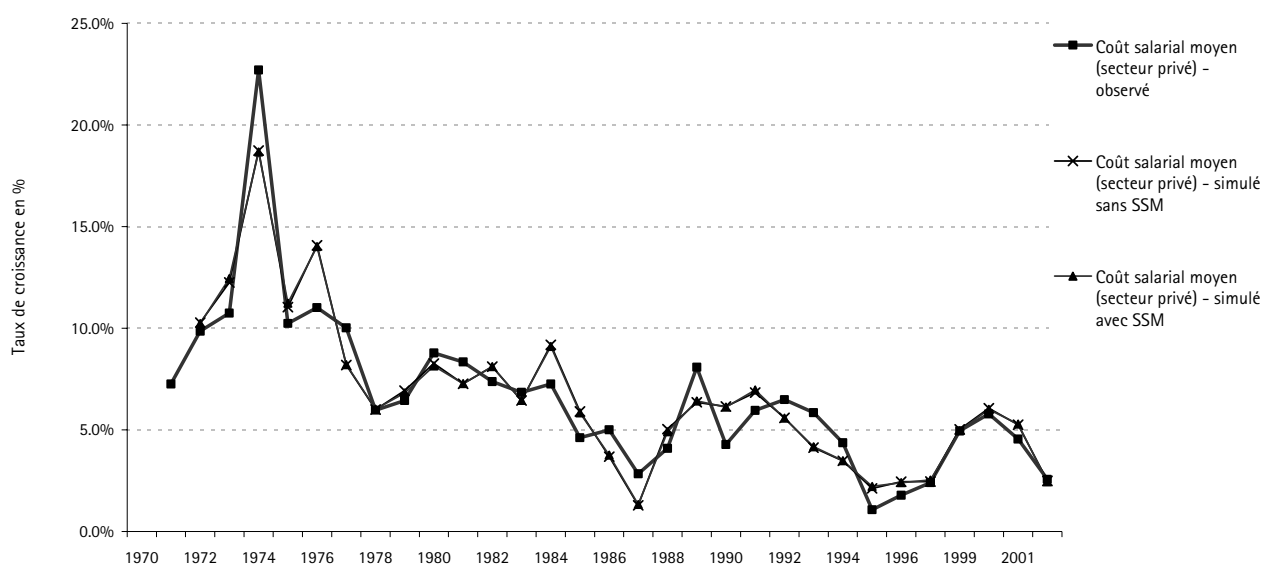
Source: STATEC (description des variables en annexe)

On constate qu'à long terme, le coût salarial (réel) est déterminé par la productivité. A court terme, le coût salarial (nominal) fluctue en fonction des prix à la consommation, des prix de la valeur ajoutée et de la productivité. L'écart entre le chômage observé et le chômage d'équilibre semble être un facteur jouant sur l'évolution des salaires. Notons que le chômage d'équilibre NAIRU est obtenu par lissage statistique et que le chômage englobe celui des régions frontalières.

En intégrant comme variable explicative supplémentaire dans cette équation le SSM, on note que celui-ci n'est pas statistiquement significatif. En d'autres mots, il n'apporte pas de pouvoir explicatif par rapport à l'équation qui ne le comporte pas. Le SSM ne contribue pas, du point de vue statistique, à expliquer l'évolution du coût salarial moyen total. Les tableaux avec les résultats des estimations économétriques y relatives se trouvent en annexe.

L'absence de causalité du SSM sur les autres salaires pourrait être due au découpage de la population de référence qui sert à l'IGSS pour déterminer l'évolution des salaires à la base de la revalorisation du SSM. En effet, l'IGSS, pour déterminer l'étalon de mesure, élimine les 20% des salaires les plus bas et 5% des salaires les plus élevés. De la sorte, la population de référence représente seulement 75% de la population salariée totale, jusqu'au plafond cotisable du septième du SSM.

Nous voyons au graphique ci-dessous que la spécification retenue de l'équation des salaires (SSM) explique relativement bien l'évolution observée des salaires. Comme il fallait s'y attendre, le salaire simulé avec l'équation qui comporte la variable SSM se confond avec celui issu de l'équation hors SSM.

Graphique 35: Simulations du salaire moyen privé

Source: STATEC

Toutefois, l'estimation seule de l'équation de salaires fait abstraction des interactions potentielles entre coût salarial, SSM et prix à la consommation.

Il convient donc d'estimer un système d'équations qui corrige les biais résultant de la simultanéité des mécanismes de formation des salaires et des prix.

Les résultats de nos estimations du système comprenant une équation de salaire, une équation de prix et une équation de détermination du SSM (cf. annexe) confirment que l'influence du SSM sur les salaires n'est pas statistiquement significative: le SSM n'est pas une variable qui influence, de manière significative, l'évolution du coût salarial total. On retrouve le même résultat qualitatif que lors des tests de causalité au sens de Granger.

5. Incidences sur la compétitivité

Nous avons montré plus haut qu'à la vue des résultats des procédures statistiques et économétriques, que le SSM n'entraîne probablement pas à la hausse les autres salaires, si on se réduit à une approche purement macro-économique et si on reste dans les limites des hausses administrées réalisées par le passé.

Donc, en prenant le coût salarial moyen comme un indicateur de compétitivité-coût des entreprises, il n'y aurait vraisemblablement pas d'incidence significative

négative d'une hausse administrée du SSM (d'un ordre de grandeur comparable à celui des années précédentes). Cet argument fait abstraction de toute considération sectorielle ou micro-économique.

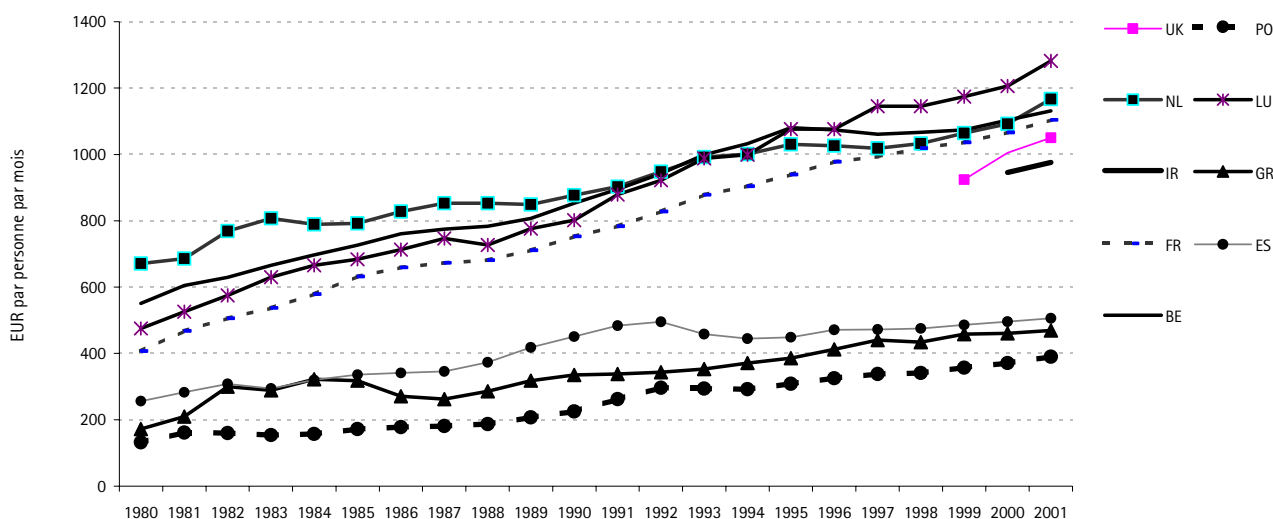
Rappelons qu'une hausse du SSM de 3% entraînerait une hausse du SALM de quelque 0.15%, une hausse de 7% par conséquent de 0.35%: ces calculs ne considèrent pas les destructions possibles d'emplois rémunérés au SSM ou de tout autre effet induit.

Par ailleurs soulignons que la notion de compétitivité est extrêmement complexe et ne saurait se limiter à l'examen du coût salarial, même unitaire (c.-à-d. comparé à la productivité). Nous aimerions renvoyer à ce sujet au programme de recherche "compétitivité" que le STATEC est en train de mener avec la cellule CREA auprès du Centre Universitaire, dont les résultats sont régulièrement publiés dans les Cahiers du STATEC (www.statec.lu) ou sur le site de la CREA (www.cu.lu/crea).

6. Comparaison européenne

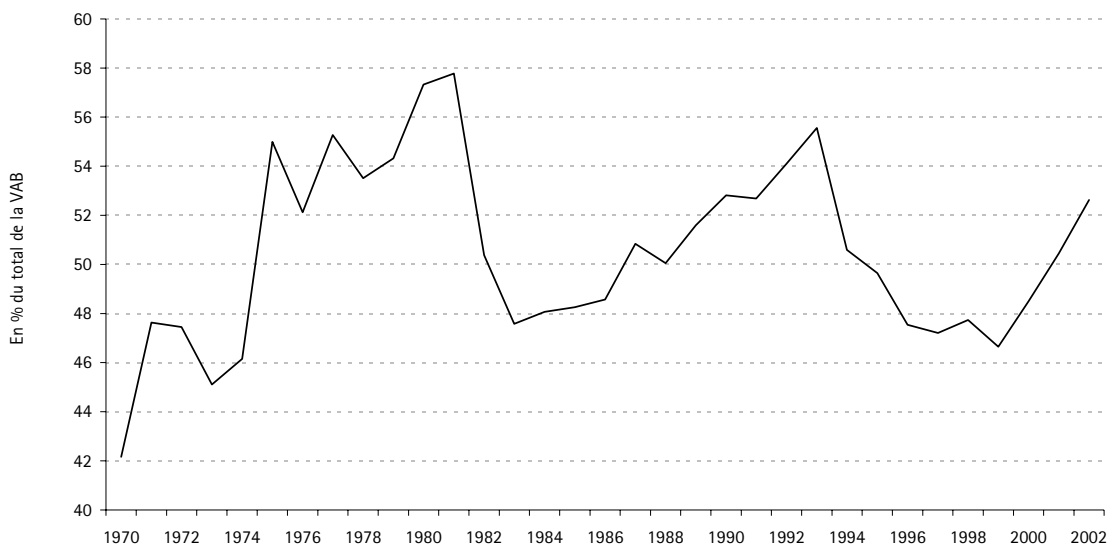
Le niveau du SSM du Luxembourg est aujourd'hui le plus élevé de l'Union européenne. Toutefois, tel n'est le cas que depuis 1997: jusque là, les salaires minima en Belgique et aux Pays-Bas étaient plus élevés. Un tableau chiffré reprenant les séries du graphique ci-après figure en annexe (tableau 33).

Graphique 36: Salaires minima, comparaison européenne



Source: EUROSTAT

Graphique 37: Part salariale



Source: STATEC

7. Distribution des fruits de la croissance

Quelle est la répartition de la valeur ajoutée entre le facteur travail et le facteur capital? Cet examen permet de voir si une hausse de la valeur ajoutée (nominale) profite plutôt aux salariés ou aux détenteurs du capital. A long terme cependant les forces en présence dans une économie de marché tendent à contenir la «part salariale» dans une certaine fourchette d'évolution, elle ne peut ni augmenter ni baisser de façon durable.

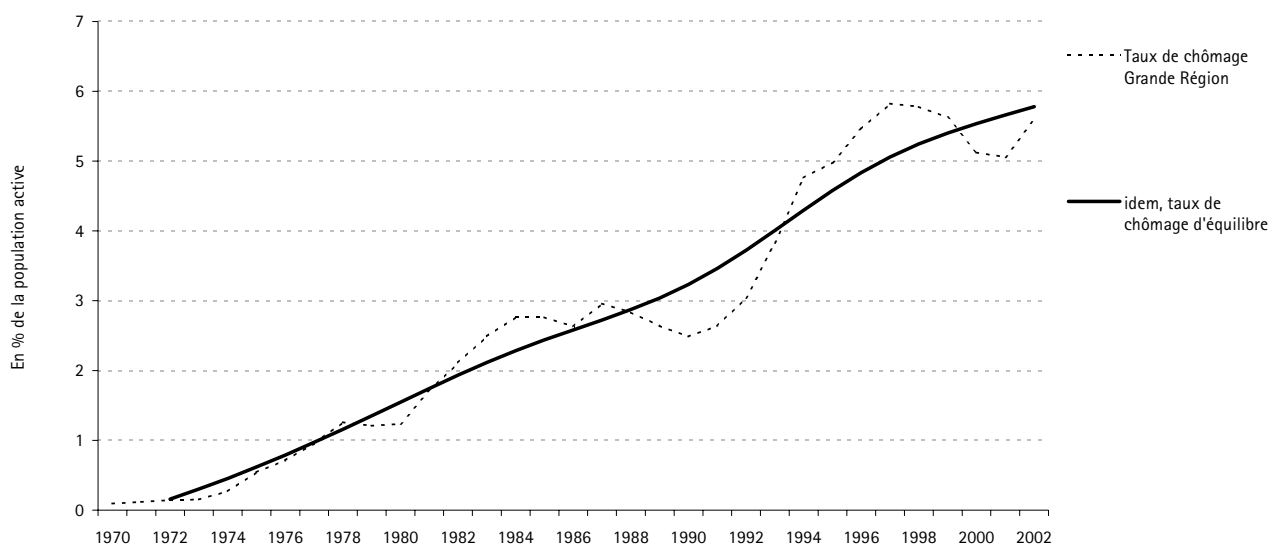
On constate que la part salariale se situe en moyenne à 50.2% au cours des dernières 16 années (1985-2002). Elle avait augmenté de 1985 à 1993 en passant de 48.3% à 55.6%. Puis, elle baissait à 46.3% en 1999 pour se mettre à augmenter de nouveau. Vue la part relativement faible de la masse salariale associée aux salariés

rémunérés au SSM (+/- 6% du coût salarial total) et eu égard à ce qui a été affirmé plus haut, il est peu probable que les relèvements administrés du SSM, dans des proportions telles qu'on les observait jusqu'ici, aient une répercussion statistiquement pertinente sur la distribution des fruits de la croissance.

La répartition des fruits de la croissance est le résultat de l'agencement de toutes les grandeurs macro-économiques et des interrelations qui jouent. Elle est l'objet de négociations entre les "forces vives", à savoir le patronat et le salariat, qui ne portent pas que sur la seule évolution du SSM qui ne représente qu'une petite fraction du coût salarial total.

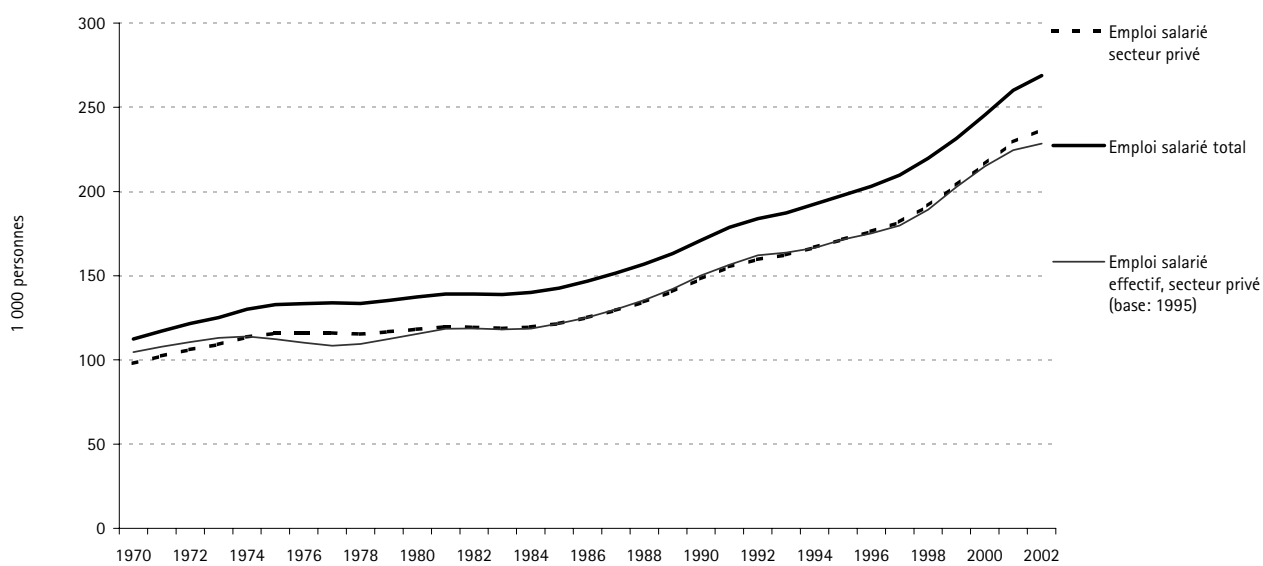
8. Annexe

Graphique 38: Taux de chômage Grande Région



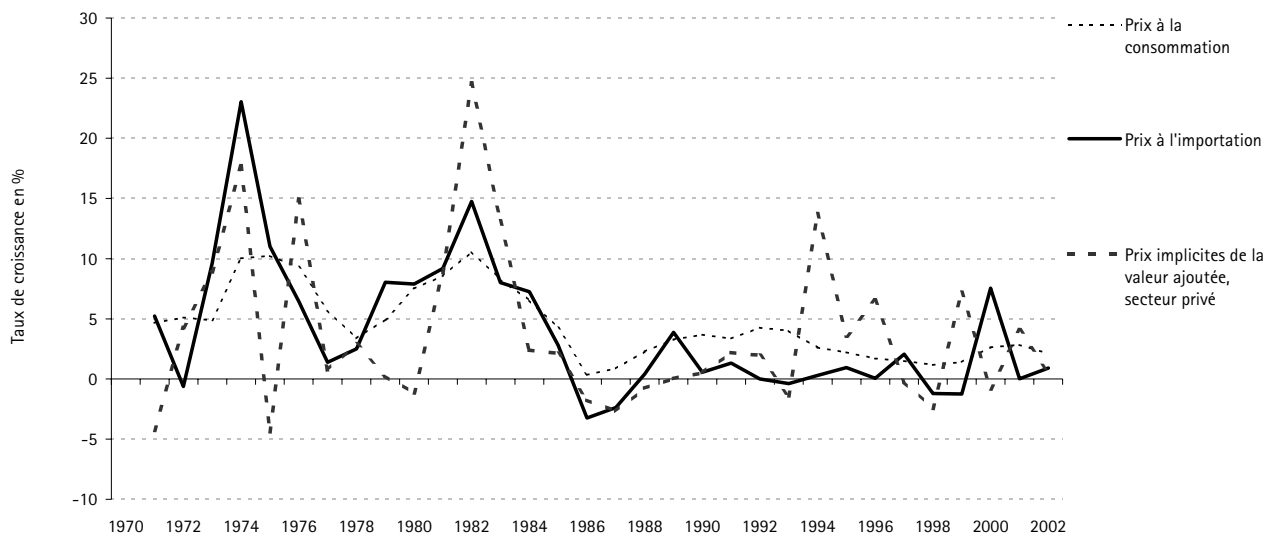
Source: STATEC

Graphique 39: Emploi



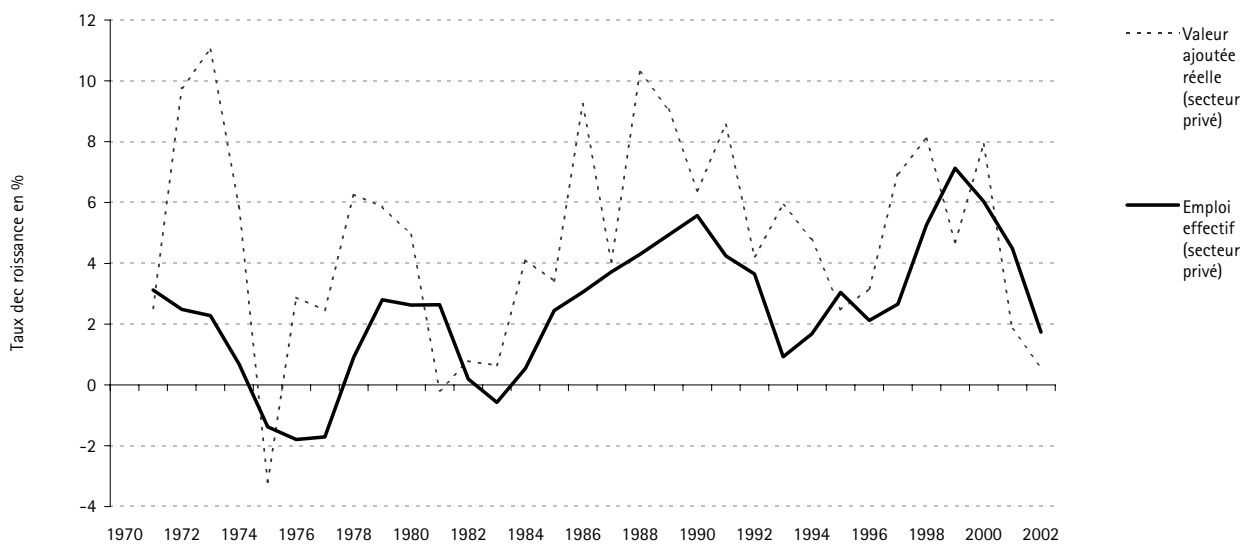
Source: STATEC

Graphique 40: Prix



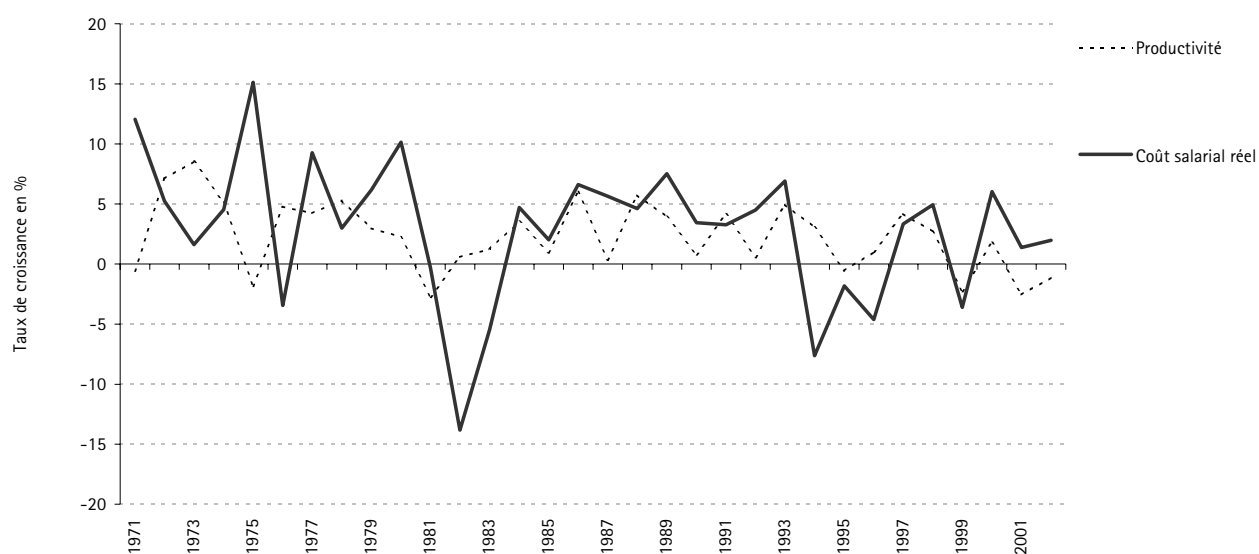
Source: STATEC

Graphique 41: Emploi et valeur ajoutée



Source: STATEC

Graphique 42: Salaires et productivité



Source: STATEC

Tableau 30: Tests de causalité au sens de Granger

Null Hypothesis:	Lags: 1		Lags: 2	
	F-Statistic	Probability	F-Statistic	Probability
SALM does not Granger Cause SSM	17.24	0.00	10.01	0.00
SSM does not Granger Cause SALM	2.08	0.16	0.57	0.57
SALMPRV does not Granger Cause SSM	20.64	0.00	10.55	0.00
SSM does not Granger Cause SALMPRV	1.28	0.27	0.32	0.73
SALMPRV does not Granger Cause SALM	0.01	0.90	0.63	0.54
SALM does not Granger Cause SALMPRV	0.50	0.49	1.02	0.37
Null Hypothesis:	Lags: 3		Lags: 4	
	F-Statistic	Probability	F-Statistic	Probability
SALM does not Granger Cause SSM	7.28	0.00	4.08	0.01
SSM does not Granger Cause SALM	0.50	0.68	0.71	0.59
SALMPRV does not Granger Cause SSM	9.06	0.00	5.02	0.01
SSM does not Granger Cause SALMPRV	0.18	0.91	0.31	0.87
SALMPRV does not Granger Cause SALM	1.49	0.24	1.55	0.23
SALM does not Granger Cause SALMPRV	1.43	0.26	1.29	0.31

Source: STATEC

Tableau 31: Équation de salaires avec SSM**Variable expliquée: DLOG (SALMPRV)**

Variables explicatives	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DLOG(P_CFIN)	0.84	0.21	3.98	0.00
DLOG(P_VABPRV)	0.23	0.08	2.75	0.01
DLOG(SSM)	0.02	0.06	0.33	0.74
DLOG(VABPRV_R/LPRV)	0.37	0.10	3.62	0.00
R_UGRL-NAIRU_R_UGRL	-0.03	0.01	-4.23	0.00
LOG(SALMPRV(-1))/P_VABPRV(-1))	-0.19	0.07	-2.84	0.01
LOG(VABPRV_R(-1)/LPRV(-1))	0.17	0.07	2.34	0.03
C	1.10	0.41	2.67	0.01
D8283	-0.04	0.01	-3.00	0.01
R-squared	0.905	Mean dependent var		0.062
Adjusted R-squared	0.872	S.D. dependent var		0.037
S.E. of regression	0.013	Akaike info criterion		-5.588
Sum squared resid	0.004	Schwarz criterion		-5.176
Log likelihood	98.412	F-statistic		27.442
Durbin-Watson stat	2.403	Prob(F-statistic)		0.000

Source: STATEC

Tableau 32: Estimation du système d'équations, coût salarial, inflation et salaire social minimum

	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.		Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C(1)	0.10	0.17	0.59	0.56	C(12)	-0.13	0.19	-0.68	0.50
C(2)	0.80	0.29	2.73	0.01	C(13)	0.13	0.19	0.67	0.50
C(3)	0.29	0.07	4.20	0.00	C(17)	-0.13	0.18	-0.74	0.46
C(4)	0.31	0.11	2.92	0.00	C(21)	0.17	0.05	3.50	0.00
C(5)	-0.02	0.01	-2.96	0.00	C(22)	0.23	0.06	3.64	0.00
C(6)	-0.19	0.05	-4.05	0.00	C(23)	0.06	0.09	0.70	0.49
C(7)	0.17	0.05	3.20	0.00	C(24)	-0.08	0.02	-3.25	0.00
C(8)	0.51	0.15	3.37	0.00	C(25)	0.08	0.03	2.76	0.01
C(9)	-0.07	0.03	-2.02	0.05	C(26)	0.01	0.00	3.89	0.00
C(11)	1.19	0.21	5.54	0.00	C(27)	-0.06	0.02	-3.23	0.00

Determinant residual covariance 7.47E-12

Equation: $DLOG(SALMPRV) = C(1)*DLOG(SSM) + C(2)*DLOG(P_CFIN) + C(3)*DLOG(P_VABPRV) + C(4)*DLOG(VABPRV_R/LPRV) + C(5)*(R_UGRL-NAIRU_R_UGRL) + C(6)*LOG(SALMPRV(-1))/P_VABPRV(-1)) + C(7)*LOG(VABPRV_R(-1)/LPRV(-1)) + C(8)+C(9)*D8283$

Observations: 32

R-squared	0.88	Mean dependent var	0.062
Adjusted R-squared	0.83	S.D. dependent var	0.037
S.E. of regression	0.01	Sum squared resid	0.005
Durbin-Watson stat	2.26		

Equation: $DLOG(SSM) = C(11)*DLOG(SALMPRV(-1))+C(12)*LOG(SSM(-1)) +C(13)*DLOG(SALMPRV(-2))+C(17)$

Observations: 31

R-squared	0.75	Mean dependent var	0.062
Adjusted R-squared	0.72	S.D. dependent var	0.050
S.E. of regression	0.03	Sum squared resid	0.019
Durbin-Watson stat	2.93		

Equation: $DLOG(P_CFIN) = C(21)*DLOG(P_MB) + C(22)*DLOG(P_MB(-1)) + C(23)*DLOG(NSALPRV*SALMPRV/VABPRV_R) + C(24)*LOG(P_CFIN(-2)) + C(25)*LOG(P_MB(-2)) + C(26)+C(27)*D86$

Observations: 31

R-squared	0.90	Mean dependent var	0.044
Adjusted R-squared	0.87	S.D. dependent var	0.028
S.E. of regression	0.01	Sum squared resid	0.002
Durbin-Watson stat	2.23		

Source: STATEC

Tableau 33: Salaires minima en Europe

	Royaume-Uni	Portugal	Pays-Bas	Luxembourg	Irlande	Grèce	France	Espagne	Belgique
	EUR par mois (taux de conversion historiques)								
1980	...	132	671	475	...	172	407	256	551
1981	...	161	686	526	...	210	468	283	605
1982	...	160	769	575	...	300	506	308	629
1983	...	154	807	630	...	289	537	294	666
1984	...	157	789	666	...	322	579	320	697
1985	...	172	792	684	...	318	632	336	726
1986	...	178	828	713	...	271	659	341	761
1987	...	181	853	747	...	262	673	346	775
1988	...	187	853	727	...	286	681	373	783
1989	...	207	849	776	...	318	711	418	807
1990	...	225	877	802	...	335	753	451	853
1991	...	262	903	879	...	338	783	484	895
1992	...	297	948	922	...	343	828	495	942
1993	...	294	992	988	...	353	878	458	999
1994	...	292	1001	999	...	371	904	445	1032
1995	...	309	1030	1076	...	386	939	449	1081
1996	...	325	1026	1076	...	412	978	471	1074
1997	...	338	1018	1145	...	440	993	472	1061
1998	...	341	1033	1145	...	434	1019	475	1067
1999	924	357	1064	1174	...	458	1036	486	1074
2000	1005	371	1092	1206	945	461	1066	496	1103
2001	1050	390	1167	1282	976	469	1104	506	1131

Source: Eurostat

Tableau 34: Variables utilisées lors des estimations économétriques

SALM	Salaires moyen (nominal) observé dans l'économie entière
SALMPRV	idem, uniquement secteurs marchands
SSM	Salaires social minimum, cf. ci-avant
P_CFIN	Déflateur implicite de la consommation privée des ménages
P_VABPRV	Déflateur implicite de la valeur ajoutée des secteurs marchands
VABPRV_R	Valeur ajoutée brute réelle des secteurs marchands
LPRV	Volume de travail dans les secteurs marchands (travail effectif tenant compte de la durée de travail)
R_UGR	Taux de chômage dans la Grande Région (y.c. Luxembourg). A noter que le taux de chômage Grande Région comprend à la fois les chômeurs au Grand-Duché à côté de ceux relevés dans les régions limitrophes.
NAIRU_GR	Taux de chômage d'équilibre dans la Grande Région. Le NAIRU (non-accelerating inflation rate of unemployment) est obtenu par un filtre de Hodrick-Prescott (HP).

D. Annexe statistique

Sommaire

Tableau 1a: PIB optique dépenses (prix courants)	60
Tableau 1a – suite: PIB optique dépenses (prix constants).....	61
Tableau 1b: Formation brute de capital fixe (prix courants)	62
Tableau 1b – suite: Formation brute de capital fixe (prix constants).....	63
Tableau 1c: Exportations et Importations (prix courants).....	64
Tableau 1c – suite: Exportations et Importations (prix constants).....	65
Tableau 2a: Indice des prix à la consommation, désagrégation de l'indice luxembourgeois (IPCN)	66
Tableau 2b: Indice des prix à la consommation harmonisé, comparaison internationale	67
Tableau 2c: Prix à la production, industrie et construction	68
Tableau 2c – suite: Prix à la production, industrie et construction.....	69
Tableau 2d: Taux de change et termes de l'échange (liés aux exportations de biens).....	70
Tableau 2e: Coût salarial, Luxembourg	71
Tableau 2f : Coût salarial, comparaison par pays	72
Tableau 2f – suite: Coût salarial moyen, comparaison par pays, industrie	73
Tableau 3a – 1: Enquête d'activité dans l'Industrie – Production du mois en volume	74
Tableau 3a – 2: Enquête d'activité dans l'Industrie – Production par jour ouvrable en volume	75
Tableau 3a – 3: Enquête d'activité dans l'Industrie – Commandes nouvelles totales en valeur.....	76
Tableau 3a – 4: Enquête d'activité dans l'Industrie – Nombre de salariés	77
Tableau 3a – 5: Enquête d'activité dans l'Industrie – Heures travaillées.....	78
Tableau 3a – 6: Enquête d'activité dans l'Industrie – Coût salarial unitaire	79
Tableau 3b: Activité dans la construction	80
Tableau 3c: Activité dans le commerce.....	81
Tableau 3d: Activité dans les services financiers	82
Tableau 4a: Enquête de conjoncture, Industrie.....	83
Tableau 4b: Enquête de conjoncture, Construction.....	83
Tableau 5a: Marché du travail	84
Tableau 5b: Travail intérimaire, autres indicateurs du marché du travail	85
Tableau 6a: Statistiques du commerce extérieur.....	86
Tableau 6b: Balance des paiements: compte des transactions courantes.....	87
Tableau 6c: Balance des paiements: compte des opérations financières	88

De brèves notes explicatives font suite à certains tableaux. Des explications plus détaillées (commentaires méthodologiques et historiques) peuvent être trouvées aux pages correspondantes de l'annuaire statistique du STATEC ou sur le site Internet www.statec.lu.

A noter que la mention "taux de variation" fait référence à des taux de variation interannuels, c'est-à-dire par rapport à la période correspondante de l'année précédente, sauf mention contraire.

Notes méthodologiques:

- | | |
|-------|--------------------|
| - | rigoureusement nul |
| . | impossible |
| ... | non disponible |
| blanc | non publié |

La reproduction totale ou partielle de la présente annexe est autorisée à condition d'en citer la source.

Tableau 1a: PIB optique dépenses (prix courants)

	Produit Intérieur Brut (PIB)	Consommation finale nationale des ménages (yc les ménages collectifs)		Formation brute de capital ¹	Exportations	Importations
			Consommation publique			
Prix courants, mio EUR						
1985	5 843	3 453	1 090	1 058	6 692	6 451
1986	6 420	3 587	1 171	1 392	6 720	6 451
1987	6 678	3 784	1 289	1 647	6 795	6 838
1988	7 444	4 101	1 366	1 896	7 697	7 616
1989	8 502	4 439	1 520	2 139	9 037	8 632
1990	9 180	4 774	1 678	2 377	9 556	9 205
1991	10 155	5 281	1 798	2 811	10 560	10 294
1992	10 725	5 377	1 975	2 582	11 040	10 249
1993	11 843	5 706	2 168	2 872	12 224	11 127
1994	12 731	6 092	2 264	2 921	13 576	12 122
1995	13 215	6 358	2 439	2 984	14 334	12 900
1996	13 930	6 726	2 635	3 102	15 509	14 042
1997	15 496	7 102	2 779	3 594	18 544	16 523
1998	17 010	7 744	2 853	3 984	21 670	19 241
1999	18 586	8 058	3 146	4 541	25 329	22 488
2000	20 815	8 548	3 327	4 175	32 472	27 708
2001	21 510	9 104	3 719	4 847	32 792	28 953
Taux de variation en %						
1986	9.9	3.9	7.4	31.5	0.4	0.0
1987	4.0	5.5	10.0	18.4	1.1	6.0
1988	11.5	8.4	6.0	15.1	13.3	11.4
1989	14.2	8.2	11.3	12.8	17.4	13.3
1990	8.0	7.5	10.4	11.1	5.7	6.6
1991	10.6	10.6	7.1	18.2	10.5	11.8
1992	5.6	1.8	9.9	-8.1	4.5	-0.4
1993	10.4	6.1	9.8	11.3	10.7	8.6
1994	7.5	6.8	4.5	1.7	11.1	8.9
1995	3.8	4.4	7.7	2.2	5.6	6.4
1996	5.4	5.8	8.0	4.0	8.2	8.9
1997	11.2	5.6	5.5	15.8	19.6	17.7
1998	9.8	9.0	2.7	10.9	16.9	16.5
1999	9.3	4.0	10.4	14.0	16.9	16.9
2000	12.0	6.1	5.8	-8.0	28.2	23.2
2001	3.3	6.5	11.7	16.1	1.0	4.5

Source: STATEC (comptes nationaux SEC 95)

¹ Formation brute de capital fixe, y compris variation de stocks et acquisitions moins cessations de valeurs.

L'ensemble de la documentation (méthodologie, tableaux) relative aux comptes nationaux selon le système européen harmonisé de comptes nationaux (SEC 95) est disponible sur le site Internet www.statec.lu/html_fr/statistiques/index.html. Y sont fournis notamment des explications quant au passage du SEC 79 au SEC 95, ainsi que tous les détails statistiques (principaux agrégats selon les optiques production, dépenses et revenus à prix courants et à prix constants ainsi que les tableaux détaillés par branches d'activité à prix courants et à prix constants).

Tableau 1a – suite: PIB optique dépenses (prix constants)

	Produit Intérieur Brut (PIB) ²	Consommation finale nationale des ménages (yc les ménages collectifs)		Consommation publique	Formation brute de capital ¹	Exportations	Importations
Prix constants, année de référence 1995, mio EUR							
1985	7 601	4 500		1 452	1 358	7 806	7 513
1986	8 359	4 659		1 545	1 771	8 027	7 641
1987	8 690	4 872		1 694	2 061	8 293	8 199
1988	9 425	5 162		1 767	2 360	9 211	9 056
1989	10 348	5 411		1 911	2 543	10 371	9 885
1990	10 898	5 612		2 039	2 671	10 950	10 379
1991	11 840	6 006		2 121	3 070	11 956	11 326
1992	12 056	5 865		2 189	2 675	12 283	10 976
1993	12 562	5 985		2 304	2 953	12 867	11 549
1994	13 042	6 227		2 326	2 960	13 857	12 324
1995	13 215	6 358		2 439	2 984	14 334	12 900
1996	13 708	6 614		2 575	3 090	15 143	13 713
1997	14 763	6 881		2 654	3 476	17 200	15 447
1998	15 877	7 416		2 688	3 859	19 661	17 754
1999	16 824	7 610		2 879	4 331	22 027	20 048
2000	18 329	7 866		3 004	3 915	26 241	22 860
2001	18 518	8 147		3 230	4 338	26 545	23 888
Taux de variation en %							
1986	10.0	3.5		6.4	30.4	2.8	1.7
1987	4.0	4.6		9.6	16.3	3.3	7.3
1988	8.5	6.0		4.3	14.5	11.1	10.5
1989	9.8	4.7		8.1	7.7	12.6	9.1
1990	5.3	3.7		6.7	5.0	5.6	5.0
1991	8.6	7.0		4.0	14.9	9.2	9.1
1992	1.8	-2.3		3.2	-12.9	2.7	-3.1
1993	4.2	2.0		5.2	10.4	4.8	5.2
1994	3.8	4.0		1.0	0.2	7.7	6.7
1995	1.3	2.0		4.7	0.8	3.4	4.7
1996	3.7	4.0		5.6	3.6	5.6	6.3
1997	7.7	4.0		3.1	12.5	13.6	12.6
1998	7.5	7.8		1.3	11.0	14.3	14.9
1999	6.0	2.6		7.1	12.3	12.0	12.9
2000	8.9	3.4		4.3	-9.6	19.1	14.0
2001	1.0	3.5		7.4	10.8	1.2	4.5

Source: STATEC (comptes nationaux SEC 95)

¹ Formation brute de capital fixe, y compris variation de stocks et acquisitions moins cessations de valeurs.² En raison du calcul des agrégats à prix constants "par rapport à l'année de référence 1995" figurant ci-dessus par chaînage sur base de données calculées "aux prix de l'année précédente", il existe une erreur statistique que nous n'avons pas relevé dans ce tableau.

Tableau 1b: Formation brute de capital fixe (prix courants)

	Produits métalliques et machines	Matériel de transport	Construction			Autres	Total
			Logement	Autres constructions			
Prix courants, mio EUR							
1985	370	-37	201	390		17	942
1986	539	93	228	427		28	1 314
1987	575	161	269	504		68	1 576
1988	571	254	336	544		60	1 763
1989	650	269	425	543		81	1 968
1990	708	194	479	675		97	2 154
1991	735	472	562	707		90	2 566
1992	648	168	593	761		125	2 295
1993	649	555	584	904		118	2 811
1994	702	335	513	1 032		270	2 852
1995	588	486	493	1 183		101	2 851
1996	684	450	469	1 231		138	2 972
1997	773	697	511	1 233		234	3 448
1998	813	697	590	1 470		278	3 848
1999	797	1 168	613	1 634		248	4 459
2000	848	692	649	1 797		289	4 275
2001	909	765	698	2 022		274	4 668
Taux de variation en %							
1986	45.4	-349.9	13.2	9.5		62.0	39.5
1987	6.7	73.4	18.0	18.0		144.6	20.0
1988	-0.7	57.9	24.7	7.9		-12.4	11.9
1989	13.9	6.2	26.6	-0.1		35.6	11.6
1990	8.9	-28.0	12.9	24.3		20.0	9.4
1991	3.7	143.1	17.2	4.7		-7.0	19.1
1992	-11.8	-64.4	5.5	7.6		38.7	-10.6
1993	0.1	230.0	-1.4	18.8		-5.3	22.5
1994	8.3	-39.6	-12.2	14.1		128.3	1.5
1995	-16.3	45.1	-3.8	14.6		-62.6	0.0
1996	16.3	-7.5	-4.8	4.1		36.8	4.3
1997	13.1	55.1	8.8	0.2		68.8	16.0
1998	5.2	0.0	15.4	19.2		19.0	11.6
1999	-1.9	67.5	3.9	11.1		-10.9	15.9
2000	6.4	-40.7	5.9	10.0		16.4	-4.1
2001	7.1	10.6	7.5	12.5		-4.9	9.2

Source: STATEC (comptes nationaux SEC 95)

Tableau 1b - suite: Formation brute de capital fixe (prix constants)

	Produits métalliques et machines	Matériel de transport	Construction			Autres	Total
			Logement	Autres constructions			
Prix constants, année de référence 1995, mio EUR							
1985	400	-43	269	521		26	1 159
1986	580	104	297	556		41	1 590
1987	615	177	342	640		93	1 872
1988	626	274	420	680		79	2 087
1989	698	289	497	636		101	2 231
1990	760	208	561	791		120	2 441
1991	783	499	627	789		112	2 826
1992	679	174	615	790		144	2 400
1993	656	574	601	931		128	2 894
1994	706	339	522	1 050		279	2 895
1995	588	486	493	1 183		101	2 851
1996	705	434	466	1 221		136	2 962
1997	784	619	501	1 210		216	3 335
1998	877	613	570	1 422		251	3 729
1999	880	988	582	1 551		220	4 253
2000	950	551	601	1 664		247	3 983
2001	1 007	599	621	1 799		223	4 217
Taux de variation en %							
1986	45.2	-339.5	10.4	6.7		58.3	37.1
1987	6.0	70.4	15.1	15.0		129.3	17.7
1988	1.8	54.2	22.8	6.3		-15.0	11.5
1989	11.4	5.4	18.5	-6.5		27.1	6.9
1990	8.9	-28.0	12.9	24.3		19.7	9.4
1991	3.0	140.2	11.7	-0.2		-7.4	15.8
1992	-13.3	-65.1	-1.8	0.1		29.0	-15.1
1993	-3.4	230.0	-2.3	17.8		-10.9	20.6
1994	7.7	-40.9	-13.2	12.8		117.6	0.0
1995	-16.8	43.4	-5.5	12.6		-63.7	-1.5
1996	20.0	-10.8	-5.6	3.2		34.7	3.9
1997	11.2	42.7	7.7	-0.9		58.7	12.6
1998	11.8	-1.0	13.8	17.5		16.2	11.8
1999	0.3	61.3	2.0	9.0		-12.6	14.0
2000	8.0	-44.2	3.2	7.3		12.5	-6.3
2001	6.0	8.7	3.3	8.1		-9.6	5.9

Source: STATEC (comptes nationaux SEC 95)

Tableau 1c: Exportations et Importations (prix courants)

	Exportations			Importations		
	Biens	Services	Consommation des non-résidents sur le territoire	Biens	Services	Consommation des luxembourgeois à l'étranger
	Prix courants, mio EUR					
1985	4 424	1 472	797	4 857	1 353	241
1986	4 292	1 672	756	4 811	1 387	253
1987	4 121	1 898	776	5 037	1 527	274
1988	4 685	2 258	753	5 562	1 765	289
1989	5 306	2 879	852	6 235	2 084	313
1990	5 364	3 249	943	6 436	2 444	326
1991	5 590	3 881	1 089	7 171	2 776	348
1992	5 445	4 410	1 185	6 724	3 155	370
1993	5 348	5 645	1 231	6 763	3 982	382
1994	5 775	6 539	1 261	7 148	4 568	406
1995	6 310	6 790	1 233	7 854	4 613	433
1996	6 176	7 994	1 339	7 952	5 622	467
1997	7 046	9 928	1 571	9 042	6 960	521
1998	7 840	12 215	1 615	9 995	8 648	597
1999	8 090	15 393	1 846	10 669	11 212	607
2000	9 703	20 427	2 342	11 960	15 101	647
2001	10 189	20 474	2 128	13 018	15 250	685
	Taux de variation en %					
1986	-3.0	13.6	-5.1	-1.0	2.5	5.0
1987	-4.0	13.5	2.6	4.7	10.1	8.6
1988	13.7	19.0	-2.9	10.4	15.6	5.4
1989	13.2	27.5	13.1	12.1	18.1	8.3
1990	1.1	12.8	10.7	3.2	17.3	3.9
1991	4.2	19.4	15.5	11.4	13.6	6.9
1992	-2.6	13.6	8.8	-6.2	13.7	6.3
1993	-1.8	28.0	3.9	0.6	26.2	3.4
1994	8.0	15.8	2.5	5.7	14.7	6.1
1995	9.3	3.8	-2.2	9.9	1.0	6.7
1996	-2.1	17.7	8.6	1.3	21.9	8.0
1997	14.1	24.2	17.3	13.7	23.8	11.4
1998	11.3	23.0	2.8	10.5	24.3	14.7
1999	3.2	26.0	14.3	6.7	29.7	1.6
2000	19.9	32.7	26.9	12.1	34.7	6.5
2001	5.0	0.3	-9.1	8.8	1.0	6.0

Source: STATEC (comptes nationaux SEC 95)

Tableau 1c - suite: Exportations et Importations (prix constants)

	Exportations			Importations		
	Biens	Services	Consommation des non-résidents sur le territoire	Biens	Services	Consommation des luxembourgeois à l'étranger
Prix constants, année de référence 1995, mio EUR						
1985	4 213	2 198	1 088	7 513	4 916	2 172
1986	4 249	2 467	1 050	7 641	5 031	2 145
1987	4 272	2 739	1 072	8 199	5 397	2 305
1988	4 761	3 206	1 012	9 056	5 934	2 614
1989	5 125	3 971	1 108	9 885	6 404	2 967
1990	5 274	4 369	1 189	10 379	6 573	3 340
1991	5 639	4 902	1 329	11 326	7 229	3 593
1992	5 653	5 211	1 365	10 976	6 779	3 748
1993	5 537	6 007	1 323	11 549	6 846	4 307
1994	5 919	6 638	1 299	12 324	7 215	4 702
1995	6 310	6 790	1 233	12 900	7 854	4 613
1996	6 321	7 517	1 304	13 713	7 948	5 305
1997	7 162	8 532	1 506	15 447	8 855	6 082
1998	8 006	10 072	1 536	17 754	9 908	7 240
1999	8 498	11 688	1 694	20 048	10 710	8 643
2000	9 815	14 172	1 987	22 860	11 164	10 711
2001	10 293	14 277	1 777	23 888	12 149	10 830
Taux de variation en %						
1985						
1986	0.8	12.3	-3.5	1.7	2.4	-1.2
1987	0.5	11.0	2.1	7.3	7.3	7.5
1988	11.5	17.0	-5.5	10.5	10.0	13.4
1989	7.6	23.9	9.5	9.1	7.9	13.5
1990	2.9	10.0	7.3	5.0	2.6	12.6
1991	6.9	12.2	11.7	9.1	10.0	7.6
1992	0.3	6.3	2.7	-3.1	-6.2	4.3
1993	-2.1	15.3	-3.1	5.2	1.0	14.9
1994	6.9	10.5	-1.8	6.7	5.4	9.2
1995	6.6	2.3	-5.0	4.7	8.8	-1.9
1996	0.2	10.7	5.7	6.3	1.2	15.0
1997	13.3	13.5	15.5	12.6	11.4	14.7
1998	11.8	18.1	2.0	14.9	11.9	19.0
1999	6.1	16.0	10.3	12.9	8.1	19.4
2000	15.5	21.3	17.3	14.0	4.2	23.9
2001	4.9	0.7	-10.5	4.5	8.8	1.1

Source: STATEC (comptes nationaux SEC 95)

Tableau 2a: Indice des prix à la consommation, désagrégation de l'indice luxembourgeois (IPCN)

Décomposition de l'indice général par catégories de produits																
Indice général	Indice général		Inflation "sous-jacente"	Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	Boissons alcoolisées, tabacs	Habillement et chaussures	Logement, eau, électricité et combustibles	Ameublement, équipement de ménage, entretien	Santé	Transports	Communications	Loisirs, spectacles, culture	Enseignement	Hôtels, cafés, restaurants	Biens et services divers	
	hors produits pétroliers	Index des produits pétroliers														
1996=100																
1995	98.8	99.1	93.4	99.1	99.2	97.8	100.0	96.5	99.0	99.1	98.6	97.9	100.1	97.9	99.0	98.9
1996	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1997	101.4	101.2	104.8	101.2	101.1	100.3	100.9	102.9	100.8	101.0	101.1	102.9	101.1	100.8	102.1	101.5
1998	102.3	102.6	97.3	102.5	103.8	104.4	102.1	102.7	102.0	101.8	100.0	101.4	102.4	105.9	104.1	102.3
1999	103.4	103.5	101.6	103.5	105.0	107.5	102.3	104.2	103.4	102.7	101.6	91.2	102.7	110.3	105.1	103.3
2000	106.6	105.5	132.6	105.4	107.2	110.3	103.2	112.2	105.9	114.7	106.7	85.8	104.0	111.9	107.8	103.8
2001	109.5	108.5	130.5	108.4	112.3	113.4	105.4	114.1	108.1	116.7	109.9	75.8	106.5	114.1	111.4	107.9
2002	111.8	111.2	121.9	111.1	116.6	117.6	107.2	114.3	110.0	110.6	111.4	72.6	109.6	123.9	116.3	110.7
1T 2002	110.5	110.1	116.0	109.9	115.3	115.6	105.3	112.3	108.7	110.1	110.2	73.7	108.9	120.9	114.5	109.8
2T 2002	111.7	111.1	122.8	110.9	116.4	116.9	108.2	113.9	110.4	110.1	111.3	73.4	109.5	120.9	115.8	110.4
3T 2002	111.9	111.3	123.0	111.2	117.2	118.5	106.0	114.8	109.6	111.4	111.9	71.4	109.7	121.3	116.9	111.0
4T 2002	113.0	112.3	125.8	112.2	117.7	119.5	109.1	116.2	111.2	110.8	112.3	71.8	110.5	132.4	118.1	111.5
nov-02	113.0	112.3	126.1	112.2	117.8	119.8	109.1	116.3	111.3	110.8	112.3	71.8	110.5	132.5	118.4	111.5
déc-02	112.9	112.4	121.8	112.3	117.8	120.0	109.2	115.5	111.4	110.8	111.9	71.4	110.6	132.5	118.4	111.5
janv-03	112.1	111.3	127.9	111.1	117.7	120.3	101.2	116.8	107.8	107.0	113.0	71.1	110.0	132.7	118.6	110.8
Taux de variation annuels en %																
1996	1.2	0.9	7.0	0.9	0.8	2.3	0.0	3.7	1.0	0.9	1.4	2.2	-0.1	2.1	1.0	1.1
1997	1.4	1.2	4.8	1.2	1.1	0.3	0.9	2.9	0.8	1.0	1.1	2.9	1.1	0.8	2.1	1.5
1998	1.0	1.5	-7.2	1.3	2.7	4.0	1.2	-0.2	1.2	0.7	-1.1	-1.4	1.3	5.1	2.0	0.7
1999	1.0	0.9	4.4	0.9	1.2	3.0	0.2	1.4	1.4	0.9	1.6	-10.1	0.3	4.1	0.9	1.1
2000	3.2	1.9	30.5	1.9	2.0	2.7	0.9	7.7	2.4	11.7	5.0	-5.9	1.3	1.4	2.6	0.4
2001	2.7	2.8	-1.6	2.8	4.8	2.7	2.1	1.7	2.1	1.8	2.9	-11.7	2.4	2.0	3.3	4.0
2002	2.1	2.5	-6.6	2.5	3.9	3.7	1.7	0.2	1.7	-5.2	1.4	-4.3	3.0	8.6	4.4	2.5
1T 2002	2.2	2.9	-11.8	2.9	5.1	3.8	1.8	-1.3	2.1	-5.7	1.4	-5.2	3.5	8.1	3.9	3.7
2T 2002	1.9	2.5	-10.2	2.5	4.3	3.3	1.8	-0.4	2.0	-5.9	0.5	-5.4	3.5	8.1	4.3	2.3
3T 2002	2.0	2.4	-6.9	2.4	3.5	4.3	1.5	-0.1	1.2	-4.7	1.5	-2.5	2.9	8.5	4.8	2.1
4T 2002	2.2	2.1	3.6	2.2	2.8	3.5	1.6	2.6	1.6	-4.6	2.3	-3.8	2.0	9.6	4.8	2.1
nov-02	2.2	2.1	2.4	2.2	2.8	3.7	1.5	2.2	1.6	-4.6	2.2	-3.8	1.9	9.7	5.0	2.1
déc-02	2.2	2.1	4.6	2.2	2.8	3.7	1.6	3.1	1.7	-4.6	2.1	-4.2	1.9	9.7	5.0	2.1
janv-03	2.3	2.0	11.2	2.0	2.2	4.3	0.7	4.5	1.4	-2.8	2.7	-4.3	1.9	9.8	4.1	1.4

Source: STATEC

L'indice des prix à la consommation est établi mensuellement par le STATEC. Du point de vue technique, la méthode de pondération est du type "Laspeyres" jusqu'en décembre 1998. A partir de 1.1.1999 un "indice chaîne" a été mis en place.

Jusqu'en 1999, le Luxembourg établissait uniquement un indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) conforme aux réglementations en vigueur au niveau communautaire. A partir du 1.1.2000, le Luxembourg établit également un indice national (IPCN), différent de l'indice harmonisé européen. Tandis que la pondération de l'IPCH se base sur la consommation privée *sur le territoire*, celle de l'IPCN prend comme référence la structure de la consommation des habitants (résidents). L'IPCN est utilisé pour l'indexation automatique des salaires au Luxembourg.

Pondérations dans l'IPCN en %

	2001	2002	2003		2001	2002	2003
Produits pétroliers	5.5	4.2	3.7	Santé	1.8	2.6	2.3
Inflation "sous-jacente"	93.3	94.6	95.2	Transports	15.1	16.7	17.9
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	14.4	15.4	15.1	Communications	1.5	2.1	2.2
Boissons alcoolisées, tabacs	4.1	4.3	6.9	Loisirs, spectacles, culture	13.3	10.3	10.9
Habillement et chaussures	8.4	7.0	11.7	Enseignement	0.1	0.5	0.6
Logement, eau, électricité et combustibles	13.8	12.4	10.9	Hôtels, cafés, restaurants	7.1	7.1	7.3
Ameublement, équipement de ménage, entretien	12.7	11.4	2.3	Biens et services divers	7.7	10.1	9.9

Tableau 2b: Indice des prix à la consommation harmonisé, comparaison internationale

	Luxembourg	Allemagne	France	Belgique	Pays-Bas	Moyenne pondérée des quatre pays	EU-15
							1996=100
1995	98.8	98.8	98.0	98.3	98.6	98.5	97.6
1996	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1997	101.4	101.5	101.3	101.5	101.9	101.5	101.7
1998	102.4	102.1	102.0	102.4	103.7	102.2	103.1
1999	103.4	102.8	102.5	103.6	105.8	103.0	104.3
2000	107.3	104.9	104.4	106.4	108.2	105.1	106.4
2001	109.9	107.4	106.3	109.0	113.8	107.7	108.9
4T 2001	110.6	107.4	106.7	109.8	115.0	108.0	109.5
1T 2002	110.5	108.7	107.4	110.0	116.9	109.1	110.2
2T 2002	112.0	109.0	108.4	110.8	118.5	109.7	111.7
3T 2002	112.4	109.1	108.5	110.7	118.6	109.8	111.8
sept-02	113.0	109.0	108.7	111.3	119.5	109.9	111.5
oct-02	113.5	108.9	108.9	111.2	119.4	109.9	111.8
nov-02	113.7	108.4	108.8	111.0	118.9	109.6	111.7
							Taux de variation annuels en %
1996	1.2	1.2	2.1	1.8	1.4	1.5	2.5
1997	1.4	1.5	1.3	1.5	1.9	1.5	1.7
1998	1.0	0.6	0.7	0.9	1.8	0.7	1.3
1999	1.0	0.6	0.6	1.1	2.0	0.8	1.2
2000	3.8	2.1	1.8	2.7	2.3	2.1	2.1
2001	2.4	2.4	1.8	2.4	5.1	2.4	2.3
4T 2001	1.3	1.7	1.5	1.9	5.0	1.9	2.0
1T 2002	2.0	2.0	2.3	2.5	4.6	2.3	2.4
2T 2002	1.5	1.1	1.7	1.3	3.9	1.6	2.3
3T 2002	2.0	1.0	1.7	1.2	3.8	1.5	2.4
sept-02	2.2	1.0	1.8	1.2	3.7	1.5	1.9
oct-02	2.5	1.3	1.9	1.3	3.6	1.7	2.1
nov-02	2.7	1.0	2.1	1.1	3.4	1.6	2.1

Source: STATEC, EUROSTAT

Les indices de prix relatifs aux quatre pays voisins du Luxembourg sont établis sur base de la méthodologie communautaire harmonisée. La moyenne pondérée est calculée à l'aide des pondérations suivantes (pour l'année 2001): Allemagne 51.3%, France 34.3%, Pays-Bas 8.7%, et Belgique 5.7%. Celle-ci se base sur les pondérations des différents pays dans l'indice des prix à la consommation harmonisé dans l'Union monétaire (IPCUM).

Tableau 2c: Prix à la production, industrie et construction

	Prix industriels			Prix industriels, par catégories de biens			Prix industriels, par destination		
	Industrie totale	Industrie hors sidérurgie	Produits sidérurgiques et ferro-alliages, tubes	Biens intermédiaires	Biens d'équipement	Biens de consommation	Marché intérieur	UE	Hors UE
	1995=100								
1995	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1996	95.9	98.3	89.1	93.4	102.1	100.4	95.7	95.7	96.7
1997	97.5	99.0	93.0	95.3	103.2	101.1	98.5	96.8	99.0
1998	99.2	100.4	95.6	97.7	105.0	100.5	101.1	98.2	100.4
1999	94.4	97.9	84.5	90.7	105.0	104.3	99.0	92.5	96.2
2000	99.0	101.3	92.4	95.7	108.5	107.6	105.1	96.6	101.1
2001	100.1	102.5	93.3	96.1	110.5	111.5	107.8	97.3	101.9
4T 2001	99.2	101.7	92.3	94.8	111.3	111.6	107.0	96.3	101.4
1T 2002	98.1	100.8	90.5	93.2	111.2	112.0	107.0	95.0	99.5
2T 2002	98.4	100.9	91.5	93.5	111.5	112.6	109.2	94.7	99.9
3T 2002	99.6	101.6	94.0	94.9	112.1	113.6	111.2	95.9	100.6
sept-02	99.5	101.5	94.0	94.6	111.9	113.9	111.7	95.7	99.8
oct-02	99.8	102.0	93.4	94.9	112.1	114.4	111.3	96.1	100.4
nov-02	99.1	101.3	92.7	94.0	112.1	113.9	110.8	95.1	100.9
	Taux de variation annuels en %								
1996	-4.1	-1.7	-10.9	-6.6	2.1	0.4	-4.3	-4.3	-3.3
1997	1.6	0.8	4.4	2.1	1.1	0.7	2.9	1.1	2.3
1998	1.7	1.4	2.8	2.5	1.7	-0.7	2.7	1.5	1.5
1999	-4.8	-2.5	-11.6	-7.2	0.1	3.8	-2.1	-5.8	-4.2
2000	4.8	3.5	9.4	5.5	3.3	3.2	6.2	4.3	5.1
2001	1.1	1.2	1.0	0.4	1.8	3.6	2.6	0.7	0.8
4T 2001	-1.1	-0.8	-2.0	-2.5	2.4	2.1	1.3	-1.9	-1.2
1T 2002	-2.6	-2.2	-3.8	-4.1	1.7	1.0	-0.9	-3.0	-3.1
2T 2002	-2.0	-1.9	-2.3	-3.2	1.2	0.7	0.6	-2.9	-2.1
3T 2002	-0.4	-0.8	0.8	-1.2	1.0	1.7	3.1	-1.5	-0.7
sept-02	0.0	-0.6	1.7	-0.6	0.7	2.0	4.9	-1.4	-1.2
oct-02	0.2	-0.1	1.1	-0.5	0.9	2.5	3.9	-0.6	-1.7
nov-02	-0.2	-0.4	0.4	-0.8	0.4	2.0	3.7	-1.3	-0.8

Source: STATEC

L'indice des prix à la production dans l'industrie (Nace 14 à 37) est basé sur une enquête mensuelle auprès des entreprises, qui sont questionnées sur les prix de vente de leurs produits à la première commercialisation.

La moyenne des prix à la production de l'industrie est calculée à l'aide des pondérations suivantes: (pour les principaux groupes de production) biens intermédiaires 73.70%, biens d'équipement 10.39%, biens de consommation 15.91%, prix sur le marché intérieur 19.73%, (par destination) prix sur le marché UE 64.71%, prix à l'exportation (hors UE) 15.56%.

Tableau 2c – suite: Prix à la production, industrie et construction

	Prix à la construction		
	Prix à la construction (indice agrégé)	Gros-oeuvre, bâtiment	Installations techniques, parachèvement
	1970=100		1990=100
1995	481.5	114.8	119.9
1996	486.6	115.9	121.3
1997	493.2	117.8	122.4
1998	502.1	120.6	123.8
1999	512.3	123.4	125.8
2000	527.5	127.6	128.8
2001	550.2	134.1	133.0
3T 2001	553.8	134.8	133.5
4T 2001	554.3	135.1	133.9
1T 2002	558.8	136.3	135.2
2T 2002	563.4	137.6	136.6
			Taux de variation annuels en %
1996	1.1	1.0	1.1
1997	1.4	1.6	0.9
1998	1.8	2.4	1.1
1999	2.0	2.3	1.6
2000	3.0	3.4	2.4
2001	4.3	5.1	3.3
3T 2001	4.5	5.1	3.3
4T 2001	3.6	4.2	2.7
1T 2002	3.0	3.2	2.7
2T 2002	2.4	2.3	2.6

Source: STATEC

Les prix de la construction (NACE 450) sont relevés de façon semestrielle. Les valeurs trimestrielles sont obtenues par interpolation quadratique.

Pondérations: Gros-oeuvre, bâtiment 59.0% ; installations techniques, parachèvement 41.0%.

Tableau 2d: Taux de change et termes de l'échange (liés aux exportations de biens)

	Taux de change (*)		Indices des valeurs unitaires		
	Taux de change effectif, exportations de biens	idem, importations	Indices des valeurs unitaires à l'exportation de biens	idem, importation	Termes de l'échange 1990=100
1995	95.0	97.8	96.2	97.9	98.2
1996	96.4	98.5	91.9	99.8	92.0
1997	98.8	99.7	91.8	99.5	92.2
1998	99.1	99.7	90.7	98.6	92.0
1999	99.6	100.1	87.6	99.5	88.1
2000	101.1	100.9	89.0	103.7	85.8
2001	101.3	100.9	89.8	103.7	86.6
4T 2001	101.3	101.0	90.1	103.8	86.7
1T 2002	101.6	101.0	92.4	104.7	88.2
2T 2002	101.1	100.8	92.3	105.6	87.4
3T 2002	100.6	100.6	91.0	104.6	87.0
août-02	100.6	100.6	91.3	104.5	87.4
sept-02	100.6	100.6	91.2	105.1	86.8
oct-02	100.6	100.6	91.5	105.5	86.7
					Taux de variation annuels en %
1995	-2.4	-1.2	1.8	2.0	-0.2
1996	1.4	0.7	-4.5	1.9	-6.3
1997	2.6	1.2	-0.1	-0.3	0.2
1998	0.3	0.1	-1.2	-0.9	-0.3
1999	0.4	0.4	-3.4	0.9	-4.2
2000	1.6	0.8	1.6	4.3	-2.6
2001	0.1	0.0	0.9	0.0	0.9
4T 2001	-0.4	-0.3	-0.4	-1.3	0.9
1T 2002	0.6	0.2	3.2	1.6	1.6
2T 2002	-0.4	-0.2	3.9	1.5	2.4
3T 2002	-0.8	-0.4	0.1	0.5	-0.4
août-02	-0.6	-0.3	0.0	0.5	-0.4
sept-02	-0.5	-0.3	0.1	1.1	-1.0
oct-02	-0.6	-0.4	0.6	1.9	-1.3

Source: STATEC

(*) Une augmentation du taux de change effectif correspond à une dépréciation de la devise luxembourgeoise (LUF, respectivement EUR depuis janvier 1999).

Les taux de change effectifs et les indices des valeurs unitaires sont établis grâce aux statistiques du commerce extérieur de biens (Intrastat et Extrastat). Les taux de change effectifs sont obtenus en pondérant les taux de change nominaux par la part respective du pays concerné dans le commerce extérieur (exportations ou importations) du Luxembourg. Une diminution du taux de change correspond à une appréciation de la monnaie nationale.

Les indices des valeurs unitaires, qui sont en fait une sorte de prix, sont obtenues en divisant les valeurs (à prix courants) des exportations et importations par des indices de quantités y relatifs. En raison des problèmes liés au contrôle de la qualité d'une marchandise donnée, beaucoup de prudence doit être appliquée lors de l'interprétation de ces chiffres, particulièrement à l'égard des valeurs unitaires à l'importation. Les termes de l'échange sont censés donner une image de la position compétitive d'un pays par la comparaison des "prix" à l'exportation et à l'importation.

Tableau 2e: Coût salarial, Luxembourg

	Coût salarial moyen par mois et par personne, emploi salarié total		Coût salarial par personne dans l'industrie	
	Economie totale	Industrie totale	Sidérurgie	Industrie hors sidérurgie
	EUR par mois			1995=100
1995	2 671	100.0	100.0	100.0
1996	2 719	100.4	101.7	100.5
1997	2 797	102.3	105.1	102.6
1998	2 847	104.2	104.2	105.4
1999	2 932	104.7	105.9	106.0
2000	3 059	108.7	112.7	109.8
2001	3 227	113.0	114.8	114.7
4T 2001	3 512	123.1	112.3	127.6
1T 2002	3 209	108.1	116.8	108.5
2T 2002	3 290	116.2	123.7	116.9
3T 2002	3 177	110.2	116.5	111.2
sept-02	3 157	109.5	115.3	110.5
oct-02	3 176	112.5	113.5	114.6
nov-02	...	127.1	112.9	132.4
				Taux de variation annuels en %
1996	1.8	0.4	1.7	0.5
1997	2.9	1.9	3.4	2.1
1998	1.8	1.8	-0.8	2.7
1999	3.0	0.5	1.6	0.6
2000	4.3	3.9	6.5	3.6
2001	5.5	3.9	1.8	4.5
4T 2001	4.5	2.7	0.0	3.3
1T 2002	4.0	2.3	4.8	1.9
2T 2002	1.7	1.7	2.6	1.5
3T 2002	3.3	1.2	1.4	1.3
août-02	...	0.2	1.5	0.1
sept-02	...	3.3	1.7	3.8
oct-02	...	2.2	1.7	2.4
nov-02	...	4.8	1.9	5.4

Source: IGSS, STATEC

Le coût salarial dans l'industrie est issu des enquêtes d'activité dans l'industrie (voir aussi le tableau 3a-6). Les fichiers de la Sécurité Sociale, provenant de l'IGSS (Inspection Générale de la Sécurité Sociale) permettent de suivre l'évolution des salaires (coût salarial) à brève échéance pour l'ensemble de l'économie. Le *niveau* du coût salarial figurant ci-dessus (salaire brut + gratifications + cotisations) doit être interprété en sachant qu'il existe des minima et des maxima de cotisation (1 505.66 resp. 5 878.99 EUR par mois au nombre indice 554.38).

Tableau 2f : Coût salarial, comparaison par pays

	Belgique	Allemagne	France	Luxembourg	Zone Euro	EU-15
						Indice 1996=100
1995	99.1	96.2	97.9	98.1	96.7	96.5
1996	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1997	102.5	102.0	102.0	102.6	102.6	103.0
1998	104.6	103.8	103.7	105.0	104.3	105.4
1999	107.5	105.8	106.8	108.0	106.7	108.3
2000	108.4	109.6	111.5	113.1	110.1	111.9
2001	...	112.3	116.2	119.2	113.8	116.0
4T 2001	131.4	113.5	117.7	...	118.6	119.9
1T 2002	...	112.9	119.1	...	113.4	117.0
2T 2002	...	115.1	120.4	...	118.9	120.7
3T 2002	...	116.4	121.4	...	116.9	118.9
						Taux de variation annuels en %
1996	1.0	4.0	2.1	1.9	3.4	3.6
1997	2.5	2.0	2.0	2.6	2.6	3.0
1998	2.1	1.8	1.6	2.3	1.7	2.3
1999	2.7	2.0	3.0	2.9	2.3	2.7
2000	0.9	3.5	4.4	4.7	3.2	3.4
2001	...	2.5	4.2	5.4	3.4	3.6
4T 2001	6.9	2.3	4.0	...	3.3	3.4
1T 2002	...	2.3	4.1	...	4.0	3.8
2T 2002	...	2.5	4.0	...	3.7	3.6
3T 2002	...	2.9	3.9	...	3.6	3.7

Source: EUROSTAT, STATEC (pour le Luxembourg)

Les indices du coût total horaire de la main-d'œuvre sont établis par Eurostat pour l'Union européenne (UE-15), l'Union monétaire et les différents pays membres. Ils couvrent l'ensemble de l'économie (à l'exception de l'agriculture, de la pêche, de l'exploitation forestière, de l'éducation, d'activités diverses, de l'information et des services personnels). Le coût de la main-d'œuvre comprend les salaires et traitements bruts (y compris toutes les primes), les cotisations auprès de la sécurité sociale et les taxes de l'employeur, déduction faite des subventions liées à l'emploi.

Tableau 2f – suite: Coût salarial moyen, comparaison par pays, industrie

	Belgique	Allemagne	France	Zone Euro	EU-15	Luxembourg
	Indice 1996=100					
1995	98.6	96.4	97.3	96.4	96.3	99.1
1996	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1997	103.3	102.1	99.8	102.2	102.5	102.3
1998	105.6	104.1	100.9	103.9	104.7	103.2
1999	108.3	106.1	104.4	106.4	107.4	105.0
2000	108.8	110.0	107.8	109.8	111.1	107.4
2001	...	112.4	112.1	113.3	114.9	110.8
4T 2001	138.7	113.2	113.4	118.0	119.0	121.7
1T 2002	...	113.0	114.4	112.5	114.8	...
2T 2002	...	114.5	115.6	117.4	119.0	...
3T 2002	...	116.1	116.5	116.0	117.8	...
	Taux de variation annuels en %					
1996	1.4	3.8	2.8	3.7	3.9	0.9
1997	3.3	2.1	-0.2	2.2	2.5	2.3
1998	2.3	2.0	1.1	1.6	2.1	0.9
1999	2.5	1.9	3.5	2.4	2.6	1.7
2000	0.5	3.7	3.3	3.2	3.4	2.3
2001	...	2.1	3.9	3.2	3.4	3.2
4T 2001	7.9	1.7	3.9	2.9	3.0	2.0
1T 2002	...	1.6	3.6	3.5	3.4	...
2T 2002	...	2.0	3.5	3.0	3.1	...
3T 2002	...	2.9	3.4	3.2	3.3	...

Source: EUROSTAT, STATEC (pour le Luxembourg)

Tableau 3a - 1: Enquête d'activité dans l'Industrie - Production du mois en volume

	Industrie totale	Industrie hors sidérurgie	Sidérurgie	Energie	Biens intermédiaires	Biens d'équipement	Biens de consommation
							1995=100
1995	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1996	100.6	102.2	91.6	99.5	101.3	111.3	93.5
1997	106.1	107.5	97.9	98.2	110.2	106.8	97.1
1998	114.8	117.5	99.0	102.1	118.7	122.5	104.6
1999	116.6	118.4	105.9	99.7	122.1	123.5	103.4
2000	122.3	124.3	110.4	107.2	130.1	120.3	107.0
2001	126.3	128.8	110.8	105.6	132.9	126.9	114.9
4T 2001	126.1	128.9	109.0	110.7	131.1	132.4	114.4
1T 2002	125.2	128.4	105.7	123.7	130.3	117.1	115.8
2T 2002	133.3	137.8	106.2	107.2	140.9	123.2	126.7
3T 2002	119.1	122.8	96.9	104.1	122.2	124.4	112.7
août-02	95.4	99.4	71.0	97.8	94.0	94.4	98.8
sept-02	130.2	133.8	108.7	110.3	134.3	156.3	112.0
oct-02	139.8	143.3	118.4	127.4	147.3	137.7	124.3
							Taux de variation annuels en %
1996	0.7	2.2	-8.4	-0.5	1.4	11.3	-6.5
1997	5.5	5.2	6.9	-1.3	8.8	-4.0	3.9
1998	8.2	9.3	1.2	3.9	7.7	14.7	7.7
1999	1.5	0.8	6.9	-2.3	2.9	0.8	-1.1
2000	4.9	5.0	4.3	7.5	6.5	-2.6	3.4
2001	3.2	3.6	0.3	-1.5	2.1	5.4	7.4
4T 2001	2.5	3.2	-2.1	-5.5	3.2	-5.5	9.0
1T 2002	-5.3	-4.0	-13.8	3.0	-7.2	-6.5	-1.0
2T 2002	4.4	5.8	-5.3	14.8	3.4	-0.9	7.5
3T 2002	0.0	0.3	-2.4	5.9	-1.2	-0.9	2.1
août-02	-4.6	-4.5	-5.0	0.7	-4.2	-15.0	-1.5
sept-02	1.2	2.1	-5.5	6.3	-2.5	16.5	2.1
oct-02	-0.5	0.2	-5.7	12.8	-2.0	-8.1	5.5

Source: STATEC

L'activité dans l'industrie est suivie grâce aux enquêtes mensuelles, qui relèvent un ensemble de variables, dont la production, l'emploi salarié, le coût salarial et les nouvelles commandes. Il s'agit d'enquêtes harmonisées au niveau communautaire. Au niveau des agrégations, les biens de consommation durables et non-durables sont regroupés en une seule branche d'activité.

Pondérations dans l'industrie en %

	Production	Commandes nouvelles	Nombre de salariés	Heures travaillées
				unité: en %
Industrie totale	100	100	100	100
Industrie hors Sidérurgie	85.8	71.1	80.5	80.5
Sidérurgie	14.2	28.9	19.5	19.5
Energie	7.6	n.d.	2.7	1.6
Biens intermédiaires	59.8	80	60	62.5
Biens d'équipement	11.3	11.5	16.6	16.1
Biens de consommation	21.3	8.5	20.8	19.8

Tableau 3a - 2: Enquête d'activité dans l'Industrie - Production par jour ouvrable en volume

	Industrie totale	Industrie hors sidérurgie	Sidérurgie	Energie	Biens intermédiaires	Biens d'équipement	Biens de consommation
							1995=100
1995	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1996	100.1	101.6	91.1	99.2	100.8	110.4	92.9
1997	105.9	107.3	97.9	98.2	110.1	106.1	96.9
1998	114.5	117.1	99.0	102.0	118.4	121.7	104.2
1999	116.3	118.0	105.8	99.8	121.8	122.8	103.0
2000	122.1	124.1	110.3	106.9	129.9	120.5	106.8
2001	126.0	128.5	110.7	105.6	132.6	126.2	114.5
4T 2001	124.7	127.5	107.9	109.7	129.7	130.1	113.4
1T 2002	126.5	129.7	107.2	125.3	131.7	118.0	116.7
2T 2002	136.1	140.8	107.5	107.4	143.3	128.4	130.2
3T 2002	116.2	119.6	95.5	103.2	119.6	119.8	109.1
août-02	93.9	97.9	69.8	95.9	92.5	93.5	97.4
sept-02	130.4	133.8	109.6	111.7	134.8	155.0	111.5
oct-02	131.6	134.5	114.1	124.9	139.8	124.6	114.7
							Taux de variation annuels en %
1996	0.1	1.6	-8.8	-0.8	0.8	10.4	-7.1
1997	5.8	5.6	7.4	-1.0	9.2	-4.0	4.3
1998	8.1	9.2	1.1	3.9	7.6	14.7	7.6
1999	1.5	0.8	6.9	-2.2	2.9	0.9	-1.1
2000	5.1	5.2	4.2	7.2	6.6	-1.8	3.7
2001	3.1	3.6	0.4	-1.2	2.1	4.7	7.2
4T 2001	1.5	2.1	-2.8	-5.5	2.4	-8.0	7.9
1T 2002	-3.8	-2.4	-12.8	2.8	-6.0	-3.2	1.2
2T 2002	4.3	5.6	-5.1	14.8	3.4	-1.0	7.6
3T 2002	-1.0	-0.8	-3.0	5.9	-2.0	-2.6	0.8
août-02	-2.4	-2.2	-4.0	0.7	-2.4	-11.1	1.4
sept-02	-1.3	-0.6	-6.7	6.2	-4.3	11.0	-1.4
oct-02	-0.7	0.0	-5.4	12.9	-2.2	-8.1	4.9

Source: STATEC

Tableau 3a - 3: Enquête d'activité dans l'Industrie - Commandes nouvelles totales en valeur

	Industrie totale	Industrie hors sidérurgie	Sidérurgie	Biens intermédiaires	Biens d'équipement	Biens de consommation
	1995=100					
1995	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1996	99.1	104.1	86.7	100.4	93.6	93.4
1997	111.9	118.1	96.6	111.6	115.6	109.7
1998	117.3	124.9	98.6	116.1	131.1	109.5
1999	117.8	126.2	97.2	116.7	124.3	119.4
2000	128.7	136.2	110.3	126.5	143.0	129.5
2001	125.8	133.9	105.8	120.8	141.7	151.4
4T 2001	117.2	123.1	102.7	112.9	122.2	150.7
1T 2002	122.8	128.8	108.0	117.8	122.0	169.8
2T 2002	128.1	134.6	112.3	124.6	123.6	167.5
3T 2002	121.3	128.4	103.8	115.3	124.0	173.5
août-02	109.3	118.0	87.7	104.1	95.6	176.1
sept-02	132.7	140.1	114.5	127.6	136.4	176.1
oct-02	130.4	142.4	100.8	115.7	166.1	220.5
	Taux de variation annuels en %					
1996	-0.9	4.2	-13.3	0.5	-6.4	-6.6
1997	12.9	13.5	11.4	11.1	23.5	17.5
1998	4.8	5.7	2.1	4.0	13.4	-0.2
1999	0.4	1.0	-1.4	0.5	-5.2	9.0
2000	9.2	7.9	13.5	8.5	15.0	8.5
2001	-2.2	-1.7	-4.1	-4.6	-0.9	16.9
4T 2001	-7.3	1.3	-2.0	-8.8	-13.7	15.0
1T 2002	-11.5	-2.4	-10.2	-11.6	-28.3	15.3
2T 2002	-1.5	-9.1	0.7	-1.3	-12.5	11.0
3T 2002	3.5	-11.9	17.2	4.2	-6.8	10.7
août-02	-0.1	-1.2	3.5	2.7	-19.0	1.9
sept-02	6.9	1.8	26.0	9.2	5.5	-5.0
oct-02	-1.1	2.9	-13.0	-11.3	28.6	48.1

Source: STATEC

Tableau 3a - 4: Enquête d'activité dans l'Industrie - Nombre de salariés

	Industrie totale	Industrie hors sidérurgie	Sidérurgie	Énergie	Biens intermédiaires	Biens d'équipement	Biens de consommation
							1995=100
1995	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1996	99.7	101.6	91.8	96.9	99.6	102.6	98.1
1997	99.4	103.1	84.2	93.3	98.1	105.2	99.4
1998	100.6	105.5	80.8	88.1	98.0	113.2	99.9
1999	102.2	108.4	76.6	87.6	98.6	118.4	101.4
2000	103.6	110.9	73.9	86.8	98.6	123.0	104.9
2001	104.2	112.2	71.5	86.4	97.2	125.4	110.1
4T 2001	103.7	111.5	71.8	87.0	96.6	123.5	110.8
1T 2002	103.2	111.2	70.3	87.8	95.5	121.9	112.5
2T 2002	102.7	110.6	70.1	88.9	94.5	120.6	113.9
3T 2002	102.6	110.8	68.9	88.7	94.2	120.8	114.2
août-02	102.6	110.9	68.4	88.2	94.3	120.6	114.4
sept-02	102.3	110.5	68.6	88.3	93.9	121.0	113.6
oct-02	102.2	110.4	68.3	88.5	93.5	121.1	113.7
							Taux de variation annuels en %
1996	-0.3	1.7	-8.2	-3.1	-0.4	2.7	-1.9
1997	-0.3	1.5	-8.3	-3.7	-1.5	2.5	1.3
1998	1.2	2.3	-4.0	-5.6	-0.1	7.5	0.6
1999	1.5	2.8	-5.2	-0.5	0.6	4.6	1.5
2000	1.4	2.3	-3.5	-1.0	0.0	3.9	3.4
2001	0.6	1.2	-3.2	-0.4	-1.5	1.9	4.9
4T 2001	-0.8	-0.6	-2.4	-0.2	-2.2	-2.2	4.0
1T 2002	-0.9	-1.0	-1.0	1.8	-1.5	-3.6	2.7
2T 2002	-1.9	-1.8	-2.0	3.3	-3.0	-4.4	3.0
3T 2002	-1.8	-1.5	-3.7	2.6	-3.5	-3.8	4.3
août-02	-1.8	-1.4	-4.3	2.0	-3.5	-4.0	4.4
sept-02	-1.6	-1.3	-4.3	1.7	-3.3	-3.2	3.9
oct-02	-1.9	-1.4	-5.0	1.6	-3.8	-2.7	2.9

Source: STATEC

Tableau 3a - 5: Enquête d'activité dans l'Industrie - Heures travaillées

	Industrie totale	Industrie hors sidérurgie	Sidérurgie	Énergie	Biens intermédiaires	Biens d'équipement	Biens de consommation
							1995=100
1995	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1996	97.7	99.6	90.4	95.2	98.6	97.8	94.8
1997	98.0	101.5	83.9	88.8	98.6	100.4	94.6
1998	97.4	102.4	77.3	79.0	96.1	107.8	94.8
1999	98.3	103.8	76.0	77.6	97.1	111.2	93.3
2000	97.7	104.0	71.8	69.5	95.7	115.2	92.0
2001	96.7	103.8	67.8	66.3	93.7	111.4	96.7
4T 2001	95.5	102.2	67.6	127.3	92.7	108.0	96.6
1T 2002	96.9	104.1	67.5	140.9	93.8	107.9	100.6
2T 2002	95.8	103.2	65.3	120.6	92.6	104.5	101.1
3T 2002	87.9	94.4	61.2	117.3	85.2	96.3	92.3
août-02	70.7	75.2	51.9	47.1	69.1	70.2	78.0
sept-02	95.0	102.2	64.9	54.5	91.8	107.5	97.8
oct-02	105.9	113.9	72.9	67.6	101.5	119.9	111.5
							Taux de variation annuels en %
1996	-2.3	-0.4	-9.6	-4.7	-1.3	-2.2	-5.2
1997	0.3	1.9	-7.2	-6.8	0.0	2.7	-0.2
1998	-0.5	0.9	-7.9	-11.0	-2.6	7.4	0.2
1999	0.9	1.3	-1.6	-1.8	1.1	3.1	-1.5
2000	-0.6	0.2	-5.5	-10.4	-1.5	3.6	-1.4
2001	-1.0	-0.2	-5.7	-4.7	-2.0	-3.3	5.1
4T 2001	-3.1	-2.6	-5.7	-5.3	-2.7	-9.7	2.7
1T 2002	-4.8	-4.5	-6.1	1.2	-4.7	-10.7	1.4
2T 2002	-2.8	-2.6	-4.4	11.1	-2.7	-8.6	2.1
3T 2002	-3.4	-3.5	-3.0	3.3	-3.9	-5.9	0.5
août-02	-6.4	-6.8	-4.2	-16.6	-6.1	-14.5	0.1
sept-02	-2.1	-1.8	-4.0	-6.7	-2.8	-3.0	0.6
oct-02	-0.9	-0.8	-1.6	-6.8	-1.9	-5.0	6.6

Source: STATEC

Tableau 3a - 6: Enquête d'activité dans l'Industrie - Coût salarial unitaire

	Industrie totale	Industrie hors sidérurgie	Sidérurgie	Énergie	Biens intermédiaires	Biens d'équipement	Biens de consommation
							1995=100
1995	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1996	100.4	100.9	105.3	102.3	99.8	94.4	105.9
1997	96.5	99.1	91.7	105.1	92.1	102.8	104.3
1998	92.4	95.7	88.0	100.7	87.6	97.5	100.2
1999	92.2	97.4	78.9	103.3	84.7	103.8	104.3
2000	92.6	98.3	77.7	100.1	83.0	112.6	108.0
2001	94.5	101.2	76.0	107.2	84.0	114.9	110.3
4T 2001	104.0	113.3	75.9	132.5	90.4	131.0	122.6
1T 2002	89.2	94.1	77.8	80.5	80.4	111.8	106.9
2T 2002	89.6	93.9	81.8	102.3	78.7	118.4	102.1
3T 2002	97.0	102.3	86.3	98.6	88.0	110.0	116.2
août-02	117.5	122.9	111.8	103.5	110.0	139.5	129.2
sept-02	86.0	91.3	72.8	95.6	76.8	82.8	114.9
oct-02	82.3	88.4	65.5	79.1	70.7	104.3	105.7
							Taux de variation annuels en %
1996	0.4	0.9	5.3	2.3	-0.2	-5.6	5.9
1997	-3.8	-1.7	-12.9	2.8	-7.7	8.8	-1.5
1998	-4.2	-3.4	-4.0	-4.2	-4.8	-5.1	-3.9
1999	-0.3	1.8	-10.4	2.5	-3.3	6.4	4.1
2000	0.5	1.0	-1.5	-3.1	-2.0	8.5	3.5
2001	2.1	2.9	-2.2	7.2	1.2	2.0	2.1
4T 2001	1.5	1.6	1.8	8.5	-1.5	17.2	-0.9
1T 2002	6.8	4.9	19.9	2.2	8.3	6.8	6.0
2T 2002	-4.3	-5.7	5.9	-12.6	-4.9	1.5	-3.1
3T 2002	0.1	0.2	0.6	-2.1	-0.7	2.5	3.4
août-02	3.2	3.4	2.1	2.1	0.4	16.7	5.1
sept-02	0.5	0.4	2.9	1.9	2.1	-12.9	4.6
oct-02	0.9	0.9	2.5	-9.7	0.6	6.2	2.7

Source: STATEC

Tableau 3b: Activité dans la construction

	Production par jour ouvrable (en volume) ¹				Indice du chiffre d'affaires (en valeur) ²				Nombre d'heures payées ³
	Total	Bâtiment	Génie civil	Autres	Total	Bâtiment et génie civil	Installation	Finition	Construction au total
	1999=100				1995=100				1000 heures
1995	...	109.9	92.0	...	100.0	100.0	100.0	100.0	3 757
1996	...	104.4	83.2	...	103.2	104.5	103.0	105.4	3 758
1997	...	102.5	89.3	...	105.4	101.6	112.2	115.8	3 840
1998	...	102.8	90.2	...	112.9	109.8	117.4	123.2	3 979
1999	100.0	100.0	100.0	100.0	119.8	116.8	124.5	129.7	4 177
2000	103.2	105.2	103.6	102.1	128.3	125.9	132.7	137.6	4 364
2001	105.3	119.0	99.4	101.7	131.9	127.3	145.2	133.5	4 594
4T 2001	110.3	124.1	106.8	105.5	156.9	153.6	173.1	151.9	4 728
1T 2002	101.6	114.8	94.1	99.0	113.5	103.3	142.1	108.9	4 349
2T 2002	124.1	150.8	125.2	111.1	142.6	143.9	146.2	135.3	4 855
3T 2002	96.3	106.7	88.5	95.2	125.7	119.4	144.5	121.4	...
juil-02	109.2	122.2	99.5	107.7	160.5	161.4	171.9	141.4	5 125
août-02	56.5	51.0	46.6	64.0	85.1	75.5	105.4	89.1	...
sept-02	123.2	146.8	119.5	113.9	131.6	121.2	156.3	133.7	...
									Taux de variation annuels en %
1996	...	-5.1	-9.6	...	3.2	4.5	3.0	5.4	0.0
1997	...	-1.8	7.3	...	2.2	-2.8	8.9	9.8	2.2
1998	...	0.2	1.1	...	7.0	8.1	4.7	6.4	3.6
1999	...	-2.7	10.9	...	6.2	6.3	6.0	5.3	5.0
2000	3.2	5.2	3.6	2.1	7.1	7.8	6.6	6.1	4.5
2001	2.0	13.0	-4.0	-0.3	2.8	1.1	9.5	-2.9	5.3
4T 2001	6.0	11.7	8.2	2.2	7.8	7.6	14.1	-1.5	6.2
1T 2002	5.3	6.7	13.3	1.3	1.1	-1.3	7.6	-6.3	2.0
2T 2002	6.6	11.0	10.4	2.1	7.1	9.9	6.1	-1.0	3.8
3T 2002	-1.7	-1.5	-6.2	0.4	0.3	-0.5	4.8	-6.1	...
juil-02	-1.9	-5.0	-9.0	3.4	3.1	2.1	8.3	-7.3	6.3
août-02	-5.5	-2.7	0.0	-8.3	-7.0	-1.6	-12.7	-10.5	...
sept-02	0.4	2.1	-6.1	3.0	2.2	-3.2	16.4	-1.6	...

Source: ⁽¹⁾ STATEC, ⁽²⁾ Administration de l' Enregistrement, ⁽³⁾ IGSS

L'activité dans la construction peut être suivie grâce à différentes sources statistiques. La production par jour ouvrable (1) est tirée des enquêtes d'activité mensuelles du STATEC. Les pondérations utilisées sont: bâtiment et génie civil 48.8%, autres métiers 51.2%. La catégorie "autres" regroupe les activités d'installation et de finition. Les séries statistiques y relatives sont publiées sur les Indicateurs Rapides B2 et B2bis.

Le chiffre d'affaires nominal (2) est tiré des fichiers de déclaration de la TVA auprès de l'Administration de l'Enregistrement et couvre quasiment l'ensemble de la construction.

Enfin, les fichiers de la sécurité sociale, qui sont habituellement utilisés pour suivre l'emploi et les salaires, contiennent aussi le nombre d'heures payées, qui constitue un indicateur de l'évolution de l'activité dans la construction.

Tableau 3c: Activité dans le commerce

	Indice du chiffre d'affaires (en valeur)				Indice du chiffre d'affaires (en volume)			
	Total	Commerce et réparation automobile	Commerce de gros	Commerce de détail	Total	Commerce et réparation automobile	Commerce de gros	Commerce de détail
								1995=100
1995	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1996	102.0	105.8	101.4	100.8	101.2	104.6	100.8	99.7
1997	113.2	111.9	114.4	110.9	112.4	109.3	114.2	109.4
1998	114.9	117.3	113.6	116.5	114.0	115.9	113.8	113.1
1999	117.5	123.5	115.5	118.5	116.1	118.9	116.2	113.4
2000	128.0	130.8	129.8	120.2	119.7	117.5	122.5	112.7
2001	125.9	131.6	125.2	122.9	115.9	116.5	116.9	112.2
4T 2001	124.5	121.7	121.1	137.7	115.1	108.8	113.9	124.3
1T 2002	121.2	140.5	116.9	117.8	112.5	125.3	110.9	106.2
2T 2002	128.4	150.7	123.6	123.9	117.3	132.0	115.4	110.6
3T 2002	124.4	128.7	124.5	120.5	112.9	112.1	115.1	107.0
juil-02	137.7	147.9	138.3	126.9	125.2	129.3	128.1	112.7
août-02	112.0	112.1	111.2	114.3	101.8	97.7	103.0	101.5
sept-02	123.6	126.1	123.9	120.4	111.8	109.2	114.1	106.7
								Taux de variation annuels en %
1996	2.0	5.8	1.4	0.8	1.2	4.6	0.8	-0.3
1997	11.0	5.8	12.8	10.1	11.0	4.5	13.4	9.8
1998	1.5	4.9	-0.7	5.0	1.5	6.0	-0.4	3.4
1999	2.2	5.2	1.7	1.7	1.8	2.6	2.1	0.2
2000	9.0	5.9	12.4	1.4	3.1	-1.2	5.4	-0.6
2001	-1.7	0.6	-3.5	2.3	-3.2	-0.9	-4.6	-0.5
4T 2001	-6.0	-1.4	-10.4	4.4	-5.3	0.3	-8.7	1.4
1T 2002	-1.1	2.4	-3.7	3.8	-1.2	2.2	-2.8	0.9
2T 2002	-1.1	4.7	-4.3	3.7	-0.9	5.1	-3.3	1.1
3T 2002	-1.7	4.1	-3.6	-0.3	-2.9	2.8	-4.4	-2.6
juil-02	1.5	2.6	1.9	-1.0	0.9	2.3	1.8	-3.4
août-02	-7.5	-1.5	-11.3	0.4	-8.7	-3.0	-12.1	-1.8
sept-02	0.6	11.6	-1.9	-0.2	-1.2	9.4	-3.4	-2.5

Source: Administration de l'Enregistrement, STATEC

L'activité dans le commerce est suivie grâce aux fichiers de TVA. Des indices "volume" sont calculés par le STATEC en déflétant les indices "valeurs" par des indicateurs de prix y correspondants.

Pondérations 2001: Commerce et réparation automobile 17.5%, commerce de gros 62.6%, commerce de détail 19.9%
--

Tableau 3d: Activité dans les services financiers

	Banques		Comptes de pertes et profits des banques			OPC	
	Nombre de banques	Somme de bilans	Marge d'intérêt	Résultat brut	Résultat avant provisions	Nombre d'OPC	Actifs nets
	Unités	En mio EUR			En mio EUR	Unités	En mio EUR
1995	221	446 884	3 075	4 692	2 531	1 308	246 626
1996	222	466 747	3 119	5 037	2 717	1 360	289 478
1997	218	503 701	3 249	5 703	3 275	1 408	357 750
1998	215	550 008	3 085	6 855	4 203	1 476	455 541
1999	210	567 408	3 274	6 472	3 510	1 569	597 500
2000	209	630 065	3 528	7 649	4 235	1 702	859 915
2001	197	685 944	4 350	8 023	4 321	1 858	892 275
2002	183						
1T 2002	186	708 194	1 104	2 149	1 244	1 921	954 805
2T 2002	184	705 679	2 115	4 017	2 259	1 939	926 372
3T 2002	183	668 662	3 036	5 976	3 348	1 953	857 455
4T 2002	182	665 876	4 087	8 100	4 558	...	...
						Taux de variation annuels en %	
1996		4.4	1.4	7.4	7.3	4.0	17.4
1997		7.9	4.2	13.2	20.5	3.5	23.6
1998		9.2	-5.0	20.2	28.3	4.9	27.3
1999		3.2	6.1	-5.6	-16.5	6.3	31.2
2000		11.0	7.8	18.2	20.7	8.5	43.9
2001		8.9	23.3	4.9	2.0	9.2	3.8
2002		...	...	...	...	...	...
1T 2002		6.3	-0.7	0.0	2.2	6.3	8.7
2T 2002		3.5	-4.3	-7.7	-11.0	5.6	1.3
3T 2002		-2.9	-5.0	-1.9	-0.7	3.5	-1.4
4T 2002		-5.9	-6.0	1.0	5.5	...	...

Source: Banque centrale du Luxembourg

Tableau 4a: Enquête de conjoncture, Industrie

	Appréciation du carnet des commandes		Estimation de la tendance de la production au cours des prochains mois		Durée d'activité assurée et capacité de production	
	Solde des réponses positives et négatives	Situation qualifiée de stable	Solde des réponses positives et négatives	Situation qualifiée de stable	Durée de production assurée	Degré d'utilisation de la capacité de production
1992	-42.2	43.5	-27.7	60.2	2.2	79.8
1993	-45.1	46.3	-14.9	73.8	2.0	80.3
1994	-9.6	57.8	0.8	81.8	2.3	82.3
1995	7.8	61.4	7.1	69.8	2.6	81.8
1996	-33.2	52.5	-6.7	73.5	2.6	79.3
1997	11.6	63.7	9.9	77.4	2.9	85.3
1998	-2.5	60.8	11.8	43.5	3.1	87.0
1999	-10.0	60.8	4.1	75.8	3.0	86.0
2000	9.2	58.6	7.8	78.3	3.0	88.5
2001	-22.1	56.9	-17.1	65.6	3.0	87.8
2002	-36.5	52.8	-8.9	67.4	3.1	85.0
1T 2002	-36.0	42.7	-21.7	62	3.1	84.0
2T 2002	-38.3	46.3	-8.3	66	3.1	84.0
3T 2002	-37.0	61.0	4.3	68	3.0	86.0
4T 2002	-34.7	61.3	-10.0	74	3.0	86.0
nov-02	-34.0	64.0	-12.0	78		
déc-02	-39.0	59.0	-13.0	67		
janv-03	-31.0	67.0	-1.0	65		

Source: STATEC

Tableau 4b: Enquête de conjoncture, Construction

	Appréciation du carnet des commandes		Durée d'activité assurée
	Solde des réponses positives et négatives	Situation qualifiée de stable	
1995	-53.5	42.3	3.9
1996	-61.9	36.3	3.7
1997	-41.3	52.8	4.1
1998	-12.5	71.5	4.4
1999	-4.2	73.2	4.7
2000	5.3	62.6	4.9
2001	-5.2	61.0	4.7
2002	-29.0	56.3	4.3
1T 2002	-17.3	69.3	4.5
2T 2002	-18.7	63.3	4.5
3T 2002	-26.7	53.3	4.4
4T 2002	-53.3	39.3	3.9
nov-02	-52.0	42	3.9
déc-02	-65.0	35	3.7
janv-03	-69.0	27	3.8

Source: STATEC

Les enquêtes de conjoncture sont des enquêtes mensuelles *qualitatives*, harmonisées au niveau communautaire. En principe, les entreprises sondées ne doivent répondre aux questions que par une des trois réponses suivantes: stabilité, augmentation ou diminution. Les réponses agrégées sont exprimées à l'aide des pourcentages respectifs de personnes ayant répondu par l'une de ces trois options.

Les enquêtes sont censées donner une représentation rapide de la situation conjoncturelle. Le périmètre de l'enquête est équivalent à celui des enquêtes d'activités *quantitatives* (tableaux 3a et 3b).

Tableau 5a: Marché du travail

	Demandes d'emploi non satisfaites (1)*	Emploi salarié intérieur (2)	Emploi indépendant intérieur (3)	Emploi intérieur (4)=(2+3)	Frontaliers étrangers travaillant au Luxembourg (5)	Frontaliers luxembourgeois travaillant à l'étranger (6)	Fonction- naires interna- tionaux (7)	Frontaliers nets (8)= (5-6-7)	Emploi national (9)=(4-8)	Population active (10)=(9+1)	Taux de chômage (11)=(1/10)
	1000 personnes										En % de la population
1995	5.130	197.5	16.3	213.8	55.5	0.7	7.8	47.0	166.8	172.0	3.0
1996	5.680	203.1	16.4	219.6	59.6	0.7	7.8	51.1	168.5	174.1	3.3
1997	5.861	210.0	16.6	226.6	64.4	0.7	7.8	56.0	170.6	176.5	3.3
1998	5.534	219.7	16.7	236.4	70.8	0.7	7.8	62.3	174.1	179.6	3.1
1999	5.351	231.5	16.8	248.3	78.4	0.7	7.7	70.0	178.3	183.7	2.9
2000	4.964	245.4	16.9	262.3	87.4	0.7	7.7	78.9	183.4	188.3	2.6
2001	4.927	260.1	16.9	277.0	97.3	0.7	7.7	88.9	188.1	193.0	2.6
2002	5.823	268.8	16.9	285.6	103.0	0.7	7.7	94.6	191.0	196.9	3.0
1T 2002	5.700	265.9	16.8	282.7	101.0	0.7	7.7	92.6	190.2	195.9	2.9
2T 2002	5.309	268.7	16.9	285.6	102.6	0.7	7.7	94.2	191.4	196.7	2.7
3T 2002	5.664	269.2	16.9	286.2	103.9	0.7	7.7	95.5	190.7	196.4	2.9
4T 2002	6.618	271.2	16.9	288.1	104.5	0.7	7.7	96.1	191.9	198.6	3.3
oct-02	6.455	272.2	16.9	289.1	105.1	0.7	7.7	96.7	192.4	198.9	3.2
nov-02	6.625	272.2	16.9	289.1	105.3	0.7	7.7	96.9	192.2	198.8	3.3
déc-02	6.773	269.2	16.9	286.1	103.2	0.7	7.7	94.8	191.2	198.0	3.4
	Taux de variation annuels en %										
1995	10.5	2.7	1.3	2.6	8.3	0.0	3.5	9.3	0.9	1.2	
1996	10.7	2.8	0.8	2.7	7.4	0.0	-0.2	8.7	1.0	1.3	
1997	3.2	3.4	1.0	3.2	8.1	0.0	-0.2	9.5	1.3	1.4	
1998	-5.6	4.6	0.5	4.3	9.9	0.0	0.0	11.4	2.0	1.8	
1999	-3.3	5.3	0.7	5.0	10.7	0.0	-0.7	12.2	2.4	2.3	
2000	-7.2	6.0	0.3	5.6	11.5	0.0	0.5	12.8	2.8	2.5	
2001	-0.7	6.0	0.0	5.6	11.4	0.0	-0.1	12.7	2.6	2.5	
2002	18.2	3.3	0.1	3.1	5.8	0.0	-0.4	6.4	1.6	2.0	
1T 2002	12.2	4.4	0.0	4.1	7.7	0.0	-0.9	8.5	2.1	2.3	
2T 2002	15.0	3.7	0.0	3.4	6.3	0.0	-0.6	6.9	1.8	2.1	
3T 2002	20.6	2.8	0.3	2.7	4.8	0.0	-0.3	5.3	1.4	1.9	
4T 2002	24.6	2.4	0.2	2.3	4.5	0.0	0.0	4.9	1.1	1.7	
oct-02	23.3	2.5	0.2	2.4	4.6	0.0	0.0	5.0	1.1	1.7	
nov-02	23.4	2.3	0.3	2.2	4.4	0.0	0.0	4.8	0.9	1.5	
déc-02	27.2	2.5	0.2	2.4	4.5	0.0	0.0	4.9	1.1	1.8	

Source: ADEM (Administration de l'Emploi), IGSS, STATEC

Les chiffres *en italique* sont provisoires dans la mesure où l'emploi salarié est estimé (et donc aussi la population active).

* Rupture de série en 1997. Jusqu'à la fin de 1997, une partie des personnes "en mesures" ont été incluses dans les DENS, ce qui a conduit à une surévaluation du chômage. Depuis le début de 1998, l'Administration de l'Emploi (ADEM) publie séparément les chiffres concernant le chômage (série révisée) et ceux se rapportant aux personnes en mesures. Pour 1997, un calcul rétroactif a été effectué, où les personnes, "en mesures" en 1997, ont été éliminées de la série de DENS. La différence entre les deux séries est de 496 personnes en 1997, soit 0.3% de la population active.

Le tableau 5a reprend l'ensemble des variables du marché du travail luxembourgeois qui sont pertinentes pour le calcul du taux de chômage. Celui-ci étant un concept "résident" (ou national, même si la nationalité ne joue pas), les frontaliers sont éliminés de l'emploi salarié. En tenant compte des fonctionnaires internationaux travaillant (et résidant) au Luxembourg et des quelques frontaliers luxembourgeois travaillant à l'étranger, on passe de l'emploi intérieur (colonne 4) à l'emploi national (colonne 9) et puis à la population active et au chômage. A noter que toutes les séries ont une fréquence mensuelle, mise à part celles des frontaliers luxembourgeois sortants et des fonctionnaires internationaux. Par ailleurs, l'emploi salarié est disponible avec un retard de 3 mois sur les statistiques du chômage.

Tableau 5b: Travail intérimaire, autres indicateurs du marché du travail

	Travail intérimaire				Autres indicateurs		
	Nombre d'heures prestées	Travailleurs intérimaires (fin de mois)	Taux de chômage désaisonnalisé	Chômage complet indemnisé	Offres d'emplois non-satisfaites	Mises au travail et mesures de formation	Total des demandeurs d'emplois inscrits à l'ADEM
	1000 heures	Nombre de personnes	En % de la population active				Nombre de personnes
1995	341.7	2483	...	2 639	438	...	...
1996	362.6	2736	...	2 837	1 107	...	...
1997	439.7	3248	3.3	3 191	931	1 317	7 178
1998	525.2	3902	3.1	2 450	1 443	1 718	7 252
1999	534.1	3932	2.9	2 222	1 530	1 751	7 102
2000	617.9	4473	2.6	2 025	1 364	1 922	6 886
2001	660.0	4758	2.6	2 080	1 381	2 210	7 137
2002	...	...	2.6	2 775	940	2 585	8 408
1T 2002	592.3	4559	2.7	5 376	1 096	2 520	8 220
2T 2002	693.3	4943	2.8	5 572	1 041	2 630	7 939
3T 2002	...	...	3.0	5 843	927	2 462	8 125
4T 2002	...	...	3.3	6 515	696	2 730	9 348
oct-02	...	...	3.2	2 903	845	2 673	9 128
nov-02	...	...	3.3	3 152	768	2 775	9 400
déc-02	...	...	3.3	3 442	474	2 742	9 515
							Taux de variation annuels en %
1995	4.9	6.6		4.8	61.4	...	...
1996	6.1	10.2		7.5	153.0	...	...
1997	21.3	18.7		12.5	-15.9	...	...
1998	19.4	20.1		-23.2	55.0	30.4	1.0
1999	1.7	0.8		-9.3	6.0	1.9	-2.1
2000	15.7	13.8		-8.9	-10.8	9.8	-3.0
2001	6.8	6.4		2.7	1.2	15.0	3.6
2002	...	...		33.4	-31.9	17.0	17.8
1T 2002	-7.0	-1.9		23.0	-19.7	19.9	14.4
2T 2002	-2.1	-1.1		37.2	-36.0	19.0	16.3
3T 2002	...	...		35.2	-36.8	18.2	19.9
4T 2002	...	...		38.7	-34.7	11.6	20.5
oct-02	...	...		37.8	-32.7	13.6	20.3
nov-02	...	...		36.3	-42.7	9.9	19.1
déc-02	...	...		41.9	-21.1	11.5	22.3

Source: ADEM (Administration de l'Emploi), STATEC

Le taux de chômage désaisonnalisé est calculé par le STATEC et les chiffres sont censés donner une indication sur l'évolution "fondamentale" du chômage, en faisant abstraction du phénomène saisonnier. Le chômage complet indemnisé reprend les personnes touchant une indemnité de chômage. Les offres d'emploi non satisfaites correspondent aux places déclarées vacantes auprès de l'Administration de l'emploi à la fin du mois de référence. Les mises au travail et mesures de formation reprennent l'ensemble des personnes qui sont dans une des mesures chapeautées par l'Administration de l'Emploi. Touchant des indemnités pécuniaires, ces personnes ne peuvent être considérés comme chômeurs (demandeurs d'emplois non satisfaits). Le total des demandeurs d'emplois additionne les personnes "en mesure" ainsi que les chômeurs.

Tableau 6a: Statistiques du commerce extérieur

	Exportations en valeur				Importations en valeur				Solde commercial				Indices en volume	
	Total	à l'intérieur de l'UE	dont: Union monétaire	à l'extérieur de l'UE	Total	à l'intérieur de l'UE	dont: Union monétaire	à l'extérieur de l'UE	Total	à l'intérieur de l'UE	dont: Union monétaire	à l'extérieur de l'UE	Exportations	Importations
	Mio EUR												1990=100	
1995	5 720.4	4 874.5	4 378.6	845.8	7 488.4	6 635.1	6 456.2	853.3	-1 768.0	-1 760.5	-2 077.7	-7.5	113.9	121.3
1996	5 532.5	4 746.7	4 275.4	785.8	7 572.8	6 789.3	6 629.2	783.5	-2 040.2	-2 042.6	-2 353.8	2.4	115.2	120.3
1997	6 259.9	5 254.0	4 713.4	1 005.9	8 543.0	7 455.2	7 274.4	1 087.8	-2 283.1	-2 201.2	-2 561.0	-81.9	130.3	135.8
1998	7 222.3	6 002.9	5 377.2	1 219.4	9 735.6	8 582.9	8 296.6	1 152.7	-2 513.3	-2 580.0	-2 919.4	66.7	152.2	157.1
1999	7 412.5	6 353.4	5 604.3	1 059.1	10 379.1	8 649.1	8 322.9	1 730.0	-2 966.6	-2 295.7	-2 718.6	-670.9	161.8	164.9
2000	8 619.2	7 276.8	6 453.9	1 342.4	11 648.2	10 049.2	9 596.9	1 599.0	-3 029.0	-2 772.4	-3 143.0	-256.6	185.2	178.2
2001	9 226.7	7 811.3	6 796.4	1 415.4	12 502.1	10 909.5	10 289.4	1 592.6	-3 275.4	-3 098.2	-3 493.0	-177.2	196.3	191.6
4T 2001	2 222.8	1 851.3	1 625.1	371.5	2 966.0	2 701.8	2 545.7	264.2	-743.2	-850.5	-920.6	107.3	187.7	181.9
1T 2002	2 229.2	1 908.7	1 697.4	320.6	2 982.4	2 649.2	2 517.5	333.2	-753.2	-740.6	-820.1	-12.6	185.1	180.7
2T 2002	2 403.3	2 026.0	1 795.7	377.3	3 013.7	2 779.4	2 608.9	234.3	-610.4	-753.4	-813.2	143.1	199.9	182.0
2T 2003	2 179.8	1 844.2	1 653.2	335.6	2 996.5	2 590.2	2 443.2	406.3	-816.7	-746.0	-790.0	-70.7	183.3	182.7
août-02	642.5	544.4	482.8	98.1	1 055.7	802.7	755.6	253.0	-413.2	-258.3	-272.8	-154.9	162.1	193.4
sept-02	755.0	647.6	579.6	107.4	950.5	880.0	835.5	70.5	-195.5	-232.4	-255.9	36.9	190.8	173.1
oct-02	815.6	667.5	583.3	148.2	1 042.1	942.3	878.3	99.8	-226.5	-274.8	-295.0	48.3	205.4	189.1
	Taux de variation annuels en %													
1996	-3.3	-2.6	-2.4	-7.1	1.1	2.3	2.7	-8.2					1.1	-0.8
1997	13.1	10.7	10.2	28.0	12.8	9.8	9.7	38.8					13.1	12.8
1998	15.4	14.3	14.1	21.2	14.0	15.1	14.1	6.0					16.8	15.8
1999	2.6	5.8	4.2	-13.1	6.6	0.8	0.3	50.1					6.3	4.9
2000	16.3	14.5	15.2	26.7	12.2	16.2	15.3	-7.6					14.5	8.1
2001	7.0	7.3	5.3	5.4	7.3	8.6	7.2	-0.4					6.0	7.5
4T 2001	-3.8	-3.7	-4.3	-3.9	-6.5	-1.8	-2.0	-37.5					-3.9	-5.5
1T 2002	-4.4	-4.0	-3.1	-6.6	-2.1	-3.3	-3.0	8.9					-7.3	-3.9
2T 2002	-1.5	-2.1	2.8	2.1	-10.3	-2.1	-4.3	-55.0					-5.1	-11.4
2T 2003	-2.4	-3.0	-1.2	1.3	-4.3	-1.5	0.9	-18.9					-2.6	-4.7
août-02	-4.1	-4.1	-4.3	-4.6	-4.9	0.7	2.6	-19.1					-4.2	-5.3
sept-02	0.2	0.0	2.5	1.5	-0.5	1.5	4.0	-20.5					0.1	-1.6
oct-02	-5.5	-7.7	-5.2	5.5	-3.0	-2.9	-1.6	-4.0					-6.1	-4.9

Source: STATEC

Tableau 6b: Balance des paiements: compte des transactions courantes

	Marchandises			Services				Revenus				
	Crédit	Débit	Solde	Crédit	Débit	Solde	dont: solde services financiers et d'assurance	Crédit	Débit	Solde	dont: solde revenus des investissements	
	Mio EUR											
1995	6 264	7 502	-1 238	7 830	5 491	2 340	1 616	35 652	34 497	1 156	-1 086	2 242
1996	6 096	7 575	-1 479	9 233	6 515	2 717	1 874	31 037	30 076	961	-1 220	2 181
1997	6 865	8 672	-1 806	11 257	7 716	3 541	2 421	34 057	33 633	424	-1 394	1 818
1998	7 697	9 770	-2 074	12 742	8 920	3 822	2 696	42 078	41 846	232	-1 616	1 849
1999	8 046	10 474	-2 428	15 853	10 780	5 073	3 807	44 960	45 412	-453	-1 921	1 468
2000	9 387	11 956	-2 569	21 712	14 324	7 388	5 992	54 754	56 165	-1 411	-2 329	918
2001	10 087	12 850	-2 763	22 067	14 881	7 186	5 891	58 404	60 241	-1 838	-2 863	1 026
4T 2001	2 372	3 202	-830	5 485	3 712	1 774	1 418	14 221	14 677	-457	-833	376
1T 2002	2 769	2 931	-162	5 687	3 539	2 147	1 588	13 380	13 880	-501	-776	275
2T 2002	2 657	3 091	-434	5 409	3 589	1 820	1 379	16 096	16 634	-538	-862	324
3T 2002	2 380	3 159	-779	5 184	3 630	1 555	1 337	12 052	12 711	-660	-857	197
	Taux de variation annuels en %											
1996	-2.7	1.0		17.9	18.7			-12.9	-12.8			
1997	12.6	14.5		21.9	18.4			9.7	11.8			
1998	12.1	12.7		13.2	15.6			23.6	24.4			
1999	4.5	7.2		24.4	20.9			6.8	8.5			
2000	16.7	14.1		37.0	32.9			21.8	23.7			
2001	7.5	7.5		1.6	3.9			6.7	7.3			
4T 2001	-7.0	-4.3		0.3	-0.8			-5.5	-7.0			
1T 2002	4.3	-3.8		-0.7	0.1			-12.6	-11.6			
2T 2002	1.0	-9.6		-3.6	-7.0			9.1	7.8			
3T 2002	-2.0	-0.7		-1.2	-3.8			-14.7	-11.9			
	Transferts courants			Balance des transactions courantes								
	Crédit	Débit	Solde	Crédit	Débit	Solde						
	Mio EUR											
1995	1 309	1 731	-422	51 055	49 220	1 835						
1996	1 677	2 104	-427	48 042	46 270	1 772						
1997	1 759	2 211	-452	53 938	52 231	1 707						
1998	1 958	2 341	-383	64 475	62 877	1 598						
1999	2 143	2 673	-530	71 002	69 340	1 663						
2000	2 974	3 474	-500	88 827	85 918	2 909						
2001	2 881	3 490	-609	93 439	91 463	1 976						
4T 2001	791	877	-86	22 869	22 468	401						
1T 2002	732	986	-254	22 568	21 337	1 231						
2T 2002	713	833	-120	24 876	24 148	728						
3T 2002	685	816	-131	20 301	20 316	-15						
	Taux de variation annuels en %											
1996	28.1	21.5		-5.9	-6.0							
1997	4.9	5.1		12.3	12.9							
1998	11.3	5.9		19.5	20.4							
1999	9.4	14.2		10.1	10.3							
2000	38.8	30.0		25.1	23.9							
2001	-3.1	0.5		5.2	6.5							
4T 2001	12.5	-0.2		-3.8	-5.4							
1T 2002	13.4	5.2		-7.2	-8.1							
2T 2002	-2.8	-7.6		4.8	2.3							
3T 2002	-3.5	5.4		-9.8	-8.3							

Source: STATEC, BCL

Tableau 6c: Balance des paiements: compte des opérations financières

Période	Solde	Investissements directs		Investissements de portefeuille		Produits fin. dérivés	Autres investissements		Avoirs de réserve	Mio EUR
		A l'étranger	Au Luxembourg	Avoirs	Engagements		Avoirs	Engagements		
1T 2002	-3 628	-45 460	34 161	849	28 544	97	-4 073	-17 717	-29	
2T 2002	-3 993	-23 222	7 609	6 859	25 271	-621	-29 487	9 584	13	
3T 2002	4 904	2 820	2 084	6 625	-1 835	-746	23 000	-27 017	-27	

Source: BCL, STATEC

Remarques méthodologiques

En 1978, pour étayer l'analyse des relations économiques extérieures du Luxembourg, qui fut jusque-là limitée aux seules statistiques sur les échanges de marchandises, le Gouvernement avait chargé le STATEC d'établir une première balance courante du Luxembourg. En 2000, le législateur a attribué à la Banque centrale du Luxembourg (BCL) et au STATEC les compétences nécessaires pour l'établissement de la balance des paiements et de la position extérieure globale.

La balance des paiements est un état statistique qui retrace, pour une période et un territoire économique donnés, l'ensemble des transactions économiques avec le reste du monde en les classant selon une nomenclature et une méthodologie particulière. Ces transactions peuvent aussi bien porter sur des échanges de biens, de services et de revenus que sur des créances et des engagements financiers. Une transaction se définit en particulier comme un flux économique découlant du changement de propriété d'un actif financier ou d'un bien, la prestation d'un service ou la fourniture de travail ou de capital. La balance des paiements doit uniquement enregistrer les flux entre des résidents et des non-résidents d'un territoire économique donné. Les principes et les concepts autour desquels se construit la balance des paiements sont en particulier décrits par le Fonds monétaire international (FMI) dans sa publication "Manuel de la balance des paiements 5ième édition" (MBP5). Ce recueil distingue les trois comptes suivants:

- **Le compte des transactions courantes** reprend les flux de paiements effectués avec l'étranger dans le cadre du commerce de biens, de l'échange de services ou résultant de transferts. Elle est établie par le STATEC sur base de diverses sources statistiques, suivant une méthodologie internationale.
L'écart entre le solde des échanges de biens, respectivement dans la statistique du commerce extérieur (tableau 6a) et dans la balance courante (6b), s'explique surtout par la prise en considération dans la balance des paiements de la vente de produits pétroliers aux transporteurs professionnels non-résidents. La différence au niveau des montants des exportations et des importations est due à des divergences méthodologiques (e.a. concept de changement de propriété "balance des paiements" versus mouvement physique "commerce extérieur").
- **Le compte de capital** enregistre les transferts de capital et les transactions sur les actifs non financiers non produits (par exemple brevets, marques,...).
- **Le compte des opérations financières** englobe les contreparties financières des transactions de l'économie réelle, des actifs non financiers non produits ainsi que les opérations sur actifs financiers. Pour le compte financier uniquement, les «crédits» et les «débits» correspondant aux flux bruts n'apparaissent pas directement dans le tableau. Seuls les soldes figurent dans le tableau. Un montant positif indique une entrée, un montant négatif une sortie. Pour les avoirs de réserve, un montant positif indique une diminution, un montant négatif une augmentation.

Un système de comptabilisation en partie double

Le système d'enregistrement des opérations dans la balance des paiements est basé sur les principes de la comptabilité en partie double. Toute inscription doit être balancée par une écriture de contrepartie. Toutes les transactions sont donc enregistrées sous forme de crédits et de débits. Ceci implique que la somme de tous les crédits devrait être égale à la somme de tous les débits. Toutefois, les informations nécessaires à l'établissement de la balance des paiements sont collectées auprès de différentes sources qui ne concordent pas forcément. Par conséquent, le poste *des Erreurs et Omissions* permet d'atteindre l'équilibre des comptes. Pour des besoins de simplicité, celles-ci ne sont pas reprises dans les tableaux 6b et 6c.

La signification économique des débits et des crédits est détaillée dans le tableau suivant:

	Compte des transactions courantes	Compte des opérations financières
Crédit	- exportations de biens et de services - revenus à recevoir de l'étranger - transferts reçus sans contrepartie d'une autre économie	- diminution des avoirs extérieurs - augmentation des engagements extérieurs
Débit	- importations de biens et de services - revenus dus à l'étranger - transferts fournis sans contrepartie à une autre économie	- augmentation des avoirs extérieurs - diminution des engagements extérieurs

E. Index des tableaux et graphiques

Tableaux

Tableau 1: Conjoncture internationale, observations récentes.....	6
Tableau 2: Taux de croissance des principaux agrégats du PIB.....	8
Tableau 3: Prévisions 2002-2004.....	10
Tableau 4: Aperçu synoptique de l'économie luxembourgeoise.....	11
Tableau 5: Evolution récente de l'économie luxembourgeoise: indicateurs d'activité par branches.....	12
Tableau 6: Evolution récente de l'économie luxembourgeoise: autres indicateurs.....	13
Tableau 7: Enquêtes qualitatives de conjoncture auprès des chefs d'entreprise.....	15
Tableau 8: Activité récente dans la construction: production par jour ouvrable.....	18
Tableau 9: Evolution récente dans le commerce: chiffre d'affaires en volume.....	19
Tableau 10: Evolution récente dans l'Horeca: chiffre d'affaires en valeur.....	20
Tableau 11: Transports et communications: chiffre d'affaires en valeur.....	21
Tableau 12: Transports: variables annexes.....	22
Tableau 13: Services marchands divers: tableau de synthèse.....	25
Tableau 14: Emploi salarié dans les services collectifs et domestiques.....	26
Tableau 15: Inflation en Europe.....	27
Tableau 16: Inflation selon les douze divisions de l'indice des prix à la consommation national (IPCN).....	28
Tableau 17: Comparaison européenne des douze divisions de l'IPCH.....	29
Tableau 18. Prévisions sur l'inflation au Luxembourg.....	31
Tableau 19: Composants du coût salarial.....	32
Tableau 20: Balance des paiements courants.....	34
Tableau 21: Compte de capital et compte des opérations financières.....	38
Tableau 22: Evolution du nombre d'emplois salariés créés en net.....	40
Tableau 23: Travail intérimaire.....	41
Tableau 24: Répartition des chômeurs par âge.....	41
Tableau 25: Chômeurs selon la durée d'inscription.....	41
Tableau 26: Chômeurs selon le niveau de formation.....	42
Tableau 27: Synthèse de l'évolution du chômage partiel.....	43
Tableau 28: Salaire social minimum et autres salaires, évolution 1970-2002.....	47
Tableau 29: Équation de salaire.....	50
Tableau 30: Tests de causalité au sens de Granger.....	55
Tableau 31: Équation de salaires avec SSM.....	56
Tableau 32: Estimation du système d'équations, coût salarial, inflation et salaire social minimum.....	56
Tableau 33: Salaires minima en Europe.....	57
Tableau 34: Variables utilisées lors des estimations économétriques.....	57

Graphiques

Graphique 1: PIB.....	7
Graphique 2: Formation brute de capital.....	7
Graphique 3: Consommation finale des ménages.....	7
Graphique 4: Consommation publique.....	7
Graphique 5: Exportations de biens et services.....	7
Graphique 6: Indicateurs précurseurs de l'OCDE.....	9
Graphique 7: Croissance du PIB dans la zone euro.....	9
Graphique 8: Activité récente dans l'industrie.....	15
Graphique 9: Production par jour ouvrable.....	16
Graphique 10: Degré d'utilisation de la capacité de production.....	16
Graphique 11: Appréciation du carnet de commandes.....	16
Graphique 12: Production observée dans l'industrie et opinions des chefs d'entreprises.....	17
Graphique 13: Résultats des enquêtes de conjoncture.....	18
Graphique 14: Ventes de carburants.....	19
Graphique 15: Somme des comptes de profits et pertes à la fin du quatrième trimestre.....	23
Graphique 16: Indicateurs financiers pour l'Europe.....	23
Graphique 17: Emploi dans les banques.....	24
Graphique 18: Organismes de Placement Collectif.....	24
Graphique 19: Inflation et prix pétroliers.....	27
Graphique 20: Inflation sous-jacente hors soldes.....	28
Graphique 21: Evolution de l'indice des prix de la position "hôtels, cafés et restaurants".....	29
Graphique 22: Inflation observée et prévisions.....	30
Graphique 23: Hypothèses sur le cours du Brent.....	31
Graphique 24: Evolution du coût salarial nominal moyen (par mois et par salarié) au Luxembourg.....	32
Graphique 25: Indice du coût horaire du travail, comparaison européenne.....	33
Graphique 26: Commerce extérieur de marchandises.....	35
Graphique 27: Contributions à l'évolution des exportations en valeur au cours des neuf premiers mois de 2002 ¹	36
Graphique 28: Contributions à l'évolution des exportations de services en valeur au cours des neuf premiers mois de 2002.....	36
Graphique 29: Emploi et chômage.....	39
Graphique 30: Taux de chômage officiel et au sens large.....	42
Graphique 31: Le chômage frontalier.....	44
Graphique 32: Le chômage dans la Grande Région.....	45
Graphique 33: Salaire social minimum et autres salaires.....	47
Graphique 34: Rapport entre le salaire social minimum et les autres salaires.....	48
Graphique 35: Simulations du salaire moyen privé.....	50
Graphique 36: Salaires minima, comparaison européenne.....	51
Graphique 37: Part salariale.....	52
Graphique 38: Taux de chômage Grande Région.....	53
Graphique 39: Emploi.....	53
Graphique 40: Prix.....	54
Graphique 41: Emploi et valeur ajoutée.....	54
Graphique 42: Salaires et productivité.....	55